






**Légende**

-  Risque fort ou interdiction hors urbanisée
-  Risque fort en zone urbanisée
-  Contrainte faible hors zone urbanisée
-  Contrainte faible en zone urbanisée
-  Aucune contrainte spécifique



**P.P.R. approuvé**  
le : 31 DEC. 2008

Direction  
Départementale  
de l'Équipement  

---

Haute-Garonne  

---

Service Risques  
et Sécurité

Plan de Prévention des Risques  
Inondation

**Commune de Mirepoix-sur-Tarn**

Carte du zonage réglementaire

Echelle: 1/5000 sur fond cadastral

DATE	DESIGNATION
Décembre 2008	Dossier d'approbation



**LEGENDE**

-  Zone de centre urbain : centre historique principal et zone d'habitat avec commerces et services de proximité
  -  Zone d'habitat autre (dominante pavillonnaire ou habitations isolées)
  -  Equipements sportifs et de loisirs
- Enjeux futurs :**
-  **Projet de ZAC**  
Partie au sein de la zone inondable    Partie hors de la zone inondable
  -  **Projets d'équipements sportifs et de loisirs**
- centre bourg** Enjeux existants
-  Relais de télécommunications
  -  Transformateur EDF
  -  Captage eau potable
  -  Station de traitement d'eau potable
  -  Poste de relevage des eaux usées
  -  Station d'épuration
  -  Limite de la zone soumise à l'aléa inondation (zone inondable)

Cabanon de vacances



**P.P.R. approuvé**  
le : 31 DEC. 2008

Plan de Prévention des Risques  
Inondation

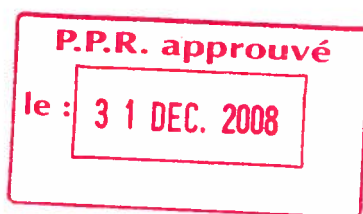
Commune de Mirepoix-sur-Tarn

Carte des enjeux

Echelle: 1/5000 sur fond cadastral

DATE	DESIGNATION
Décembre 2008	Dossier d'approbation





Direction  
Départementale  
de l'Équipement

Haute-Garonne

Service Risques  
et Sécurité



# PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS D'INONDATION SUR LE BASSIN DE RISQUE DES COMMUNES DE BUZET-SUR-TARN, BESSIERES, MIREPOIX- SUR-TARN, LA MAGDELAINE, LAYRAC-SUR-TARN, VILLEMATIER, BONDIGOUX ET VILLEMUR-SUR-TARN

## VOLET 1

## NOTE DE PRESENTATION DU BASSIN DE RISQUE

DECEMBRE 2008 – V2  
N°3150016

## PREAMBULE

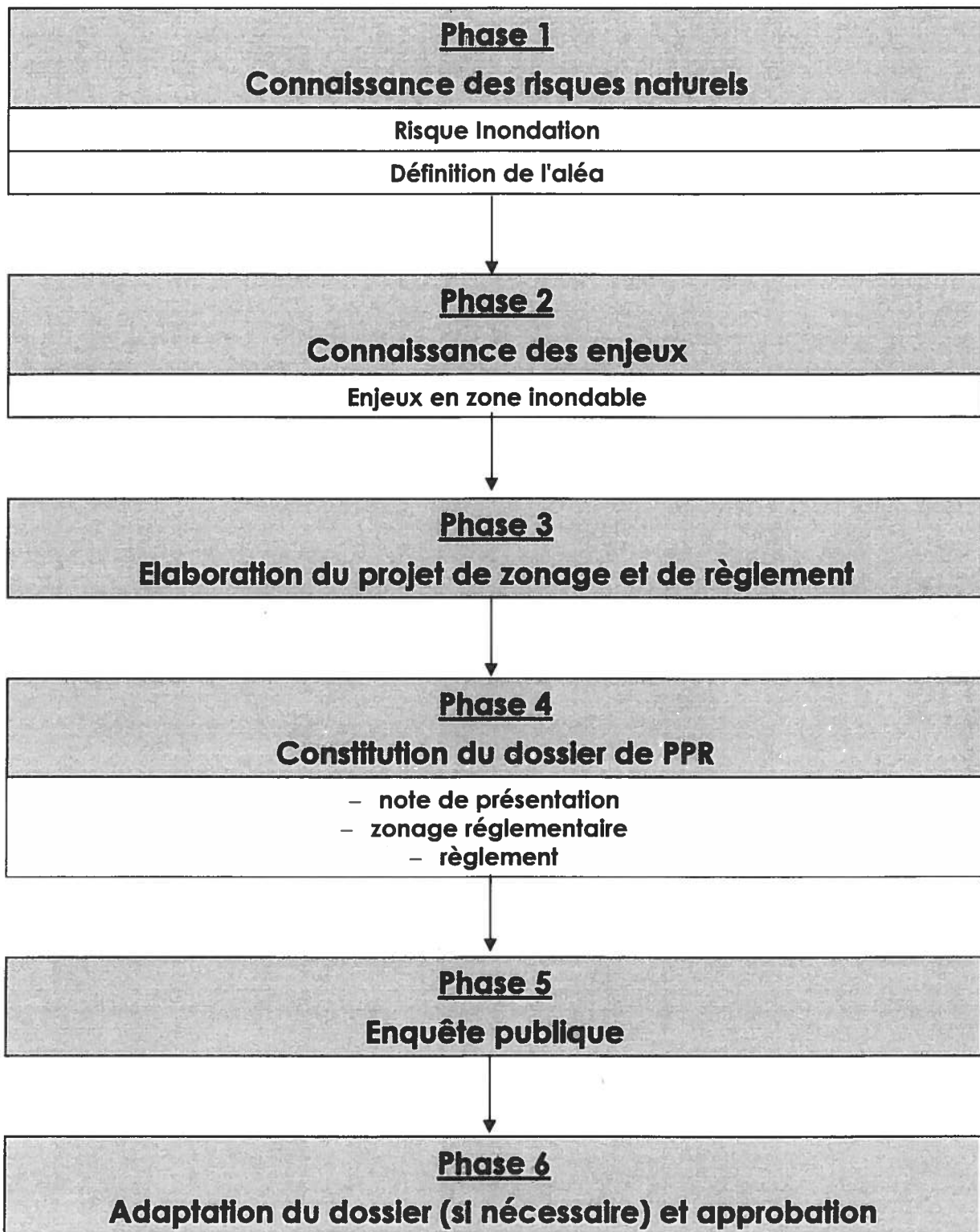
La loi du 2 février 1995, complétée par un décret du 5 octobre 1995 modifié par le décret 2005-03 du 5 janvier 2005, et reprise dans le Code de l'Environnement, a défini un outil réglementaire, le **Plan de Prévention des Risques** (dit "PPR"), qui a pour objet de délimiter les zones exposées aux risques naturels prévisibles et d'y interdire ou d'y réglementer les utilisations et occupations du sol.

En Haute-Garonne, et plus précisément dans le Nord du département, le risque inondation est le plus fréquent et le mieux connu, notamment en regard de l'événement majeur qu'a constitué la crue de 1930 sur le Tarn.

**Le 12 septembre 2001, le Préfet de Haute-Garonne a prescrit par arrêté l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques d'inondation sur le bassin de risque constitué par les communes de Bessières, Buzet-sur-Tarn, Bondigoux, La Magdelaine, Layrac-sur-Tarn, Mirepoix-sur-Tarn, Villematier, et Villemur-sur-Tarn.** Le périmètre mis à l'étude correspond aux territoires communaux affectés par ce risque.

La Direction Départementale de l'Equipement de la Haute-Garonne est chargée d'instruire le projet de Plan de Prévention des Risques dont les étapes d'élaboration sont synthétisées sur l'organigramme de la page suivante.

La Direction Départementale de l'Equipement a confié à SOGREAH la réalisation du projet de PPR qui fait l'objet du présent document.



**Une démarche concertée**  
**Un outil de gestion**

Conformément à l'article 3 du décret du 5 octobre 1995 modifié par le décret 2005-03 du 5 janvier 2005, relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, ce dossier est organisé autour des trois volets suivants :

- ↳ **Volet 1 : Note de présentation du bassin de risque**
- ↳ **Volet 2 : Note communale**
- ↳ **Volet 3 : Zonage réglementaire et Règlement**

Le présent document constitue le volet 1 relatif à la note de présentation du bassin de risque.

**NOTE DE PRESENTATION  
DU BASSIN DE RISQUE**

# SOMMAIRE

	Pages
<b>1. CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE INSERTION DU PPR DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE EFFETS ET PORTEE DU PPR .....</b>	<b>1</b>
1.1. Cadre législatif et réglementaire .....	1
1.2. Déroulement de la procédure .....	2
1.3. Effets et Portée du PPR.....	3
1.4. Périmètre d'application .....	4
<b>2. LES RAISONS DE LA PRESCRIPTION DU PPR ET LES GRANDS PRINCIPES ASSOCIES.....</b>	<b>6</b>
<b>3. PRESENTATION DE LA ZONE CONTEXTE PHYSIQUE RELATIF AUX RISQUES CONSIDERES ET JUSTIFICATION DU BASSIN DE RISQUE ADOPTE .....</b>	<b>9</b>
3.1. Description du milieu physique.....	10
3.2. Contexte géologique et hydrogéologique.....	10
3.2.1. Contexte géologique.....	10
3.2.2. Contexte hydrogéologique .....	11
3.3. Contexte hydrologique .....	11
3.4. Contexte hydraulique .....	13
3.4.1. Recensement et caractéristiques des ouvrages.....	13
3.4.2. Rôle et incidence générale des ouvrages sur les écoulements de la rivière .....	16
3.4.3. Le risque inondation .....	18
3.4.4. Conclusions sur le contexte hydraulique.....	20
3.5. Justification du bassin à risque .....	20
<b>4. LES PHENOMENES NATURELS CONNUS ET PRIS EN COMPTE.....</b>	<b>22</b>
4.1. Nature des inondations prises en compte.....	23
4.2. Phénomènes répertoriés sur les différentes communes .....	24
4.2.1. Inondations liées au Tarn .....	24
4.2.2. Inondations liées aux affluents .....	30
4.3. Conséquences potentielles des inondations .....	32
<b>5. LA DEFINITION DE L'ALEA INONDATION .....</b>	<b>34</b>
5.1. Les concepts retenus .....	35
5.2. Les paramètres adoptés sur le bassin de risque .....	36
5.2.1. Inondations liées au Tarn .....	36
5.2.2. Inondations liées aux affluents .....	37
5.3. La carte des aléas .....	38
<b>6. LES ENJEUX.....</b>	<b>39</b>
6.1. Méthodologie .....	40



6.2. Eléments répertoriés .....	41
<b>7. LE ZONAGE ET LE REGLEMENT .....</b>	<b>42</b>
7.1. Principes généraux.....	43
7.2. Zonage en zone inondable .....	43
7.3. Zonage et concertation .....	45
7.4. Règlement .....	45

**1. CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE  
INSERTION DU PPR DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE  
EFFETS ET PORTEE DU PPR**

## 1.1. Cadre législatif et réglementaire

Différents supports législatifs (lois, décrets, circulaires, ...) ont conduit à l'instauration des plans de prévention des risques. Ces éléments, joints en annexe, sont brièvement rappelés ci-dessous :

- **Article L562-1 du Code de l'Environnement**, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs.

L'Etat élabore et met en application des plans de prévention des risques naturels prévisibles tels qu'inondations, mouvements de terrain, avalanches, incendies de forêt, séismes, éruptions volcaniques, tempêtes ou cyclones.

Le PPR a pour objet, en tant que de besoin :

- de délimiter les zones exposées aux risques naturels, d'y interdire tous "types de constructions, d'ouvrages, d'aménagements, d'exploitations agricoles, forestières, artisanales", ou dans le cas où ils pourraient être autorisés, de définir les prescriptions de réalisation ou d'exploitation ;
  - de délimiter les zones non exposées au risque mais dans lesquelles les utilisations du sol doivent être réglementées pour éviter l'aggravation des risques dans les zones exposées ;
  - de définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui incombent aux particuliers et aux collectivités publiques, et qui doivent être prises pour éviter l'aggravation des risques et limiter les dommages.
- **Décret n°95-1089 du 5 octobre 1995**, modifié par le décret 2005-03 du 5 janvier 2005 et relatif aux dispositions d'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles et à leurs modalités d'application. Il prescrit les dispositions relatives à l'élaboration des PPR.

Le projet de plan comprend :

- une note de présentation ;
- des documents graphiques ;
- un règlement.

Après avis du Conseil Municipal de chacune des communes, le projet de plan est soumis par le Préfet à une enquête publique.

Après approbation, le plan de prévention vaut servitude d'utilité publique.

- **Article L562-8 du Code de l'Environnement,**

"Dans les parties submersibles des vallées et dans les autres zones inondables, les plans de prévention des risques naturels prévisibles institués par la loi n°87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs définissent en tant que de besoin les interdictions et les prescriptions techniques à respecter afin d'assurer le libre écoulement des eaux et la conservation, la restauration ou l'extension des champs d'inondation".

- **Arrêté préfectoral du 12 septembre 2001** prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques inondation sur les communes de Buzet-sur-Tarn, Bessières, Mirepoix-sur-Tarn, La Magdelaine, Layrac-sur-Tarn, Villematier, Bondigoux et Villemur-sur-Tarn.

- **Les principales circulaires :**

- **circulaire du 24 janvier 1994** des ministres de l'Intérieur, de l'Equipement et de l'Environnement relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables (JO du 10 avril 1994) ;
- **circulaire n°94-56 du 19 juillet 1994** du ministre de l'environnement relative à la relance de la cartographie réglementaire des risques naturels prévisibles ;
- **circulaire du 24 avril 1996** relative aux dispositions applicables au bâti et aux ouvrages existants en zone inondable ;
- **circulaires du 30 avril et du 24 juillet 2002** relatives aux ouvrages de protection contre les inondations.

## 1.2. Déroulement de la procédure

L'instauration du Plan de Prévention des Risques obéit à la procédure dont les principales étapes sont synthétisées ci-après.

- ↳ Le Préfet de la Haute-Garonne a prescrit par arrêté du 12 septembre 2001 l'élaboration du plan de prévention des risques inondation sur les communes de Buzet-sur-Tarn, Bessières, Mirepoix-sur-Tarn, La Magdelaine, Layrac-sur-Tarn, Villematier, Bondigoux et Villemur-sur-Tarn.
- ↳ Le Directeur Départemental de l'Equipement de la Haute-Garonne est chargé d'instruire le projet de plan de prévention des risques.
- ↳ L'arrêté de prescription est notifié aux Maires des différentes communes et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.
- ↳ Le projet de PPR sera soumis à l'avis du conseil municipal de chacune des communes.

- ↪ Le projet de plan sera soumis par le Préfet à une enquête publique dans les formes prévues par les articles L 123-1 et suivants du Code de l'Environnement et au décret 2005-3 du 4 janvier 2005.
- ↪ Le PPR sera ensuite approuvé par le Préfet qui peut modifier le projet soumis à l'enquête et aux consultations pour tenir compte des observations et avis recueillis. Les modifications restent ponctuelles, elles ne remettent pas en cause les principes de zonage et de réglementation. Elles ne peuvent conduire à changer de façon substantielle l'économie du projet, sauf à soumettre de nouveau le projet à enquête publique.
- ↪ Après approbation, le PPR, servitude d'utilité publique, devra être annexé au POS ou PLU en application de l'article L 126-1 du code de l'urbanisme et de l'article L562-4 du Code de l'Environnement.

### 1.3. Effets et Portée du PPR

- ↪ Le PPR doit être annexé au Plan d'Occupation des Sols ou Plan Local d'Urbanisme conformément à l'article L 126-1 du Code de l'Urbanisme.

Cette annexion du PPR approuvé est essentielle car elle est opposable aux demandes de permis de construire et aux autorisations d'occupation du sol régies par le Code de l'Urbanisme.

Les dispositions du PPR prévalent sur celles du POS ou du PLU en cas de dispositions contradictoires.

La mise en conformité du POS ou du PLU avec les dispositions du PPR approuvé n'est réglementairement pas obligatoire, mais elle apparaît nécessaire pour rendre les règles de gestion du sol cohérentes, lorsqu'elles sont divergentes dans les deux documents.

Les mesures prises pour l'application des dispositions réglementaires du PPR sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés, pour les divers travaux, installations ou constructions soumis au règlement du PPR.

- ↪ La législation permet d'imposer, au sein des zones dont le développement est réglementé par un PPR, toute sorte de prescriptions s'appliquant aux constructions, aux ouvrages, aux aménagements ainsi qu'aux exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles. Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par ce plan ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni des peines prévues à l'article L 480-4 du Code de l'Urbanisme.

Toutefois :

- les travaux de prévention imposés sur de l'existant, constructions ou aménagements régulièrement construits conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme ne peuvent excéder 10 % de la valeur du bien à la date d'approbation du plan ;
- les travaux d'entretien et de gestion courante des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du plan ou le cas échéant à la publication de l'arrêté mentionné à l'article 6 du décret n°95-1089 du 5 octobre 1995 demeurent autorisés sous réserve de ne pas augmenter les risques ou la population exposée.

↳ L'indemnisation des catastrophes naturelles est régie par la loi du 13 juillet 1982 modifiée qui impose aux assureurs, pour tout contrat d'assurance dommages aux biens ou véhicules, d'étendre leur garantie aux effets de catastrophes naturelles. La mise en vigueur d'un PPR n'a pas d'effet automatique sur l'assurance des catastrophes naturelles. Le code des assurances précise qu'il n'y a pas de dérogation possible à l'obligation de garantie pour les "biens et activités existants antérieurement à la publication de ce plan".

Cependant le non-respect des règles du PPR ouvre deux possibilités de dérogation pour :

- les biens immobiliers construits et les activités exercées en violation des règles du PPR en vigueur lors de leur mise en place ;
- les constructions existantes dont la mise en conformité avec des mesures rendues obligatoires par le PPR n'a pas été effectuée par le propriétaire, exploitant ou utilisateur.

Ces possibilités de dérogation sont encadrées par le code des assurances, et ne peuvent intervenir qu'à la date normale de renouvellement du contrat, ou à la signature d'un nouveau contrat. En cas de différend avec l'assureur, l'assuré peut recourir à l'intervention du bureau central de tarification (BCT) relatif aux catastrophes naturelles.

## 1.4. Périmètre d'application

Le plan de prévention des risques naturels est établi pour le risque inondation généré par les crues du Tarn et de ses affluents.

Sur chaque commune, l'aire géographique concernée par le risque inondation est ici déterminée par le croisement de la limite d'étalement des Plus Hautes Eaux Connues (PHEC) du Tarn, soit celle de mars 1930, et des crues historiques de ses affluents, restituées par le champ d'inondation hydrogéomorphologique.

Il convient par ailleurs de signaler que la crue de 1930 est toujours très présente sur le terrain, et notamment au travers des nombreux repères de cette crue dévastatrice qui existent dans les différents villages concernées par le présent PPR. Ainsi, au delà de l'information morphologique (emprise inondable), ces repères fournissent également une enveloppe altimétrique (hauteur d'eau) de la zone concernée par le PPR.

## 2. LES RAISONS DE LA PRESCRIPTION DU PPR ET LES GRANDS PRINCIPES ASSOCIES



- ↳ Les raisons ayant conduit l'Etat à prescrire un Plan de Prévention des Risques inondation sur les communes de Buzet-sur-Tarn, Bessières, Mirepoix-sur-Tarn, La Magdelaine, Layrac-sur-Tarn, Villematier, Bondigoux et Villemur-sur-Tarn sont liées aux phénomènes passés et observés sur ces communes, en regard des enjeux potentiellement exposés et des principes associés à ces plans de prévention.
- ↳ Ainsi et à titre d'exemple, l'événement majeur ayant affecté le Tarn en mars 1930 a conduit à une submersion généralisée d'une large part des territoires communaux des communes situées en aval de la confluence Tarn-Agoût, dont font partie les communes ici visées, et qui concernent par ailleurs certains secteurs actuellement largement urbanisés.

Sur les affluents du Tarn, des événements se sont également produits à différentes reprises. Cependant, sur le secteur, ces cours d'eau sont souvent relativement engorgés (hormis dans le champ d'inondation du Tarn) et leurs champs d'inondation très réduits et bien délimités.

Consciente des risques encourus, la Direction Départementale de l'Equipement de la Haute-Garonne a fait procéder depuis de nombreuses années à différentes études dont les objectifs étaient de mieux cerner les phénomènes en présence, et notamment les paramètres d'écoulement (surfaces submersibles, hauteurs d'eau, vitesses, ...) associés à ces événements exceptionnels.

**La mise en œuvre d'un plan de prévention du risque inondation, constitue dès lors l'étape suivante et logique dans la politique menée par les services de l'Etat vis-à-vis de la prise en compte des risques naturels majeurs.**

- ↳ Dans ce contexte général, le plan de prévention des risques a pour principaux objectifs :
  - l'amélioration de la sécurité des personnes exposées aux risques ;
  - la limitation des dommages aux biens et aux activités soumis aux risques ;
  - une action de gestion globale du bassin versant en termes de risque inondation, en préservant les zones naturelles de stockage et le libre écoulement des eaux, ceci pour éviter l'aggravation des dommages en amont et en aval ;
  - une information des populations situées dans les zones à risques.

Les grands principes mis en œuvre sont dès lors les suivants :

- à l'intérieur des zones inondables soumises aux aléas les plus forts, interdire toute construction nouvelle et saisir toutes les opportunités pour réduire la population exposée ; dans les autres zones inondables où les aléas sont moins importants, prendre des dispositions pour réduire la vulnérabilité des constructions qui pourront éventuellement être autorisées ; les autorités locales et les particuliers seront invités à prendre des mesures adaptées pour les habitations existantes ;

- contrôler strictement l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues, c'est-à-dire les secteurs non urbanisés ou peu urbanisés et peu aménagés où la crue peut stocker un volume d'eau important ; ces zones jouent en effet un rôle déterminant en réduisant momentanément le débit à l'aval, et en allongeant la durée de l'écoulement ; la crue peut ainsi dissiper son énergie au prix de risques limités pour les vies humaines et les biens ; ces zones d'expansion de crues jouent également le plus souvent un rôle important dans la structuration du paysage et l'équilibre des écosystèmes ;
- éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés ; en effet, ces aménagements sont susceptibles d'aggraver les risques en amont et en aval.

**3. PRESENTATION DE LA ZONE  
CONTEXTE PHYSIQUE RELATIF AUX RISQUES CONSIDERES  
ET JUSTIFICATION DU BASSIN DE RISQUE ADOPTE**

L'objet de cette partie est de procéder à une présentation du contexte naturel lié au bassin de risque considéré et aux phénomènes naturels d'inondation associés.

Les objectifs liés à cette présentation sont de deux ordres :

- fournir des éléments objectifs utiles à la compréhension de la définition ultérieure des aléas et in fine, du présent PPR ;
- fournir des éléments de justification quant au périmètre d'étude retenu ;
- fournir des éléments d'information sur la nature des risques.

La présentation est organisée de façon thématique selon les volets suivants :

- contexte topographique et géomorphologique ;
- contexte géologique ;
- contexte hydrogéologique ;
- contexte hydrologique et hydraulique.

On notera que de nombreux éléments synthétisés ici sont issus d'études antérieures.

### 3.1. Description du milieu physique

Le Tarn est une rivière importante, affluent de rive droite de la Garonne avec laquelle il conflue en aval immédiat de Moissac.

La rivière développe son cours sur près de 375 km dans le département de la Lozère où il prend sa source non loin du "Pont de Montvert" à près de 1500 m d'altitude, puis dans les départements de l'Aveyron, du Tarn, de la Haute-Garonne et enfin du Tarn-et-Garonne.

Dans ces derniers départements, son linéaire représente environ 70 km entre la commune de Buzet-sur-Tarn en amont et la confluence avec la Garonne en aval.

Nous présentons dans ce qui suit les principales caractéristiques du Tarn dans la partie amont de ce dernier tronçon, entre Buzet-sur-Tarn et Villemur-sur-Tarn, linéaire situé dans le département de la Haute-Garonne.

### 3.2. Contexte géologique et hydrogéologique

#### 3.2.1. Contexte géologique

La rivière s'inscrit globalement au sein des alluvions de la basse plaine. Cette formation, qui domine la rivière de 10 à 20 m et repose sur le substratum molassique, est essentiellement composée de graviers et galets à sa base, puis d'une couche superficielle de limons dont la granulométrie s'étend de l'argile aux sables fins. Ces formations présentent souvent plusieurs paliers, notamment en rive gauche de la rivière, mais dont les âges respectifs demeurent difficiles à cerner.

Au-delà des alluvions de la basse plaine, toujours présents en rive gauche de la vallée du fait du positionnement préférentiel en rive droite de la rivière, se situent les matériaux alluvionnaires de la basse terrasse (25 à 50 m au-dessus de la rivière), de la terrasse moyenne (jusqu'à 80 m au-dessus de la rivière), puis enfin des hautes terrasses. On notera que si ces formations sont toujours présentes en rive gauche de la vallée, elles sont parfois absentes en rive droite où l'on rencontre directement la molasse ou des formations résiduelles de la molasse, en particulier au droit de Bessières puis entre Bondigoux et Villebrumier.

Sur ce tronçon, et en dehors du substratum généralisé qu'elle constitue, la molasse est du reste très présente localement dans la mesure où elle constitue le plus souvent la berge même de la rivière sous la forme d'un affleurement de faible largeur et de hauteur importante, en particulier en rive droite de la rivière.

On notera également que cette formation présente une composition très variable dans son extension spatiale, passant parfois d'un sable à peine cohérent à un grès très dur. Localement, en fonction de son degré d'altération, cette formation peut ainsi être remaniée par les phénomènes d'érosion selon un processus identique à celui constaté sur les falaises alluviales longeant la Garonne par exemple.

### 3.2.2. Contexte hydrogéologique

Les aquifères en présence le long du linéaire étudié relèvent essentiellement de la nappe alluviale accompagnant le Tarn. Ces aquifères se développent dans la couche de cailloux de la basse plaine, retenus par le substratum molassique plus imperméable.

D'une façon générale, ces nappes sont cependant irrégulières et peu importantes ; en effet, le Tarn a creusé son lit actuel jusqu'à la molasse et parfois même en dessous, de telle sorte que les eaux de la rivière n'alimentent pas régulièrement la formation de cailloux de la basse plaine.

### 3.3. Contexte hydrologique

Les caractéristiques hydrologiques locales du Tarn peuvent être appréciées à partir des données disponibles à la station hydrométrique de Villemur (bassin versant contrôlé de 9100 km<sup>2</sup>), à l'aval du tronçon étudié. Un premier ordre de grandeur physique est fourni par cette superficie de bassin versant (9100 km<sup>2</sup>), **le Tarn à Villemur étant une rivière de même importance que la Garonne à Toulouse** (10 000 km<sup>2</sup>).

#### ↳ Débits d'étiage

La période de basses eaux est bien marquée sur le Tarn et s'étale sur les mois de juillet, août et septembre, voire juin et octobre.

Les débits d'étiage demeurent cependant soutenus, les débits moyens observables sur ces périodes s'établissant à 45 m<sup>3</sup>/s environ.

En période critique les débits peuvent être nettement plus faibles ; on notera ainsi la valeur de 25 m<sup>3</sup>/s environ pour le débit minimum mensuel de période de retour 5 ans (Q<sub>MNA5</sub>).

#### ↳ Débits ordinaires

La valeur du débit moyen annuel s'élève à 160 m<sup>3</sup>/s environ à Villemur-sur-Tarn.

Les débits moyens mensuels mesurés à la station sont par ailleurs les suivants :

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Débit moyen (m <sup>3</sup> /s) à Villemur	246	347	244	218	186	99,4	52,4	35,9	47,5	90,6	90,6	152

#### ↳ Débits de crue

Les valeurs de débits maximaux instantanés déterminés par ajustement statistique à la station de Villemur sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Période de retour (ans)	Débit (m <sup>3</sup> /s)
2	1460
5	1950
10	2225
50	3055
100	3410

Ces débits mettent clairement en évidence l'importance des crues du Tarn. On rappellera en outre les valeurs estimées pour quelques crues historiques :

- mars 1930<sup>1</sup> : Q ≈ 6 250 m<sup>3</sup>/s (période de retour supposée supérieure à 1000 ans) ;
- décembre 1981 : Q ≈ 2 780 m<sup>3</sup>/s (période de retour voisine de 30 ans) ;
- novembre 1984 : Q ≈ 2 250 m<sup>3</sup>/s (période de retour voisine de 10 ans) ;
- décembre 1996 : Q ≈ 3 100 m<sup>3</sup>/s (période de retour voisine de 50 ans).

**De la caractérisation de son régime hydrologique, on retiendra essentiellement que le Tarn fait l'objet de débits d'étiage relativement soutenus, y compris sur la période juillet, août, septembre, et de crues présentant des débits potentiellement très élevés.**

<sup>1</sup> Une analyse spécifique relative à cette crue est présentée plus avant dans la présente note.

**L'ampleur des crues s'inscrit bien évidemment dans une problématique de sauvegarde des biens et des personnes.**

### 3.4. Contexte hydraulique

Le régime hydraulique du Tarn a déjà été évoqué dans les pages précédentes en termes de débits caractéristiques. L'objet de cette partie est de s'intéresser davantage aux caractéristiques des écoulements de la rivière.

De ce point de vue, il est clair que les conditions d'écoulement qui s'instaurent au sein de la rivière sont indissociables de la présence des différents seuils, qui créent une succession de biefs et imposent, au moins en période normale ou de basses eaux, une ligne d'eau en cascade et des vitesses d'écoulement relativement lentes, ainsi que des ponts, pouvant influencer les écoulements en crue.

Le recensement des ouvrages en présence constitue donc une étape préalable et nécessaire à une analyse hydraulique de la rivière.

#### 3.4.1. Recensement et caractéristiques des ouvrages

##### ↳ Recensement et localisation des ouvrages

Le recensement et la localisation des ouvrages sur le linéaire Haut-Garonnais du Tarn sont résumés dans le tableau qui suit :

<b>Nom de l'ouvrage</b>	<b>Localisation (communes)</b>
Pont de la RN 88	Saint-Sulpice / Mezens
Pont de la D 22	Buzet
Chaussée de Bessières	Bessières
Pont de la D 22	Bessières
Pont de Mirepoix	Bessières / Mirepoix
Pont de l'Escalair	La Magdelaine / Layrac-sur-Tarn
Chaussée de l'Escalair	La Magdelaine / Layrac-sur-Tarn
Pont Vieux (D 14)	Villemur
Chaussée Brusson	Villemur
Pont Neuf (D 22)	Villemur
Chaussée Derrocades	Villemur

De façon globale, on notera que la répartition des chaussées est homogène le long du tronçon de rivière, ce qui est cohérent avec la pente du profil en long du Tarn aval qui se révèle constante, voisine de 0,6 ‰ en amont de Montauban.



### ↳ Caractéristiques des ouvrages de franchissement

Différents éléments ont été répertoriés quant à l'état des ouvrages de franchissement présents sur ce tronçon du Tarn.

Ces éléments sont consignés à titre indicatif dans le tableau ci-dessous :

Ouvrage	Etat et remarques
Pont de Bessières	Pont suspendu ayant fait l'objet de travaux il y a 5 ans. Bon état. Blocage fréquent d'embâcles en pieds de pont.
Pont de Mirepoix	Pont suspendu. Travaux récents et bon état général.
Pont de l'Escalair	Pont récent en bon état. Accumulation fréquente d'embâcles sur les deux appuis et particulièrement en rive gauche.
Pont vieux de Villemur	Pont suspendu. Restauré en 1995. Bon état.
Pont neuf de Villemur	Ouvrage récent en bon état. Accumulation fréquente d'embâcles en aval immédiat.

### ↳ Caractéristiques des chaussées

Les caractéristiques communes aux quatre chaussées en présence sur le linéaire d'analyse sont les suivantes :

- constitution ancienne, en maçonnerie ;
- largeur de lit de l'ordre de 150 m environ et chaussée présentant parfois un fort biais par rapport à la rivière ;
- hauteur de chute moyenne de l'ordre de 2 à 3 m à l'étiage ;
- absence de bras de dérivation.

Les éléments plus spécifiques quant à l'état et l'activité relatifs à ces chaussées sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Ouvrage	Etat et remarques
Chaussée de Bessières	Chaussée privée. Production électrique en rives droite et gauche. Ouvrage entretenu et en bon état. Rehaussé de 0,8 m environ dans les années 50. Accumulation fréquente d'embâcles.
Chaussée de l'Escalair	Chaussée en bon état, restaurée il y a 15 ans environ. Plus d'activité associée. Accumulation fréquente d'embâcles.
Chaussée Brusson	Chaussée en bon état. Exploitée jusqu'à récemment par la régie municipale de la ville de Grenoble. Entretien assuré par l'exploitant.
Chaussée Derrocades	Chaussée fortement dégradée. Présence d'une brèche. Accumulation d'embâcles. Plus d'exploitation ni d'entretien depuis longtemps

**On notera ainsi que, d'une façon générale et contrairement à la situation rencontrée sur de nombreuses rivières du même type, les chaussées du linéaire étudié sont globalement en bon état ; ce constat est principalement lié au maintien d'une activité soutenue et donc à l'entretien assuré par les exploitants.**

Cependant l'exception de la chaussée Derrocades, sur la commune de Villemur, doit être soulignée.

### 3.4.2. Rôle et incidence générale des ouvrages sur les écoulements de la rivière

#### 3.4.2.1. Cas des ouvrages de franchissement

- Les ouvrages de franchissement n'ont, d'une façon générale, aucune incidence sur les conditions d'écoulement du Tarn en période d'étiage ou en période courante.
- En période de crue, et pour les ouvrages non suspendus, l'incidence liée à la présence des franchissements peut être en théorie double :
  - certains ouvrages peuvent constituer des obstacles aux écoulements, synonymes d'une surélévation des niveaux d'eau en amont, et dont l'amortissement est en outre atténué par la faible pente de la rivière ;
  - certains ouvrages peuvent constituer des pièges à embâcles. Il peut en résulter là encore une surélévation des niveaux d'écoulement mais surtout un risque conséquent en cas de rupture soudaine.

Comme nous le verrons ultérieurement, ces effets théoriques ont été largement atténués sur le linéaire du Tarn ici visé suite à l'épisode de 1930 et aux reconstructions d'ouvrages qui s'en sont suivies.

#### 3.4.2.2. Cas des chaussées

D'une manière générale, il convient à nouveau de distinguer l'incidence des chaussées sur les conditions d'écoulement observées en période d'étiage ou courante et en période de crue.

##### ↳ En période d'étiage

Il a été dit précédemment que les ouvrages induisent dans ce cas une ligne d'eau en "cascade" correspondant aux différents biefs liés aux retenues d'eau qu'engendrent les chaussées.

Ainsi, la plupart des biefs présentent une profondeur d'eau supérieure à 2 m.

Compte tenu de la pente modérée du Tarn, la longueur d'influence de chaque chaussée est importante vers l'amont et atteint le plus souvent la chaussée suivante de telle sorte qu'en période d'étiage, et d'une façon plus générale, les chaussées contribuent :

- au maintien des niveaux d'eau dans la rivière (et usages associés) ;
- au maintien de vitesses d'écoulement faibles ;
- au soutien vraisemblable du niveau de la nappe alluviale.

# PLAN DE PREVENTION DES RISQUES

Communes dans le bassin de risque

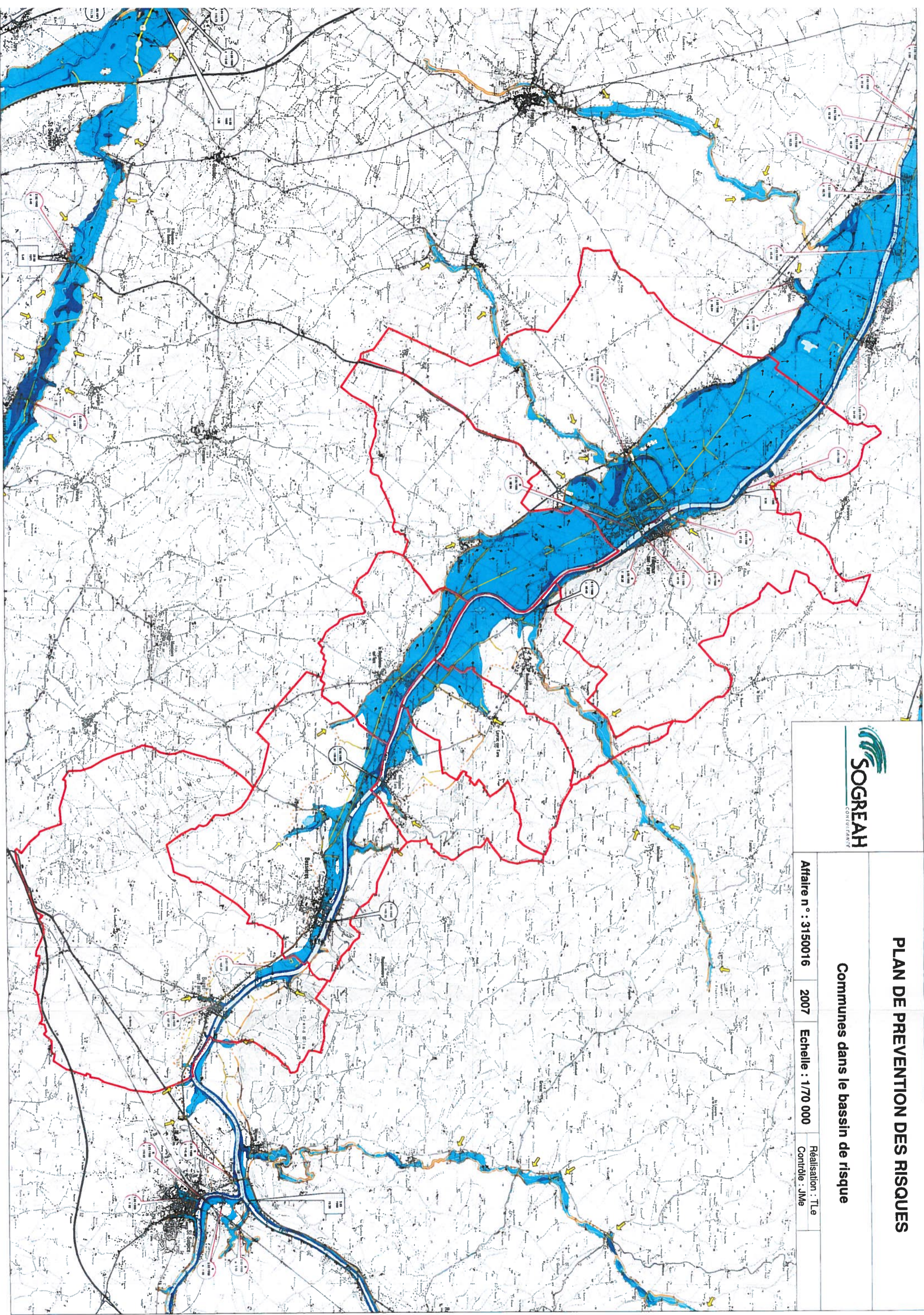


Affaire n° : 3150016

2007

Echelle : 1/70 000

Réalisation : Tle  
Contrôle : JMe



### ↳ En période de crue

En cas de fortes crues, on peut considérer que les chaussées, dont la hauteur de chute reste toujours limitée, n'ont pas d'incidence significative sur les lignes d'eau. Comme en témoignent les laisses de crues observées en de nombreux sites, les crêtes d'ouvrages sont alors noyées sous plusieurs mètres d'eau et les chaussées fonctionnent sous un régime hydraulique correspondant à un noyage par l'aval.

Dans le cas de crues faibles à moyennes, les effets induits sont beaucoup plus difficiles à cerner en l'absence d'étude spécifique. Dans la majorité des cas, on peut cependant conclure que la présence d'un ouvrage se traduira alors par un exhaussement plus ou moins important de la ligne d'eau, le seuil fonctionnant en régime dénoyé.

### 3.4.3. Le risque inondation

- Le risque inondation constitue une contrainte majeure sur la section de Tarn considérée où se développent des crues de plaine importantes, en particulier en aval de Villemur-sur-Tarn.

A ce titre, rappelons les derniers événements de référence connus sur la rivière :

Crue de mars 1930	$Q \approx 6\,250 \text{ m}^3/\text{s}$	période de retour exceptionnelle
Crue de décembre 1981	$Q \approx 2\,780 \text{ m}^3/\text{s}$	période de retour voisine de 30 ans
Crue de novembre 1984	$Q \approx 2\,250 \text{ m}^3/\text{s}$	période de retour voisine de 10 ans
Crue de décembre 1996	$Q \approx 3\,100 \text{ m}^3/\text{s}$	période de retour voisine de 50 ans

- La crue de 1930 est non seulement la plus forte crue du Tarn, mais elle détient aussi le triste record d'être la crue la plus dommageable du XX<sup>e</sup> siècle en France. En effet, cette crue compta plus de 200 morts, détruisit au global plus de 3000 maisons et emporta 11 grands ponts (dont ceux de Saint-Sulpice, Mirepoix et Layrac).

Au niveau du secteur ici visé, les ruptures de ponts ont d'ailleurs été un paramètre aggravant de la crue, vu que ces ruptures ont été le fait d'embâcles (accumulation de corps flottants en amont des ponts), créant ainsi un effet barrage, et ayant fait céder les ponts avec une vague de rupture en aval, phénomène qui s'est produit en cascade d'amont en aval.

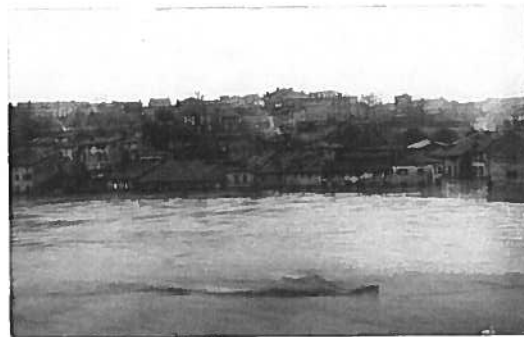
- Les photographies d'époque ci-dessous donnent un aperçu de l'ampleur de cette crue.



Vue depuis le Pont de Saint-Sulpice



Moissac après la crue



- Gaillac -  
- Aval de la chaussée : 14 m de crue  
collection de LAMBERT

- L'emprise inondable historique de 1930 montre que les enjeux exposés et en particulier les zones de bâti, ne sont cependant pas similaires selon les secteurs envisagés. On peut ainsi dresser le constat suivant :
  - dans le département de la Haute-Garonne jusqu'à Villematier (commune de Bessières, Mirepoix, La Magdelaine, Layrac-sur-Tarn et Bondigoux) : la rivière reste très encaissée de telle sorte que les crues moyennes (type 1996) et fortes demeurent non débordantes et les crues exceptionnelles (type 1930) faiblement débordantes. Les zones affectées sont essentiellement agricoles à l'exception cependant du centre médical de Vergnes sur la commune de Bondigoux ;
  - de Villematier à Bressols (commune de Villematier, Villemur, Villebrumier, Nohic, Reynies, Orgeuil, Corbarieu, Labastide-Saint-Pierre et Bressols) : la zone inondable s'élargit progressivement aux basses terrasses, alternativement situées en rive droite ou gauche de la rivière. L'altimétrie moyenne de ces dernières restant relativement élevée par rapport au lit ordinaire, les crues moyennes et fortes demeurent faiblement débordantes et n'affectent que des zones agricoles ; en revanche les crues exceptionnelles type 1930 submergent le plus souvent l'intégralité des basses terrasses en affectant les étendues agricoles et l'habitat isolé en bordure de rivière ou dans la plaine. Dans le cas de la commune de Villemur, une grande partie du centre urbain est alors également concernée en particulier en rive gauche.

#### 3.4.4. Conclusions sur le contexte hydraulique

**Le tronçon du Tarn considéré est une section de rivière aux écoulements d'étiage lents et en "cascade", caractérisé par la présence de nombreux ouvrages de franchissements et seuils.**

**Les chaussées conditionnent la ligne d'eau d'étiage de la rivière, période durant laquelle elles contribuent au maintien des niveaux d'eau et usages associés, au maintien de vitesses faibles et à celui du niveau de nappe. En période de crue leur incidence hydraulique est quasiment nulle du fait de leur hauteur de chute peu élevée et donc de leur noyage important.**

**En dernier lieu il convient de souligner que la section de Tarn considérée fait l'objet d'inondations de plaine très importantes, affectant à la fois des zones agricoles et des zones de bâti (les crues moyennes et fortes restant cependant peu dommageables), principalement à Villemur-sur-Tarn. Le caractère inondable n'est cependant que rarement vécu comme une contrainte en soi, excepté au niveau des centres urbains importants (Villemur).**

#### 3.5. Justification du bassin à risque

Le secteur du Tarn entre Buzet et Villemur présente de nombreuses caractéristiques homogènes, autant en termes de milieu physique général (géologie, hydrogéologie) que de caractéristiques du lit mineur et de son occupation ou anthropisation.

Par ailleurs, en matière d'inondation, ce secteur constitue la zone de transition entre le Tarn amont "engorgé", peu ou pas débordant, et le Tarn à vaste plaine inondable morphologique (en cas de crue exceptionnelle), cette transformation étant probablement la réaction morphologique du Tarn à l'arrivée d'un de ses principaux affluents, l'Agoût, en amont immédiat du périmètre du PPR. De plus, ce contexte d'inondation est marqué par l'omniprésence d'un phénomène historique majeur et exceptionnel : la crue du 3 mars 1930.

Finalement, les communes concernées par le présent PPR ne sont autres que celles couvrant l'intégralité du parcours du Tarn dans le département de la Haute-Garonne.

Ces éléments justifient amplement le bassin à risque adopté, lequel ne présente qu'une singularité importante en matière de risque d'inondation : la présence de la zone urbaine majeure de Villemur-sur-Tarn en zone inondable.

## Carte bassin de risque

#### 4. LES PHENOMENES NATURELS CONNUS ET PRIS EN COMPTE



Le présent Plan de Prévention de Risques Naturels concerne le phénomène d'inondation sur l'ensemble des communes, introduit dans les différents chapitres ci-après.

#### 4.1. Nature des inondations prises en compte

Les différentes communes du bassin de risque considéré sont susceptibles d'être affectées par plusieurs types d'inondation qui résultent des débordements, simultanés ou non :

- du Tarn, principale rivière qui s'inscrit sur le territoire étudié ;
- de différents petits affluents du Tarn, et principalement en rive gauche.

Les inondations dues au Tarn sont évidemment les plus dommageables et les plus connues, même si elles revêtent un caractère très exceptionnel. Elles sont le fondement du présent PPR sur les huit communes.

Quant aux différents affluents mineurs du Tarn, ils peuvent grossièrement être rangés en deux catégories :

- les affluents de rive droite, s'inscrivant globalement dans une morphologie en canyons et ne débordant pas au-delà de leurs gorges morphologiques ;
- les affluents de rive gauche, avec une zone inondable amont peu développée sur le tracé de ruisseau incisant les terrasses du Tarn, et une tendance à une plus ample expansion de crue dans le linéaire final au sein du lit majeur du Tarn, secteur où l'inondabilité de l'affluent se trouve "noyée" dans l'inondabilité plus généralisée liée à la rivière principale.

Seuls les ruisseaux du Crève-Cor à Layrac-sur-Tarn et le Rieutort à Villematier font globalement exception, situés en rive droite mais avec une morphologie quelque peu développée comme celle des affluents de rive gauche, avec par ailleurs la présence d'une formation sédimentaire de type cône de déjection sur le Crève-Cor. Ces deux affluents, avec le ruisseau de Sayrac à Villemur et le Palmola à Bessières, sont les quatre ruisseaux majeurs sur le secteur d'étude, du moins en termes de risque d'inondation associé.

La référence prise en compte dans les PPR est constituée des PHEC. Outre les références réglementaires en la matière, ce choix est simplement motivé par le fait qu'il est logique de considérer que tout événement passé peut se reproduire, voire être dépassé.

Les PHEC représentant les crues exceptionnelles, les PPR privilégient les méthodes recoupant des données hydrogéomorphologiques et historiques. Par contre, dans le cas du Tarn, les ponts ayant généré des embâcles et des vagues de rupture en 1930 ont été reconstruits en modifiant les ouvrages (ponts suspendus en particulier). Le risque d'inondation associé a donc évolué par rapport à 1930, et le présent PPR a dès lors pris pour référence une modélisation de la crue de 1930 intégrant ces modifications importantes des conditions d'écoulement.

Enfin, sur les affluents, la méthode hydrogéomorphologique a tout naturellement été privilégiée, la modélisation n'étant pas justifiée, restant l'exception et comportant des difficultés de calage des outils de calcul.

## 4.2. Phénomènes répertoriés sur les différentes communes

### 4.2.1. Inondations liées au Tarn

#### 4.2.1.1. Connaissance du contexte d'inondation sur le Tarn

Avec un débit de plus de 6 000 m<sup>3</sup>/s à Villemur-sur-Tarn, contre 3 410 m<sup>3</sup>/s en crue centennale, la crue du 3 mars 1930 constitue l'événement de référence majeur et historique sur le Tarn.

En 1999, SOGREAH a réalisé une étude hydraulique du Tarn en Haute-Garonne. Cette étude s'est appuyée sur une modélisation maillée à casiers de la rivière, établie à partir de profils en travers et d'un levé topographique du lit majeur représentatifs de l'état actuel.

Ce modèle a été étalonné sur la base d'une ligne d'eau d'étiage de 1998 et de la crue du 8 décembre 1996, dont la période de retour statistique avoisine les 60 ans et pour laquelle l'état géométrique du cours d'eau et de son lit majeur est bien connu de par les levés utilisés.

Suite à cela, cette étude a eu pour but de déterminer les zones inondables correspondant à une crue "type 1930" en l'état actuel du lit. Si le débit réel de cette crue a fait l'objet dans le passé d'estimations assez disparates, l'étude de 1999 a eu pour objectif de déterminer le débit de crue fournissant, en l'état actuel du cours d'eau, des niveaux équivalents à ceux relevés lors de la crue historique.

Pour ce faire, le modèle numérique représentatif de l'état actuel (puisque construit et étalonné avec des éléments dont la validité est avérée), a été utilisé pour simuler l'écoulement de divers débits de crue. Les laisses de crue répertoriées à l'époque ont été comparées aux résultats de calcul. Globalement, les résultats obtenus ont été les suivants :

- toutes les laisses de crue entre l'aval de Mirepoix et Villemur s'ajustaient bien à la ligne d'eau obtenue pour un débit de l'ordre de 6 000 m<sup>3</sup>/s à 6 500 m<sup>3</sup>/s ;
- en amont de Mirepoix, deux laisses de crue, beaucoup plus hautes, paraissaient incohérentes, et trois autres laisses de crue se situaient légèrement au-dessus de la ligne d'eau (30 cm au plus).

Concernant ces dernières, elles se situent sur un secteur où les témoins recueillis s'accordent à dire que le lit du Tarn a augmenté de gabarit, principalement par verticalisation des berges (accompagnée de la disparition de la végétation), ce qui pouvait expliquer en partie cette différence.

En outre, lors de la crue de 1930, ce même linéaire amont a vu une succession de ponts subir des embâcles, se mettre en charge (donc avec une hausse des niveaux amont), puis rompre, donnant lieu à une vague de rupture à l'aval.

Pour ces raisons, l'étude de 1999, qui ne prenait pas en compte ces phénomènes particuliers aux ouvrages, a retenu la valeur de 6 000 m<sup>3</sup> comme représentative des hauteurs observées en 1930 en l'état actuel du Tarn.

Au moment de l'élaboration du Plan de Prévention des Risques du Tarn en Haute-Garonne, la DIREN Midi-Pyrénées a fait état de laisses de crue entre Mirepoix et Saint-Sulpice au-delà de la ligne d'eau établie en 1999, et qui semblent étayer les autres laisses de crue du linéaire amont initialement jugées incohérentes.

Ces laisses de crue, qui esquissent une ligne d'eau plus haute que celle issue des modélisations, pourraient être le résultat :

- d'un débit réel de 1930 supérieur aux 6 000 m<sup>3</sup>/s modélisés ;
- d'un état du lit plus encombré en 1930 qu'aujourd'hui ;
- des embâcles et ruptures aux ponts lors de la crue historique.

Elles sont par ailleurs et sans doute la résultante de ces trois paramètres à des degrés plus ou moins importants.

Ainsi, de sorte à vérifier le poids d'une éventuelle sous évaluation des débits, il a été calculé des lignes d'eau pour des débits variant entre 6 000 m<sup>3</sup>/s et 8 000 m<sup>3</sup>/s, et vérifié si les laisses de crue supérieures à la ligne d'eau jusqu'ici utilisée peuvent être représentatives d'une unique ligne d'eau en l'état actuel du Tarn.

Les résultats sont présentés et commentés ci-après.

#### 4.2.1.2. Résultats de simulation

Outre la ligne d'eau déjà disponible à 6 000 m<sup>3</sup>/s, nous avons simulé à l'aide du modèle de l'état actuel l'écoulement de six crues théoriques en régime permanent, correspondant aux débits suivants :

- 6 500 m<sup>3</sup>/s ;
- 6 750 m<sup>3</sup>/s ;
- 7 000 m<sup>3</sup>/s ;
- 7 250 m<sup>3</sup>/s ;
- 7 500 m<sup>3</sup>/s ;
- 8 000 m<sup>3</sup>/s.

Les profils en long obtenus sont présentés sur la figure en fin du présent chapitre. Les résultats obtenus sont les suivants (d'aval en amont) :

↳ Entre Villemur et l'amont du Pont de Layrac-sur-Tarn (pk 13 à 25 du modèle)

A l'exception d'une laisse de crue à Villemur clairement non représentative, toutes les laisses de crue répertoriées se situent entre les lignes d'eau de 6 000 à 6 500 m<sup>3</sup>/s ou, pour certaines, légèrement en dessous de la ligne d'eau de 6 000 m<sup>3</sup>/s. Ceci corrobore l'ordre de grandeur retenu lors de l'étude de 1999.

#### ↳ Entre l'aval du Pont de Layrac-sur-Tarn et Buzet (pk 4 à 13 du modèle)

La laisse de crue la plus à l'aval se situe entre 6 500 et 6 750 m<sup>3</sup>/s.

Les deux autres laisses de crue jugées représentatives lors de l'étude de 1999 se situent, comme celles à l'aval, entre les calculs pour 6 000 et 6 500 m<sup>3</sup>/s.

Les trois laisses de crue aux ponts de Mirepoix et Bessières, non disponibles ou jugées incohérentes en 1999, dépassent légèrement les calculs pour 7 500 m<sup>3</sup>/s et avoisinent ceux pour 8 000 m<sup>3</sup>/s.

Les deux laisses en aval du Pont de Buzet se placent sur les lignes d'eau à 6 750 m<sup>3</sup>/s et à 7 250 m<sup>3</sup>/s.

A la vue de ces éléments, il apparaît donc que :

- les laisses de crue les plus basses de la moitié amont sont effectivement cohérentes avec toutes les laisses à l'aval ;
- les trois laisses de crue aux ponts de Mirepoix et Bessières sont cohérentes entre elles, mais ne corroborent pas les deux laisses plus à l'amont dans un fonctionnement naturel actuel du Tarn ;
- ces cinq laisses de crue, plus hautes, sont à peu près alignées, et pourraient à première vue pouvoir être le résultat d'un niveau d'eau tenu par l'aval au pont de Mirepoix ; néanmoins, il est difficile de concilier cette appréciation avec la présence des deux laisses de crue plus basses et cohérentes avec l'aval.

#### ↳ A Saint-Sulpice

Les deux laisses de crue les plus à l'amont se situent quant à elles bien au-delà de la ligne d'eau à 7 500 m<sup>3</sup>/s, et correspondent à une ligne d'eau en l'état actuel pour un débit de l'ordre de 8 000 m<sup>3</sup>/s, qui dessine une enveloppe maximale des laisses de crue sur la moitié amont du linéaire analysé.

### 4.2.1.3. Conclusions

Par rapport à un état actuel de connaissance, une ligne d'eau calculée aux environs de 6 000 m<sup>3</sup>/s est considérée représentative des niveaux de 1930.

Sur la moitié amont, il semble qu'il puisse être possible, toujours en l'état actuel du Tarn, de passer par les laisses de crue hautes via d'importantes retenues aux ponts de Layrac-sur-Tarn et Saint-Sulpice, peut être accompagnées par des vagues de rupture.

Finalement, il subsiste toujours l'incertitude liée à la présence des deux laisses de crue "basses" sur Bessières, cohérentes avec l'aval.

Dans ce contexte et après analyse concertée entre les services de l'Etat, il a été estimé que les évolutions morphologiques du Tarn, en particulier sur la partie amont (raidissement des berges) étaient bien de nature à abaisser les niveaux d'écoulement et que les repères de crue très hauts sur cette même zone amont correspondaient probablement aux effets de stockage et de vague de rupture aux ponts, peu susceptibles de se reproduire du fait de la reconstruction différente (plus "aérée") des ponts ayant rompu lors de la crue de 1930. Par ailleurs, cet avis a été conforté par le fait de retrouver fidèlement les niveaux de crue de 1930 sur la partie aval du linéaire.

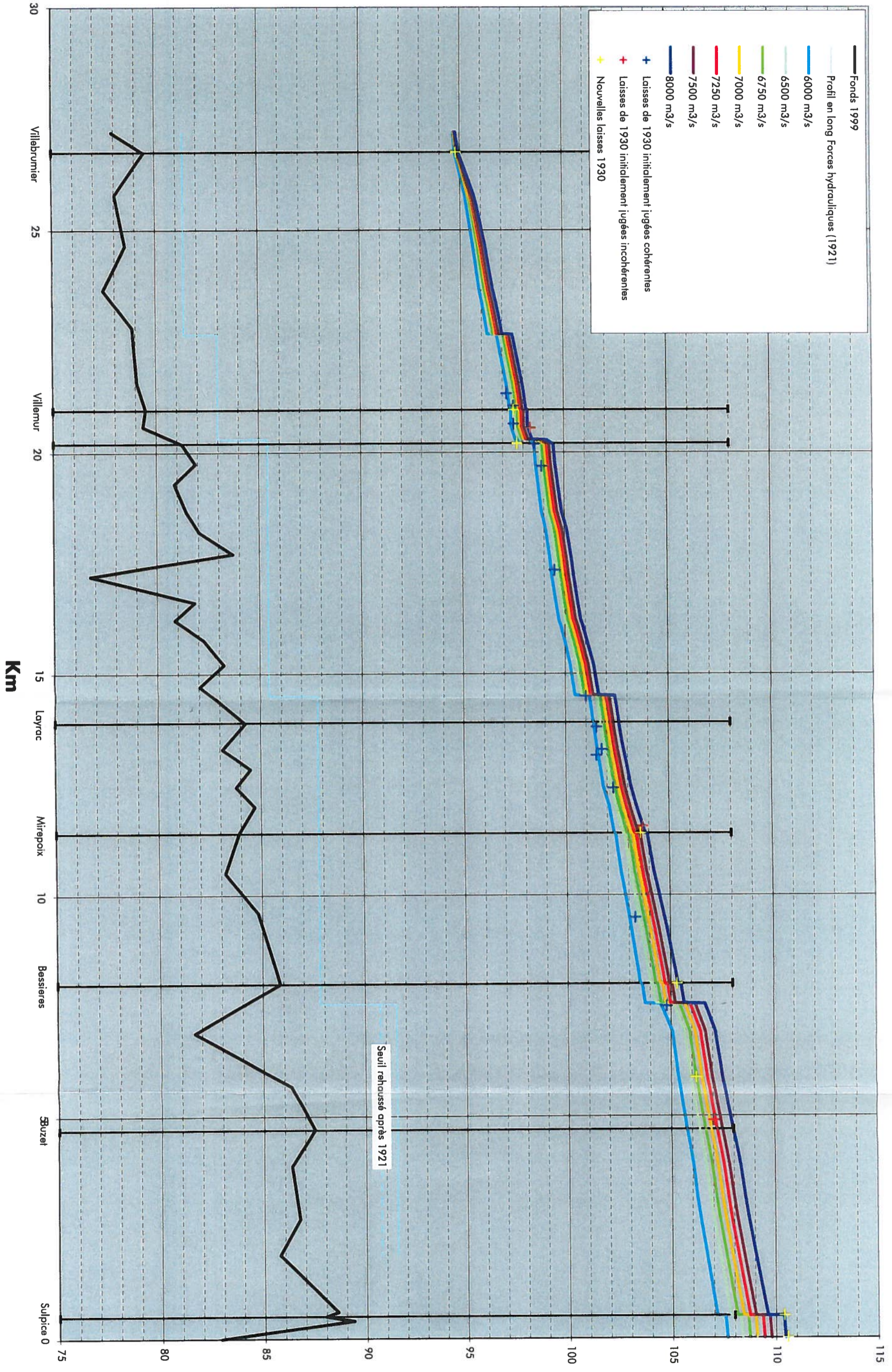
Par contre, il a été estimé que la ligne d'eau modélisée à 6 000 m<sup>3</sup>/s présentait un léger déficit altimétrique par rapport aux repères de crue de la moitié aval du linéaire, et il a été retenu in fine une dernière simulation pour un débit de 6 250 m<sup>3</sup>/s, dont le résultat par rapport aux études de 1999 implique un exhaussement des niveaux d'eau :

- de 15 à 20 cm sur la partie amont non débordante ;
- de 10 à 15 cm sur la partie aval débordante.

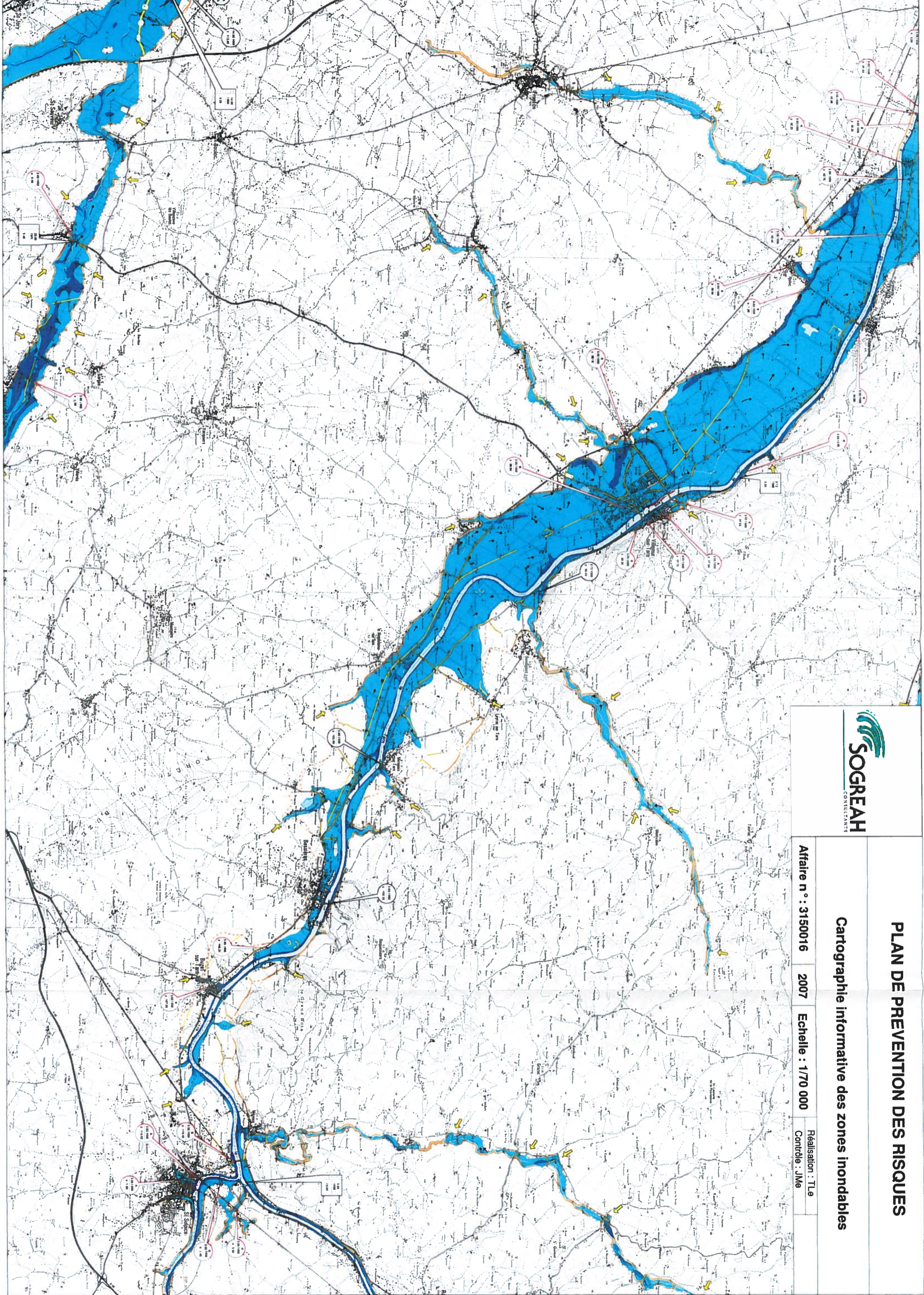
Finalement et à titre indicatif, signalons que le Tarn n'est pratiquement pas débordant pour son débit centennal (3 410 m<sup>3</sup>/s estimés).

# Profils en long du Tarn

Y (m NGF)



Km



# PLAN DE PREVENTION DES RISQUES

Cartographie informative des zones inondables

Affaire n° : 3150016 2007 Echelle : 1/70 000

Réalisation : TLe  
Contrôle : JMe

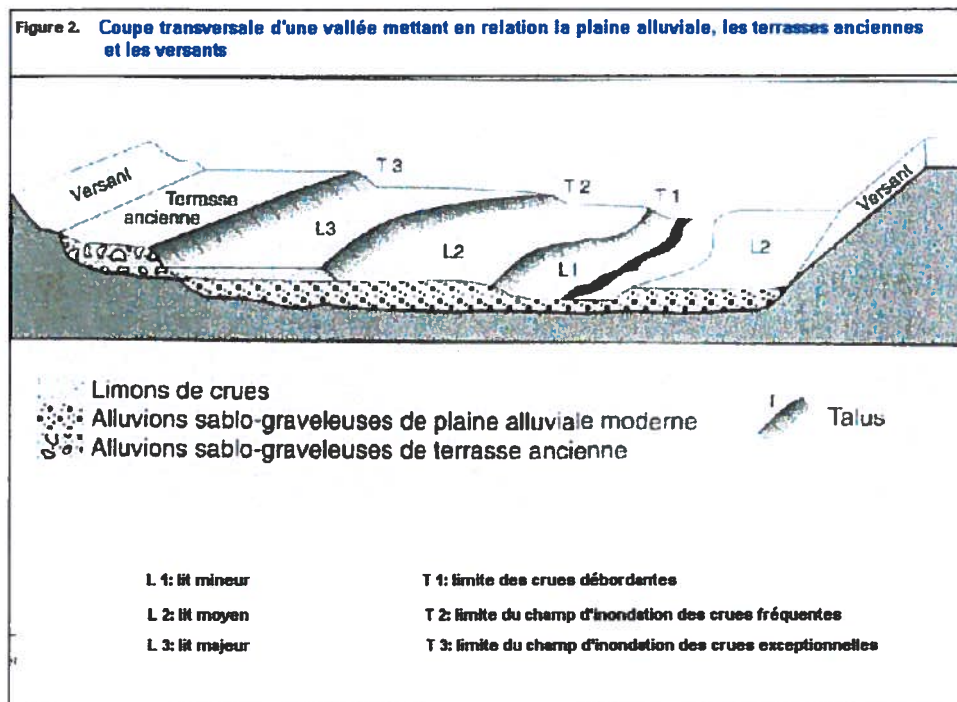
#### 4.2.2. Inondations liées aux affluents

Les inondations liées aux affluents sont de moindre amplitude, moins dommageables et, par voie de fait, moins bien connues. En outre et comme évoqué précédemment, leurs débordements principaux ont lieu dans la plaine inondable morphologique du Tarn, et leur risque inondation associé est dès lors "noyé" dans le risque inondation plus global associé à la crue de 1930.

Pour ces affluents, la méthode générale d'appréciation consiste en une définition hydrogéomorphologique de l'aléa.

Il s'agit d'une analyse de l'inondabilité par enquête et analyse de terrain. Sur site, l'on identifie les terrains caractéristiques des zones inondables et les talus délimitant les différents terrains représentatifs de différentes fréquences de submersion, permettant ainsi de zoner les secteurs inondables par des crues fréquentes et exceptionnelles.

Le schéma ci-dessous illustre les différentes formations inondables recherchées par cette méthode.



La base d'appréciation des aléas sur les affluents est donc l'hydrogéomorphologie, basée sur une analyse de terrain ou, en d'autres termes, la retranscription des traces laissées par les crues dans les sols et sur la topographie. Cette approche permet généralement de retranscrire un historique des crues passées et dès lors d'accéder aux plus hautes eaux connues, ou du moins à leur enveloppe d'inondation.

D'une manière générale, cette approche a été réalisée sur la base de la Cartographie Informative des Zones Inondables (CIZI) de la DIREN Midi-Pyrénées et complétée ou ajustée par enquête auprès des mairies et par visite de terrain.



Cependant, certains secteurs ou affluents ont dû faire l'objet de compléments d'investigation pour tout ou partie des raisons suivantes :

- la CIZI ne couvre pas le linéaire d'affluent concerné ;
- la morphologie fluviale est peu marquée ;
- la présence d'enjeux et/ou le besoin de disposer d'isocotes de référence requièrent un meilleur degré de précision dans l'analyse.

Dans ces cas, des compléments d'analyse ont été engagés.

Le but ici recherché a été d'affiner l'emprise inondable hydrogéomorphologique de la CIZI sur un certain nombre d'affluents du Tarn, et si nécessaire de déterminer les cotes d'inondation permettant de retrouver l'emprise hydrogéomorphologique affinée.

Les affluents du Tarn en canyon, où l'aléa est très fort et qui ne présentent pas d'enjeu, ont été exclus de cet affinage. Dès lors, les zones qui ont été affinées concernent les linéaires présentant des enjeux forts (habitat notamment) ou des emprises inondables conséquentes (méritant l'affinage) des affluents suivants :

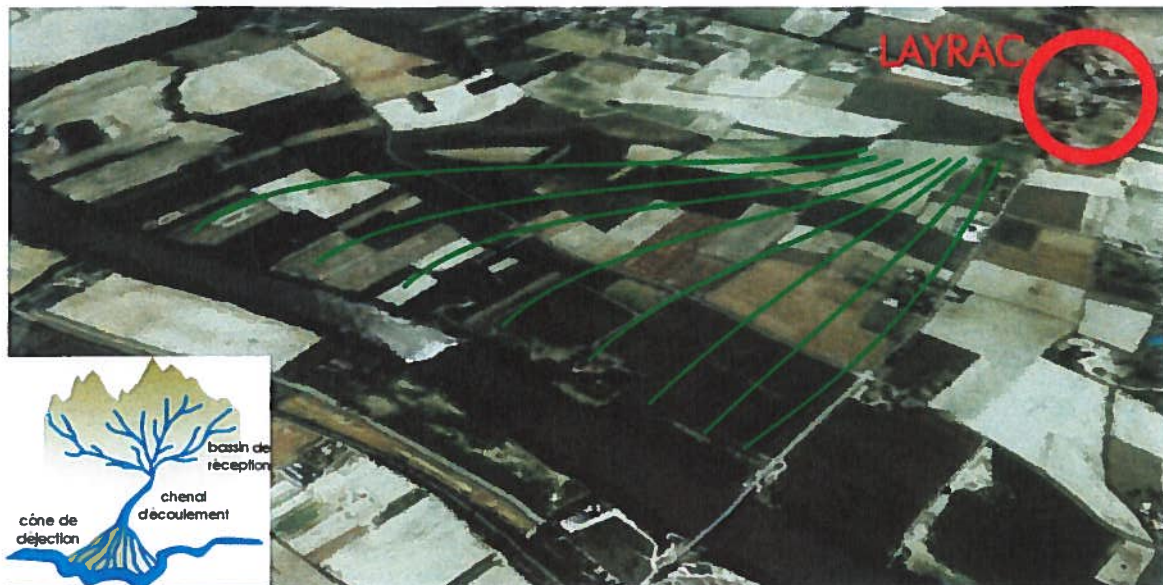
- le Sayrac à Villemur ;
- le Crève-Cor à Layrac-sur-Tarn ;
- le Rieutort à Villematier ;
- le Palmola à Bessières.

L'affinage a été effectué sur l'emprise de la CIZI et étendu vers l'amont lorsque des enjeux forts (habitat) pouvaient être affectés.

Les principales caractéristiques des affluents ainsi considérés sont les suivantes :

- affluents rive droite entre Buzet et Mirepoix et à Villemur : il s'agit de canyons descendant des coteaux, à forte pente et fortes vitesses d'écoulement ;
- le ruisseau de Marignol à Buzet, seul canyon en rive gauche ;
- les affluents de rive gauche avec zone inondable morphologique : il s'agit d'une série de ruisseaux qui s'inscrivent dans les terrasses Sud, présentant une petite zone inondable associée, et qui terminent leur course dans la plaine inondable du Tarn, où le risque d'inondation lié à ce dernier cours d'eau est prédominant ; il s'agit plus spécifiquement des ruisseaux suivants :
  - \* le Palmola à Bessières ;
  - \* le Rieu Tord et le Marigné à la Magdelaine ;
  - \* le Rieutort à Villematier ;
  - \* le ruisseau de Sayrac (ou de Magnanac) à Villemur ;
- dans la même typologie d'affluent, le Souet à Bondigoux présente lui aussi une zone inondable morphologique, son parcours final en zone inondable du Tarn étant plus limité ;

- le ruisseau du Crève-Cor, en rive droite à Layrac-sur-Tarn, est quant à lui particulier ; en aval de son vallon "classique" et au niveau du bourg, son cours a été rectifié et réorienté vers l'Ouest où il rejoint le Tarn plus en aval sur la commune de Bondigoux ; par contre, dans l'axe de son vallon, un vaste cône de déjection (zone d'accumulation de dépôts sédimentaires du ruisseau) a probablement fait varier par le passé le cours du Crève-Cor au fil des crues.



Finalement, d'un point de vue hydraulique, les débordements de ce ruisseau sont particuliers : en arrivant dans le bourg, au niveau du pont de la RD 22, qui limite le débit, le Crève-Cor déborde en rive droite, "traverse" le bourg par la RD 22 en direction de Bondigoux et, en sortie de village, les flots débordés partent vers le Sud-Est dans les champs où ils viennent s'épancher et disparaître sous la forme d'une nappe d'écoulement diffuse s'infiltrant le long de son parcours ; le Crève-Cor dispose ainsi d'écoulements différenciés :

- \* un écoulement en lit mineur avec le Tarn pour exutoire et dont le débit est "régulé" sous l'effet du pont de la RD 22 ;
- \* un écoulement de débordement dont "l'exutoire" est le sous-sol.

### 4.3. Conséquences potentielles des inondations

Les conséquences potentielles des inondations sont évidemment très nombreuses et malheureusement largement connues :

- perte de vies humaines ;
- dégradation, voire destruction d'habitations ;
- dégradation de biens ;
- dégradation ou destruction d'infrastructures ;
- mise hors service d'équipements publics ou privés ;

– etc.

**Ces menaces, associées au caractère largement inondable d'une partie du territoire considéré, justifient ainsi pleinement l'élaboration du présent PPR.**

## 5. LA DEFINITION DE L'ALEA INONDATION

## 5.1. Les concepts retenus

- En termes d'inondation, l'aléa est défini comme la probabilité d'occurrence d'un phénomène d'intensité donnée. En fonction des différentes intensités associées aux paramètres physiques de l'inondation, différents niveaux d'aléa sont alors distingués.
- La notion de probabilité d'occurrence est facile à cerner dans les phénomènes d'inondation en identifiant directement celle-ci à la période de retour de l'événement considéré : la crue retenue comme événement de référence constitue alors l'aléa de référence.

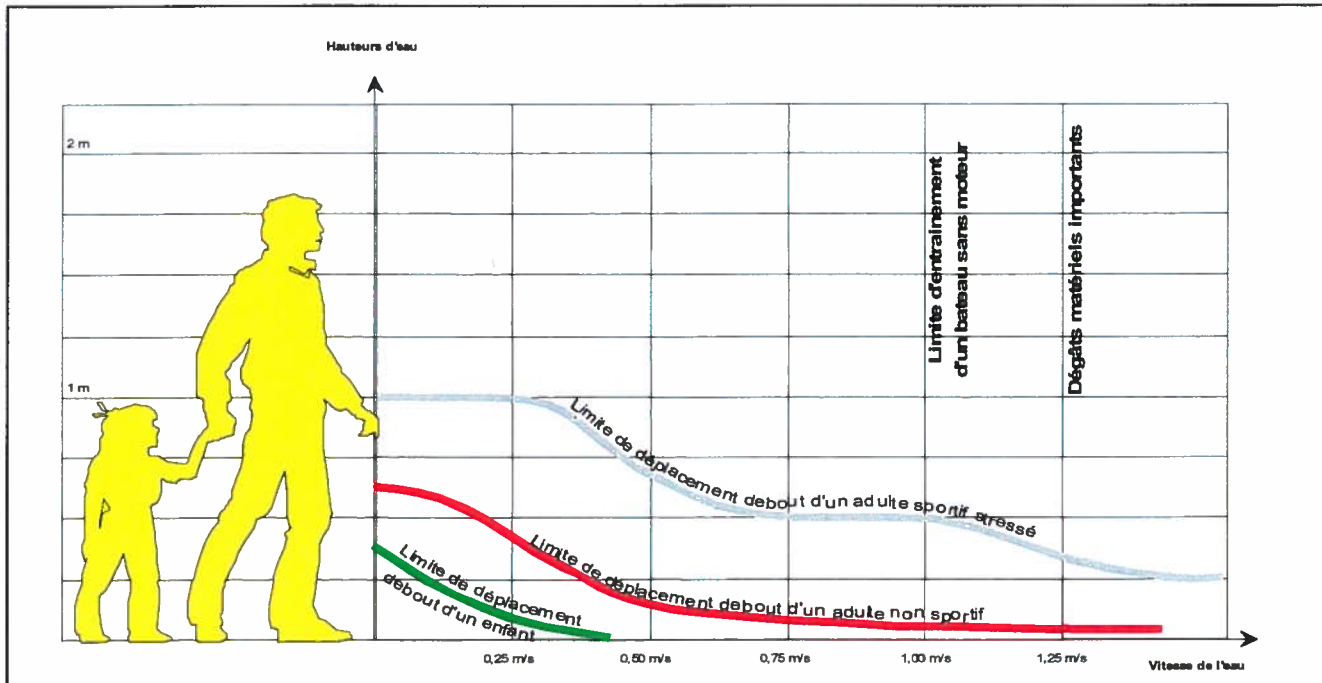
De façon traditionnelle en matière d'aménagement, l'événement de référence adopté correspond à "la plus forte crue connue (c'est-à-dire aux Plus Hautes Eaux Connues) et, dans le cas où celle-ci serait plus faible qu'une crue de fréquence centennale, à cette dernière". Ce point a en outre été confirmé par la circulaire du 24 janvier 1994.

- Concernant les différents niveaux d'aléas, ceux-ci sont fonction de l'intensité des paramètres physiques liés à la crue de référence, hauteurs d'eau, vitesses d'écoulement et durées de submersion le plus souvent. Une hiérarchisation peut alors être établie en croisant tout ou partie de ces paramètres en fonction de la nature des inondations considérées : cette hiérarchisation conduit le plus souvent à distinguer deux à trois niveaux d'aléas, faible, moyen et fort. Un exemple classique de croisement est fourni dans le tableau ci-dessous.

Qualification de l'aléa en fonction des hauteurs et des vitesses

		Hauteur d'eau		
		Inférieure à 0,5 m	comprise entre 0,5 et 1 m	supérieure à 1 m
Vitesse d'écoulement	inférieure à 0,5 m/s	aléa faible	aléa moyen	aléa fort
	comprise entre 0,5 m/s et 1,0 m/s	aléa fort	aléa fort	aléa fort
	supérieure à 1 m/s	aléa fort	aléa fort	aléa fort

Cette qualification de l'aléa est notamment inspirée de la capacité de déplacement en zone inondée telle qu'illustrée par le schéma ci-dessous :



## 5.2. Les paramètres adoptés sur le bassin de risque

### 5.2.1. Inondations liées au Tarn

L'événement de référence est la crue de mars 1930, plus forte crue connue mais dont les conditions d'écoulement ont évolué (cf. chapitre 4.2.1.) et dont le débit de pointe, estimé à 6 250 m<sup>3</sup>/s, présente une période de retour supérieure à 1000 ans.

Les inondations liées au Tarn correspondent par ailleurs à des phénomènes de plaine de durée moyenne : de ce fait, le paramètre "durée de submersion" n'est pas retenu de façon spécifique dans la hiérarchisation des aléas.

Le paramètre vitesse peut en revanche revêtir une incidence particulière dans la mesure où des zones de courant se développent effectivement, notamment en bordure de rivière.

Tous ces éléments sont déterminés sur la base des résultats de modélisation de la crue type 1930 (6 250 m<sup>3</sup>/s).

Il en résulte alors que de façon pratique, la hiérarchisation des aléas inondation a été zonée distinctement en fonction des hauteurs d'eau atteintes et des vitesses d'écoulement selon le classement suivant :

↳ En fonction des hauteurs :

- hauteur d'eau supérieure à 1 m : aléa fort ;
- hauteur d'eau comprise entre 0,5 à 1 m : aléa moyen ;
- hauteur d'eau inférieure à 0,5 m : aléa faible.

↳ En fonction des vitesses : aléa aggravé dès que les vitesses dépassent 0,5 m/s.

La carte des aléas est donc directement issue de la modélisation et établie à partir de la connaissance des niveaux d'écoulement, et de la topographie locale d'une part (hauteurs d'eau) et des résultats de calcul et pentes d'écoulement (pente de la ligne d'eau) d'autre part (vitesses).

Les cotes d'eau ont par ailleurs été traduites en termes d'isocotes de crue, et qui représentent les lignes de niveau du plan d'eau d'inondation.

## 5.2.2. Inondations liées aux affluents

### 5.2.2.1. Méthode d'affinage

La méthode utilisée a été en premier lieu de type hydrogéomorphologique. En fonction de la présence ou non d'enjeux dans l'emprise morphologique affinée, la méthodologie a été adaptée.

↳ Cas des zones sans enjeu fort (Sayrac et Rieu-Tord)

Sur ces zones, il a été considéré que la crue de référence était constituée par la plus forte crue emplantant le lit morphologique sans le dépasser.

De façon pratique, il a été pris pour référence visuelle le haut du talus morphologique (de la rive la plus basse), et a ensuite été appréciée à vue la limite correspondant à environ 50 cm de moins que le niveau de référence.

Il a ensuite été considéré que s'agissant d'affluents plus pentus que le Tarn, les vitesses étaient supérieures à 0,5 m/s, et que les aléas forts et faibles se répartissaient de part et d'autre de la limite de 50 cm de hauteur d'eau.

↳ Cas des zones à enjeu (Palmola et Crève-Cor)

Ici, le long des cours d'eau, des levés topographiques ont été entrepris au voisinage de la limite morphologique (franche ou incertaine) et vers l'intérieur de la zone inondable, et ce sur les deux rives.

Des profils en long de la limite morphologique ont ainsi pu être établis (en reportant les points hauts et bas des limites morphologiques des deux rives le long des ruisseaux et en appréciant la ligne d'eau permettant de "passer au mieux" entre ces points).

Dès lors, ces lignes d'eau ont été traduites en zones d'aléa fort et faible par croisement avec la topographie :

- ajustement de la limite de zone inondable morphologique ;
- tracé de l'isobathe 50 cm (même considération sur les vitesses que précédemment).

En outre, les isocotes de référence ont été portées sur les cartographies.

### 5.3. La carte des aléas

La carte des aléas ainsi constituée est fournie ci-après. Celle-ci comporte les éléments relatifs au risque inondation.

L'emprise historique de la crue de 1930 est portée sur la carte des aléas à titre d'information, même si elle ne correspond pas à l'aléa de référence comme évoqué précédemment, lequel est constitué de la crue type 1930 telle que modélisée.

A ce stade, il est cependant essentiel de signaler que l'élaboration de cette carte a été réalisée, comme toutes les étapes du présent PPR, dans un souci de concertation en particulier vis-à-vis des élus. Concernant les aléas, et compte tenu de leur mode d'obtention qui demeure imparfait, l'objectif de cette concertation était essentiellement de profiter de la connaissance locale des élus et riverains pour affiner si nécessaire l'approche de certains secteurs.



## 6. LES ENJEUX

## 6.1. Méthodologie

Une des préoccupations essentielles dans l'élaboration du projet du PPR consiste à apprécier les enjeux, c'est-à-dire les modes d'occupation et d'utilisation du territoire dans la zone à risque.

Cette démarche a pour objectifs :

- l'identification d'un point de vue qualitatif des enjeux existants et futurs ;
- l'orientation des prescriptions réglementaires et des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.

Le recueil des données nécessaires à la détermination des enjeux a été obtenu par :

- visites sur le terrain ;
- enquêtes auprès des élus et des services techniques de la commune ou de la Direction Départementale de l'Équipement portant sur :
  - \* l'identification de la nature et de l'occupation du sol ;
  - \* l'analyse du contexte humain et économique ;
  - \* l'analyse des équipements publics ;
  - \* l'analyse des enjeux futurs ;
- interprétation des documents d'urbanisme ;
- etc.

Cette phase, lors des enquêtes en mairie, a également constitué une nouvelle étape de la concertation Etat – Commune dans la démarche adoptée pour l'élaboration du PPR.

Notons que la recherche et l'analyse des enjeux n'a pas été effectuée sur l'ensemble du territoire des communes, mais principalement au sein de l'enveloppe définie par la zone inondable considérée.

Un point important de la démarche d'évaluation des enjeux présents en zone inondable est l'identification des zones urbanisées au sens du PPR (centre urbain et continuités urbaines plus récentes) dans le but de délimiter les zones d'expansion des crues. Ainsi, la méthode s'appuie sur une analyse du bâti physiquement existant, lequel est recoupé avec les documents ou réflexions d'urbanisme recensées sur le territoire.

## 6.2. Eléments répertoriés

Les éléments répertoriés, et consignés dans le volet communal joint au présent dossier, sont relatifs :

- au développement urbain, au travers de la démographie, de l'urbanisation et de l'habitat ; il s'agit ici d'apprécier les populations en présence et exposées aux risques, le nombre et le type d'habitations concernées, etc ;
- aux activités économiques présentes sur la commune (commerces, industries, etc) et leur vulnérabilité en regard des phénomènes redoutés ;
- aux activités sportives, de tourisme et de loisirs ;
- aux bâtiments sensibles ; il s'agit ici d'identifier tous les bâtiments abritant une population vulnérable ou dont le relogement dans l'urgence peut s'avérer délicat (tels que les centres hospitaliers, les maisons de retraite), voire de nature à accroître les conséquences du risque ; il s'agit également d'identifier les édifices susceptibles de recevoir un large public (écoles, hôtels, ...) ; bien entendu, l'objectif poursuivi est également de cerner leur vulnérabilité ;
- aux équipements publics dont le fonctionnement normal est susceptible d'être altéré par les phénomènes naturels redoutés : dispositifs d'alimentation en eau potable, d'assainissement, etc.

## 7. LE ZONAGE ET LE REGLEMENT

## 7.1. Principes généraux

Le zonage et le règlement associé constituent in fine le cœur et le fondement du PPR en traduisant une logique de réglementation qui permet de distinguer, en fonction de la nature et de l'intensité du phénomène d'une part (aléas), et des enjeux exposés d'autre part, des zones de disposition réglementaire homogènes.

De façon pratique, cette différenciation est réalisée en distinguant des zones de différentes couleur (rouge et bleu, voire des zones intermédiaires) pour le risque inondation. Les principes correspondants sont explicités ci-après.

## 7.2. Zonage en zone inondable

Le zonage réalisé traduit les différents objectifs du PPR :

- amélioration de la sécurité des personnes exposées ;
- limitation des dommages aux biens et activités exposés ;
- gestion globale du bassin versant en préservant les zones naturelles de stockage et le libre écoulement des eaux, ceci pour éviter l'aggravation des dommages en amont et en aval ;
- l'information des populations situées dans les zones à risque.

Il repose globalement sur la distinction de quatre zones réglementées dites rouge, jaune, violette et bleue, la zone restante étant qualifiée de blanche.

### ↳ La zone rouge

- La zone rouge comprend les zones d'aléa fort, c'est-à-dire les plus exposées au risque inondation, en dehors des centres urbains et leur continuité.
- Sur cette zone, les principes appliqués relèvent de l'interdiction ou du contrôle strict de l'extension de l'urbanisation avec pour objectifs :
  - la sécurité des populations ;
  - la préservation du rôle déterminant de ces champs d'expansion des crues (zones naturelles ou zones d'urbanisation peu denses) par limitation stricte de toute occupation ou utilisation du sol susceptible de faire obstacle à l'écoulement des eaux ou de restreindre le volume de stockage de la crue.

### ↳ La zone jaune

- La zone jaune comprend les zones d'aléa faible à moyen et la zone hydrogéomorphologique potentiellement inondable constituant des champs d'expansion des crues et correspondant à des secteurs non urbanisés ou des secteurs à habitat isolé.

- Sur cette zone, les principes appliqués relèvent de l'interdiction ou du contrôle strict de l'extension de l'urbanisation avec pour objectifs la préservation du rôle des champs d'expansions des crues par limitation stricte de toute occupation ou utilisation du sol susceptible de faire obstacle à l'écoulement des eaux ou de restreindre le volume de stockage de la crue, hormis dans le cas des bâtiments destinés à l'activité agricole.

#### ↳ La zone violette

- La zone violette est une zone où l'intensité du risque reste forte (aléa fort) mais qui s'inscrit dans une logique de centre urbain, caractérisé par une occupation du sol importante, la continuité du bâti et la mixité des usages entre logements, commerces et services.
- Sur cette zone, les principes appliqués relèvent globalement de l'interdiction et du contrôle strict de l'urbanisation en vue d'assurer la sécurité des personnes.

#### ↳ La zone bleue

- La zone bleue est une zone où l'intensité du risque est faible à moyen et correspondant à des secteurs urbanisés denses (y compris centre urbain) ou peu denses ainsi qu'à des secteurs où les acteurs locaux ont identifié des enjeux en matière de gestion et de développement du territoire.
- Sur cette zone, la possibilité de construction nouvelle peut être envisagée. La mise en œuvre d'un ensemble de réglementations a pour objectif de prévenir le risque et réduire ses conséquences.

#### ↳ La zone blanche

- La zone blanche correspond aux secteurs où, **en l'état actuel de la connaissance des phénomènes naturels**, le risque inondation n'est pas avéré ou redouté en regard de l'événement de référence.
- Sur cette zone aucune prescription réglementaire n'est applicable au titre du présent PPR (et donc en dehors de celles existantes par ailleurs) ; toutefois, et en particulier au niveau des parcelles voisines de celles soumises à un risque inondation, il est conseillé de suivre, lorsque cela est possible, les dispositions et recommandations consignées dans le règlement et applicables aux autres zones.

#### ↳ Les zones particulières autres

- En regard de certains enjeux ou aléas particuliers, de nouvelles zones spécifiques ont été créées. Tout en respectant l'esprit du règlement attaché aux zones décrites, ces nouvelles zones ont permis d'adapter les règles générales aux réalités et nécessités locales.

### 7.3. Zonage et concertation

Comme toutes les phases d'élaboration du PPR, le zonage a été réalisé dans un souci de concertation étroite avec les acteurs locaux et en particulier les élus de la commune.

Cette concertation avait pour but, le cas échéant, de prendre connaissance et d'examiner tel ou tel point particulier en regard d'une part des aléas et d'autre part des enjeux concernés, actuels ou à venir.

### 7.4. Règlement

Le règlement décrit les occupations et utilisations du sol autorisées ou interdites par zone.

Le cas échéant, le règlement explicite aussi les règles constructives à adopter, des prescriptions spécifiques, ainsi que des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.

En dernier lieu, le règlement consigne également un certain nombre de recommandations qui n'ont cependant pas de caractère obligatoire.

A noter que comme précédemment ce règlement a été établi dans un souci de cohérence départementale dans la prise en compte des risques naturels d'une part, et de concertation élargie à l'ensemble des parties prenantes, afin d'intégrer, lorsque cela était possible en regard des objectifs globaux du PPR, les spécificités relatives à chaque commune.

**ANNEXE :**

**TEXTES REGLEMENTAIRES**



## **Article R561-16**

Pour l'application des dispositions de la présente sous-section, la contribution du fonds de prévention des risques naturels majeurs au financement de mesures de prévention prises à l'initiative d'une personne autre que l'Etat prend la forme de subventions régies par le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement.

## **Article R561-17**

La demande de subvention est adressée au préfet du département dans le ressort duquel est situé le bien faisant l'objet de la mesure de prévention. Elle est présentée, selon les cas, par la commune ou le groupement de communes compétent ou par le propriétaire, le gestionnaire ou l'exploitant intéressé ou par son mandataire.

Un arrêté conjoint des ministres chargés, respectivement, de la prévention des risques majeurs, de l'équipement et de l'économie précise les renseignements et documents qui doivent être fournis à l'appui des demandes d'attribution et de paiement de la subvention.

# **Chapitre II : Plans de prévention des risques naturels prévisibles**

## **Section 1 : Elaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles.**

### **Article R562-1**

L'établissement des plans de prévention des risques naturels prévisibles mentionnés aux articles L. 562-1 à L. 562-7 est prescrit par arrêté du préfet.

Lorsque le périmètre mis à l'étude s'étend sur plusieurs départements, l'arrêté est pris conjointement par les préfets de ces départements et précise celui des préfets qui est chargé de conduire la procédure.

### **Article R562-2**

L'arrêté prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles détermine le périmètre mis à l'étude et la nature des risques pris en compte. Il désigne le service déconcentré de l'Etat qui sera chargé d'instruire le projet.

Cet arrêté définit également les modalités de la concertation relative à l'élaboration du projet.

Il est notifié aux maires des communes ainsi qu'aux présidents des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est inclus, en tout ou partie, dans le périmètre du projet de plan.

Il est, en outre, affiché pendant un mois dans les mairies de ces communes et aux sièges de ces établissements publics et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département. Mention de cet affichage est insérée dans un journal diffusé dans le département.

### **Article R562-3**

Le dossier de projet de plan comprend :

1° Une note de présentation indiquant le secteur géographique concerné, la nature des phénomènes naturels pris en compte et leurs conséquences possibles, compte tenu de l'état des connaissances ;

2° Un ou plusieurs documents graphiques délimitant les zones mentionnées aux 1° et 2° du II de l'article L. 562-1 ;

3° Un règlement précisant, en tant que de besoin :

a) Les mesures d'interdiction et les prescriptions applicables dans chacune de ces zones en vertu des 1° et 2° du II de l'article L. 562-1 ;

b) Les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde mentionnées au 3° du II de l'article L. 562-1 et les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existant à la date de l'approbation du plan, mentionnées au 4° de ce même II. Le règlement mentionne, le cas échéant, celles de ces mesures dont la mise en oeuvre est obligatoire et le délai fixé pour celle-ci.

### **Article R562-4**

I. - En application du 3° du II de l'article L. 562-1, le plan peut notamment :

1° Définir des règles relatives aux réseaux et infrastructures publics desservant son secteur d'application et visant à faciliter les éventuelles mesures d'évacuation ou l'intervention des secours ;

2° Prescrire aux particuliers ou à leurs groupements la réalisation de travaux contribuant à la prévention des risques et leur confier la gestion de dispositifs de prévention des risques ou d'intervention en cas de survenance des phénomènes considérés ;

3° Subordonner la réalisation de constructions ou d'aménagements nouveaux à la constitution d'associations syndicales chargées de certains travaux nécessaires à la prévention des risques, notamment l'entretien des espaces et, le cas échéant, la réalisation ou l'acquisition, la gestion et le maintien en condition d'ouvrages ou de matériels.

II. - Le plan indique si la réalisation de ces mesures est rendue obligatoire et, si elle l'est, dans quel délai.

#### **Article R562-5**

I. - En application du 4° du II de l'article L. 562-1, pour les constructions, les ouvrages ou les espaces mis en culture ou plantés, existant à sa date d'approbation, le plan peut définir des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.

Toutefois, le plan ne peut pas interdire les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du plan ou, le cas échéant, à la publication de l'arrêté mentionné à l'article R. 562-6, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures, sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux, ou conduisent à une augmentation de la population exposée.

II. - Les mesures prévues au I peuvent être rendues obligatoires dans un délai de cinq ans pouvant être réduit en cas d'urgence.

III. - En outre, les travaux de prévention imposés à des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du code de l'urbanisme avant l'approbation du plan et mis à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs ne peuvent porter que sur des aménagements limités dont le coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du plan.

## **Article R562-6**

I. - Lorsque, en application de l'article L. 562-2, le préfet a l'intention de rendre immédiatement opposables certaines des prescriptions d'un projet de plan relatives aux constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations nouveaux, il en informe le maire de la ou des communes sur le territoire desquelles ces prescriptions seront applicables. Ces maires disposent d'un délai d'un mois pour faire part de leurs observations.

II. - A l'issue de ce délai, ou plus tôt s'il dispose de l'avis des maires, le préfet rend opposables ces prescriptions, éventuellement modifiées, par un arrêté qui fait l'objet d'une mention au Recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département et dont une copie est affichée dans chaque mairie concernée pendant au moins un mois.

Les documents relatifs aux prescriptions rendues ainsi opposables dans une commune sont tenus à la disposition du public en préfecture et en mairie. Mention de cette mesure de publicité est faite avec l'insertion au Recueil des actes administratifs et avec l'affichage prévus à l'alinéa précédent.

III. - L'arrêté mentionné au II rappelle les conditions dans lesquelles les prescriptions cesseraient d'être opposables conformément aux dispositions de l'article L. 562-2.

## **Article R562-7**

Le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles est soumis à l'avis des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est couvert, en tout ou partie, par le plan.

Si le projet de plan contient des mesures de prévention des incendies de forêt ou de leurs effets ou des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde relevant de la compétence des départements et des régions, ces dispositions sont soumises à l'avis des organes délibérants de ces collectivités territoriales. Les services départementaux d'incendie et de secours intéressés sont consultés sur les mesures de prévention des incendies de forêt ou de leurs effets.

Si le projet de plan concerne des terrains agricoles ou forestiers, les dispositions relatives à ces terrains sont soumises à l'avis de la chambre d'agriculture et du centre régional de la propriété forestière.

Tout avis demandé en application des trois alinéas ci-dessus qui n'est pas rendu dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande est réputé favorable.

## **Article R562-8**

Le projet de plan est soumis par le préfet à une enquête publique dans les formes prévues par les articles R. 123-6 à R. 123-23, sous réserve des dispositions des deux alinéas qui suivent.

Les avis recueillis en application des trois premiers alinéas de l'article R. 562-7 sont consignés ou annexés aux registres d'enquête dans les conditions prévues par l'article R. 123-17.

Les maires des communes sur le territoire desquelles le plan doit s'appliquer sont entendus par le commissaire enquêteur ou par la commission d'enquête une fois consigné ou annexé aux registres d'enquête l'avis des conseils municipaux.

## **Article R562-9**

A l'issue des consultations prévues aux articles R. 562-7 et R. 562-8, le plan, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté préfectoral. Cet arrêté fait l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département ainsi que dans un journal diffusé dans le département. Une copie de l'arrêté est affichée pendant un mois au moins dans chaque mairie et au siège de chaque établissement public de coopération intercommunale compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme sur le territoire desquels le plan est applicable.

Le plan approuvé est tenu à la disposition du public dans ces mairies et aux sièges de ces établissements publics de coopération intercommunale ainsi qu'en préfecture. Cette mesure de publicité fait l'objet d'une mention avec les publications et l'affichage prévus à l'alinéa précédent.

## **Article R562-10**

I. - Un plan de prévention des risques naturels prévisibles peut être modifié selon la procédure décrite aux articles R. 562-1 à R. 562-9.

Toutefois, lorsque la modification n'est que partielle, les consultations et l'enquête publique mentionnées aux articles R. 562-7 et R. 562-8 ne sont effectuées que dans les communes sur le territoire desquelles les modifications proposées seront applicables.

Dans le cas énoncé à l'alinéa précédent, les documents soumis à consultation ou enquête publique comprennent :

1° Une note synthétique présentant l'objet des modifications envisagées ;

2° Un exemplaire du plan tel qu'il serait après modification avec l'indication, dans le document graphique et le règlement, des dispositions faisant l'objet d'une modification et le rappel, le cas échéant, de la disposition précédemment en vigueur.

II. - L'approbation du nouveau plan emporte abrogation des dispositions correspondantes de l'ancien plan.

## **Section 2 : Dispositions pénales.**

### **Article R562-11**

Les agents mentionnés au 1° du II de l'article L. 562-5 sont commissionnés et assermentés dans les conditions fixées par les articles R. 216-1 à R. 216-6.

## **Section 3 : Dispositions diverses.**

### **Article R562-12**

Le décret du 20 octobre 1937 relatif aux plans de surfaces submersibles, le décret n° 92-273 du 23 mars 1992 relatif aux plans de zones sensibles aux incendies de forêt et le décret n° 93-351 du 15 mars 1993 relatif aux plans d'exposition aux risques naturels prévisibles, abrogés par le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995, demeurent en vigueur en tant qu'ils sont nécessaires à la mise en oeuvre des plans de surfaces submersibles, des plans de zones sensibles aux incendies de forêt et des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles valant plan de prévention des risques naturels prévisibles en application de l'article L. 562-6.

## **Chapitre III : Autres mesures de prévention**

### **Section 1 : Prévention du risque sismique.**

#### **Article R563-1**



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE  
DU DÉVELOPPEMENT  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DURABLES

**P.P.R. approuvé**

le : **31 DEC. 2008**

Direction  
Départementale  
de l'Équipement

Haute-Garonne

Service Risques  
et Sécurité



# PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS D'INONDATION SUR LE BASSIN DE RISQUE DES COMMUNES DE BUZET-SUR-TARN, BESSIERES, MIREPOIX- SUR-TARN, LA MAGDELAINE, LAYRAC-SUR-TARN, VILLEMATIER, BONDIGOUX ET VILLEMUR-SUR-TARN

## VOLET 2

### NOTE COMMUNALE COMMUNE DE MIREPOIX-SUR-TARN

DECEMBRE 2008 – V2

## PREAMBULE

La loi du 2 février 1995, complétée par un décret du 5 octobre 1995 modifié par le décret 2005-03 du 5 janvier 2005, et reprise dans le Code de l'Environnement, a défini un outil réglementaire, le **Plan de Prévention des Risques** (dit "PPR"), qui a pour objet de délimiter les zones exposées aux risques naturels prévisibles et d'y interdire ou d'y réglementer les utilisations et occupations du sol.

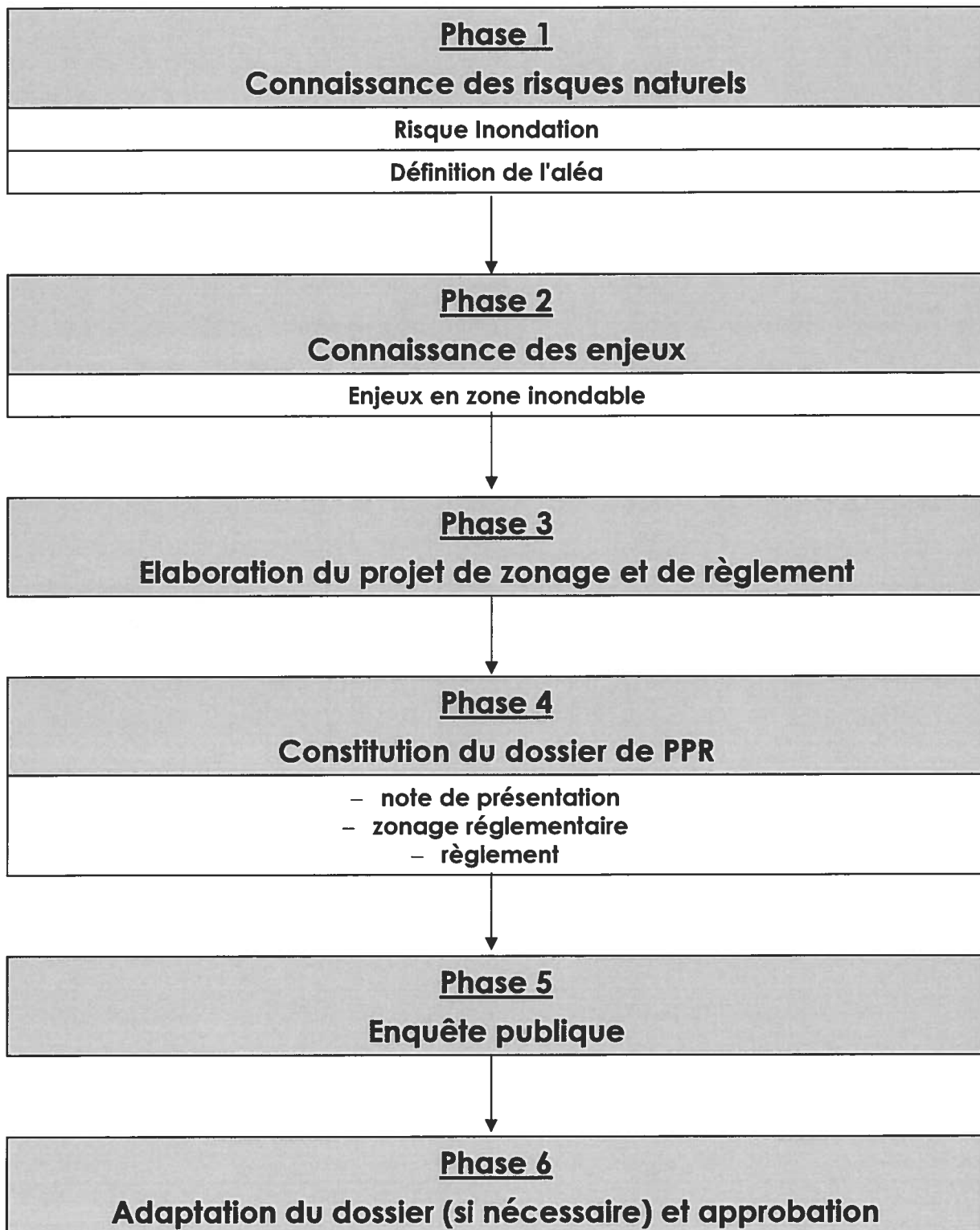
En Haute-Garonne, et plus précisément dans le Nord du département, le risque inondation est le plus fréquent et le mieux connu, notamment en regard de l'événement majeur qu'a constitué la crue de 1930 sur le Tarn.

**Le 12 septembre 2001, le Préfet de Haute-Garonne a prescrit par arrêté l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques d'inondation sur le bassin de risque constitué par les communes de Bessières, Buzet-sur-Tarn, Bondigoux, La Magdelaine, Layrac-sur-Tarn, Mirepoix-sur-Tarn, Villematier, et Villemur-sur-Tarn.** Le périmètre mis à l'étude correspond aux territoires communaux affectés par ce risque.

La Direction Départementale de l'Equipement de la Haute-Garonne est chargée d'instruire le projet de Plan de Prévention des Risques dont les étapes d'élaboration sont synthétisées sur l'organigramme de la page suivante.

La Direction Départementale de l'Equipement a confié à SOGREAH la réalisation du projet de PPR qui fait l'objet du présent document.





**Une démarche concertée  
Un outil de gestion**

Conformément à l'article 3 du décret du 5 octobre 1995 modifié par le décret 2005-03 du 5 janvier 2005, relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, ce dossier est organisé autour des trois volets suivants :

- ↳ **Volet 1 : Note de présentation du bassin de risque**
- ↳ **Volet 2 : Note communale**
- ↳ **Volet 3 : Zonage réglementaire et Règlement**

Le présent document constitue le volet 2 relatif à la commune de Mirepoix-sur-Tarn.

**NOTE COMMUNALE DE  
MIREPOIX-SUR-TARN**

## SOMMAIRE

	Pages
<b>1. OBJET.....</b>	<b>1</b>
<b>2. PHENOMENES NATURELS PRIS EN COMPTE SUR LA COMMUNE .....</b>	<b>3</b>
<b>3. ENJEUX.....</b>	<b>3</b>

## ANNEXE

- Arrêté de prescription

### ELEMENTS GRAPHIQUES (Hors rapport)

- Carte des aléas
- Carte des enjeux

## 1. OBJET

- Le premier volet constitutif du présent dossier de PPR a permis d'explicitier le cadre général de la procédure, ainsi que les raisons de la prescription du PPR et les grands principes associés.
- Ce premier volet a également permis de décrire et de justifier le bassin de risque retenu, en regard des phénomènes d'inondation redoutés, en exposant, à l'échelle du bassin, les contextes :
  - topographique et géomorphologique ;
  - hydrologique et hydraulique.
- En dernier lieu, ce premier volet a été l'occasion d'exposer la logique technique d'élaboration du PPR, en consignat toujours à l'échelle du bassin de risque considéré, les éléments relatifs :
  - aux phénomènes naturels connus et pris en compte en termes d'inondation ;
  - aux "aléas" inondation, y compris leur mode de qualification ;
  - aux enjeux ;
  - aux principes de zonage et de règlement adoptés (qui font l'objet spécifique du volet 3).
- Dans ce contexte, ce second volet a pour objet d'explicitier les éléments spécifiques à retenir dans le cadre de la commune de Mirepoix-sur-Tarn au travers des différents aspects suivants :
  - phénomènes naturels et aléas répertoriés sur la commune ;
  - enjeux associés à la commune.

Rappelons en outre que l'ensemble de ces éléments a été établi en étroite concertation avec les élus de la commune de Mirepoix-sur-Tarn.

## SOMMAIRE

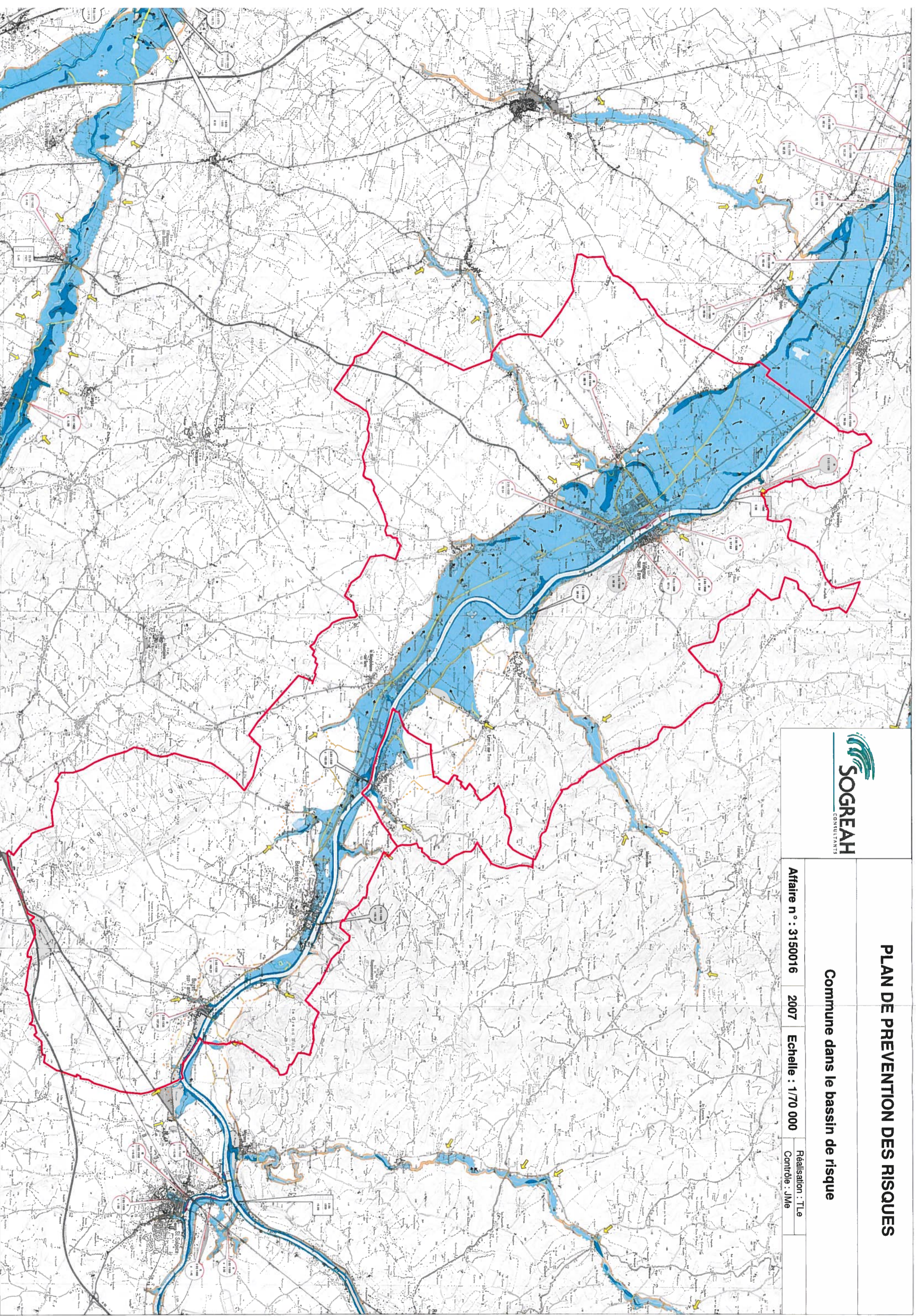
	Pages
<b>1. OBJET.....</b>	<b>1</b>
<b>2. PHENOMENES NATURELS PRIS EN COMPTE SUR LA COMMUNE .....</b>	<b>3</b>
<b>3. ENJEUX.....</b>	<b>3</b>

## ANNEXE

- Arrêté de prescription

### ELEMENTS GRAPHIQUES (Hors rapport)

- Carte des aléas
- Carte des enjeux



# PLAN DE PREVENTION DES RISQUES

Commune dans le bassin de risque

Affaire n° : 3150016    2007    Echelle : 1/70 000

Réalisation : Tle  
Contrôle : JMe

## 2. PHENOMENES NATURELS PRIS EN COMPTE SUR LA COMMUNE

Le présent Plan de Prévention des Risques de la commune de Mirepoix-sur-Tarn ne porte que sur le risque d'inondation.

La commune de Mirepoix-sur-Tarn est susceptible d'être affectée par les inondations qui résultent des débordements, simultanés ou non :

- du Tarn, principale rivière qui s'inscrit sur le territoire étudié ;
- de ses affluents.

Ainsi, dans le cas de la commune de Mirepoix-sur-Tarn, les inondations prises en considération en plus de celles du Tarn se réfèrent au Lauzat.

Les phénomènes répertoriés sur la commune et leurs conséquences, ainsi que la qualification des aléas qui en résulte, ont été présentés dans la note du volet 1.

La carte résultante des aléas de la commune de Mirepoix-sur-Tarn est jointe au présent dossier.

## 3. ENJEUX

Les éléments répertoriés, et consignés sur la carte des enjeux jointe au présent dossier, sont relatifs :

- au développement urbain, au travers de la démographie, de l'urbanisation et de l'habitat ; il s'agit ici d'apprécier les populations en présence et exposées aux risques, le nombre et le type d'habitations concernées, etc ;
- aux activités économiques présentes sur la commune (commerces, industries, etc) et leur vulnérabilité en regard des phénomènes redoutés ;
- aux activités sportives, de tourisme et de loisirs ;
- aux bâtiments sensibles ; il s'agit ici d'identifier tous les bâtiments abritant une population vulnérable ou dont le relogement dans l'urgence peut s'avérer délicat (tels que les centres hospitaliers, les maisons de retraite), voire de nature à accroître les conséquences du risque ; il s'agit également d'identifier les édifices susceptibles de recevoir un large public (écoles, hôtels, ...) ; bien entendu, l'objectif poursuivi est également de cerner leur vulnérabilité ;
- aux équipements publics dont le fonctionnement normal est susceptible d'être altéré par les phénomènes naturels redoutés : dispositifs d'alimentation en eau potable, d'assainissement, etc.



## ↳ La démographie

Effectif de la population		Solde	Dernière estimation
1990	1999	Total	2006
476	537	61	662

## ↳ L'urbanisation et l'habitat

- Au RGP de 1999, la commune de Mirepoix-sur-Tarn comptait 204 résidences principales, 25 résidences secondaires et 14 logements vacants.
- Les zones d'urbanisation regroupées se situent globalement en dehors des zones à risque.
- Quatre habitations localisées aux abords du Tarn, à l'Ouest du centre bourg mais en zone de continuité urbaine, sont situées dans la zone d'aléa faible à moyen. De même, à l'extrême amont de la commune, entre le Tarn et le Lauzat (en amont de la confluence), trois habitations sont à signaler en zone inondable du Tarn (aléa fort).
- Une habitation localisée aux abords du Tarn, à l'Ouest du centre bourg est située dans la zone d'aléa fort.
- Une habitation localisée aux abords du Tarn et du ruisseau "Lauzat", à l'Est du centre bourg est située dans la zone d'aléa fort.
- Par contre, la commune est en cours d'élaboration de son PLU. Dans celui-ci, une zone prévue urbanisable, à l'extrémité Ouest de la commune, se situe en zone d'aléa faible à (ponctuellement) moyen du Tarn.

**L'ensemble des enjeux restants se situe en dehors des zones à risque.**

**ANNEXE :**

**ARRETE DE PRESCRIPTION**

PRÉFECTURE DE LA RÉGION MIDI-PYRÉNÉES  
PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

**CABINET**

**SERVICE INTERMINISTÉRIEL REGIONAL  
DES AFFAIRES CIVILES ET ECONOMIQUES  
DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE**

Fax : 05.34.45.36.34  
Tél. : 05.34.45.36.56  
Affaire suivie par :  
M. BOUDIN

**ARRETE**

portant prescription du  
Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles  
pour la commune de MIREPOIX SUR TARN

2001 - P R E F . 3 1 / 0 0 0 1 6 5

**LE PRÉFET DE LA RÉGION MIDI PYRÉNÉES  
PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs,

Vu la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement,

Vu le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

Considérant la nécessité de délimiter les terrains sur lesquels l'occupation ou l'utilisation du sol doit être réglementée du fait de leur exposition au risque naturel prévisible d'inondation.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

L'établissement d'un plan de prévention du risque naturel prévisible d'inondation est prescrit pour la commune de MIREPOIX SUR TARN.

**ARTICLE 2 :**

Le périmètre mis à l'étude est déterminé par la zone représentée sur le plan annexé au présent arrêté.

**ARTICLE 3 :**

La Direction Départementale de l'Équipement est chargée d'instruire et d'élaborer le plan.

**ARTICLE 4 :**

Des ampliations du présent arrêté seront adressées :

- au maire de MIREPOIX SUR TARN,
- au Directeur Régional de l'Environnement de Midi-Pyrénées,
- au Directeur Départemental de l'Équipement de la Haute-Garonne,
- au Délégué aux Risques Majeurs du ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté ainsi que le plan qui lui est annexé, seront tenus à la disposition du public tous les jours ouvrables et aux heures habituelles d'ouverture des bureaux :

- 1 - à la mairie de MIREPOIX SUR TARN,
- 2 - à la préfecture du département de la Haute-Garonne,
- 3 - à la Direction Régionale de l'Environnement Midi-Pyrénées,
- 4 - à la Direction Départementale de l'Équipement de la Haute-Garonne.

**ARTICLE 5 :**

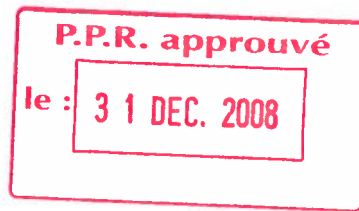
Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de MIREPOIX SUR TARN, le Directeur Régional de l'Environnement Midi-Pyrénées, le Directeur Départemental de l'Équipement et le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département de la Haute-Garonne.

Fait à TOULOUSE le 12 SEP. 2001

Le Préfet,



Hubert FOURNIER



Direction  
Départementale  
de l'Équipement

Haute-Garonne

Service Risques  
et Sécurité



# PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS D'INONDATION SUR LE BASSIN DE RISQUE DES COMMUNES DE BUZET-SUR-TARN, BESSIERES, MIREPOIX- SUR-TARN, LA MAGDELAINE, LAYRAC-SUR-TARN, VILLEMATIER, BONDIGOUX ET VILLEMUR-SUR-TARN

## VOLET 3

### ZONAGE REGLEMENTAIRE ET REGLEMENT COMMUNE DE MIREPOIX-SUR-TARN

DECEMBRE 2008 – V2  
N°3150016

## PREAMBULE

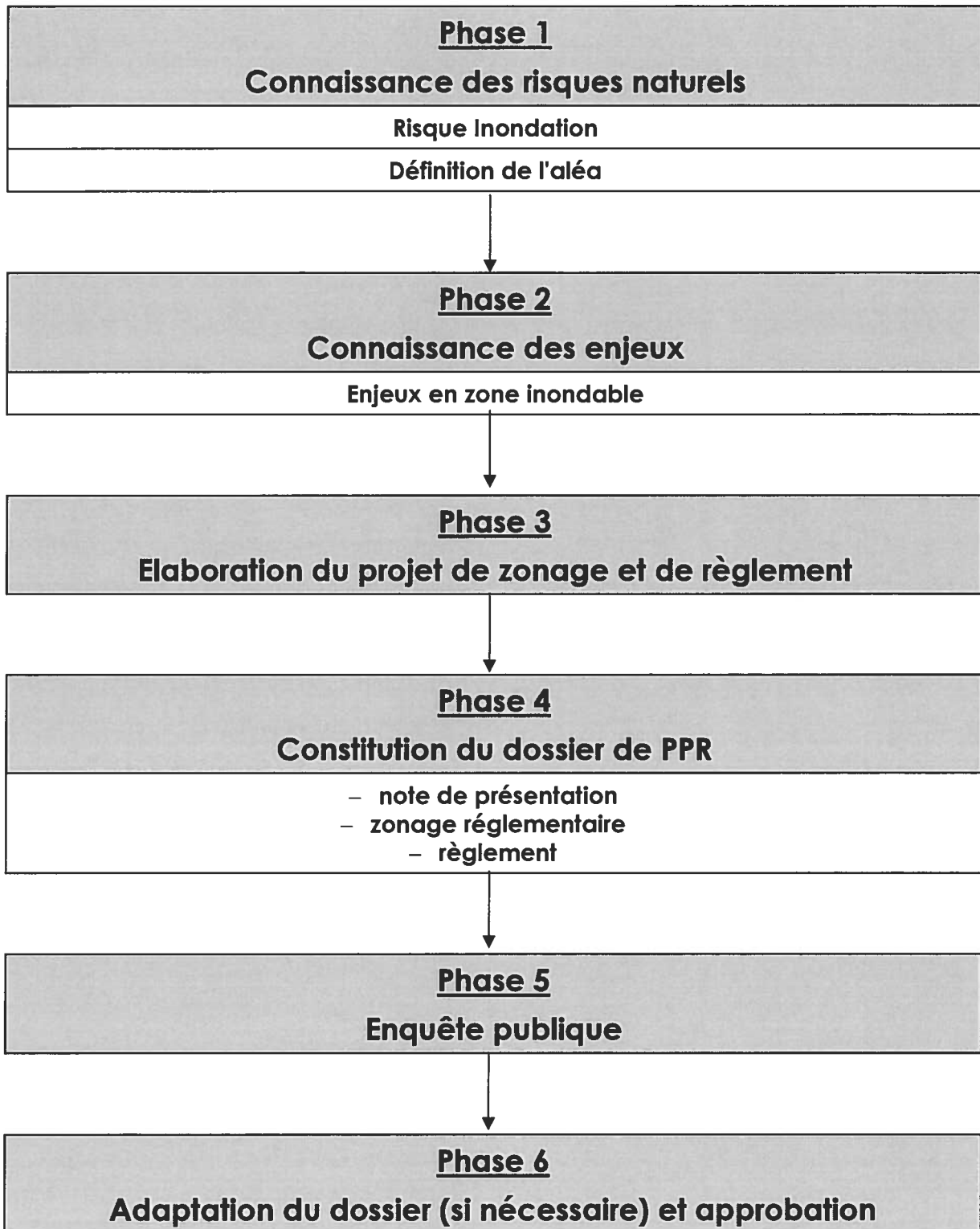
La loi du 2 février 1995, complétée par un décret du 5 octobre 1995 modifié par le décret 2005-03 du 5 janvier 2005, et reprise dans le Code de l'Environnement, a défini un outil réglementaire, le **Plan de Prévention des Risques** (dit "PPR"), qui a pour objet de délimiter les zones exposées aux risques naturels prévisibles et d'y interdire ou d'y réglementer les utilisations et occupations du sol.

En Haute-Garonne, et plus précisément dans le Nord du département, le risque inondation est le plus fréquent et le mieux connu, notamment en regard de l'événement majeur qu'a constitué la crue de 1930 sur le Tarn.

**Le 12 septembre 2001, le Préfet de Haute-Garonne a prescrit par arrêté l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques d'inondation sur le bassin de risque constitué par les communes de Bessières, Buzet-sur-Tarn, Bondigoux, La Magdelaine, Layrac-sur-Tarn, Mirepoix-sur-Tarn, Villematier, et Villemur-sur-Tarn.** Le périmètre mis à l'étude correspond aux territoires communaux affectés par ce risque.

La Direction Départementale de l'Équipement de la Haute-Garonne est chargée d'instruire le projet de Plan de Prévention des Risques dont les étapes d'élaboration sont synthétisées sur l'organigramme de la page suivante.

La Direction Départementale de l'Équipement a confié à SOGREAH la réalisation du projet de PPR qui fait l'objet du présent document.



**Une démarche concertée  
Un outil de gestion**

Conformément à l'article 3 du décret du 5 octobre 1995 modifié par le décret 2005-03 du 5 janvier 2005, relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, ce dossier est organisé autour des trois volets suivants :

- ↳ **Volet 1 : Note de présentation du bassin de risque**
- ↳ **Volet 2 : Note communale**
- ↳ **Volet 3 : Zonage réglementaire et Règlement**

Le présent document constitue le volet 3 relatif au zonage réglementaire et au règlement de la commune de Mirepoix-sur-Tarn.



# ZONAGE REGLEMENTAIRE

## SOMMAIRE DU ZONAGE

	Pages
<b>1. PRINCIPES GENERAUX.....</b>	<b>1</b>
<b>2. ZONAGE EN ZONE INONDABLE .....</b>	<b>1</b>
<b>3. ZONAGE ET CONCERTATION .....</b>	<b>3</b>
<b>4. LA CARTE DU ZONAGE.....</b>	<b>3</b>
<b>5. COTES DE REFERENCE.....</b>	<b>3</b>

### ELEMENTS GRAPHIQUES (Hors rapport)

- Carte du zonage réglementaire

## 1. PRINCIPES GENERAUX

Le zonage et le règlement associé constituent in fine le cœur et le fondement du PPR en traduisant une logique de réglementation qui permet de distinguer, en fonction de la nature et de l'intensité du phénomène d'une part (aléas), et des enjeux exposés d'autre part, des zones de disposition réglementaire homogènes.

De façon pratique, cette différenciation est réalisée en distinguant des zones de différentes couleurs pour le risque inondation. Les principes correspondants sont explicités ci-après.

## 2. ZONAGE EN ZONE INONDABLE

Le zonage réalisé traduit les différents objectifs du PPR :

- amélioration de la sécurité des personnes exposées ;
- limitation des dommages aux biens et activités exposés ;
- gestion globale du bassin versant en préservant les zones naturelles de stockage et le libre écoulement des eaux, ceci pour éviter l'aggravation des dommages en amont et en aval ;
- l'information des populations situées dans les zones à risque.

Il repose sur la distinction de quatre zones réglementées dites rouge, jaune, violette et bleue, la zone restante étant qualifiée de blanche.

### ↳ La zone rouge

- La zone rouge comprend les zones d'aléa fort, c'est-à-dire les plus exposées au risque inondation, en dehors des centres urbains et leur continuité.
- Sur cette zone, les principes appliqués relèvent de l'interdiction ou du contrôle strict de l'extension de l'urbanisation avec pour objectifs :
  - la sécurité des populations ;
  - la préservation du rôle déterminant de ces champs d'expansion des crues (zones naturelles ou zones d'urbanisation peu denses) par limitation stricte de toute occupation ou utilisation du sol susceptible de faire obstacle à l'écoulement des eaux ou de restreindre le volume de stockage de la crue.

### ↳ La zone Jaune

- La zone jaune comprend les zones d'aléa faible à moyen et la zone hydrogéomorphologique potentiellement inondable constituant des champs d'expansion des crues et correspondant à des secteurs non urbanisés ou des secteurs à habitat isolé.
- Sur cette zone, les principes appliqués relèvent de l'interdiction ou du contrôle strict de l'extension de l'urbanisation avec pour objectifs la préservation du rôle des champs d'expansions des crues par limitation stricte de toute occupation ou utilisation du sol susceptible de faire obstacle à l'écoulement des eaux ou de restreindre le volume de stockage de la crue, hormis dans le cas des bâtiments destinés à l'activité agricole.

### ↳ La zone violette

- La zone violette est une zone où l'intensité du risque reste forte (aléa fort) mais qui s'inscrit dans une logique de centre urbain, caractérisé par une occupation du sol importante, la continuité du bâti et la mixité des usages entre logements, commerces et services.
- Sur cette zone, les principes appliqués relèvent globalement de l'interdiction et du contrôle strict de l'urbanisation en vue d'assurer la sécurité des personnes.

### ↳ La zone bleue

- La zone bleue est une zone où l'intensité du risque est faible à moyen et correspondant à des secteurs urbanisés denses (y compris centre urbain) ou peu denses ainsi qu'à des secteurs où les acteurs locaux ont identifié des enjeux en matière de gestion et de développement du territoire.
- Sur cette zone, la possibilité de construction nouvelle peut être envisagée. La mise en œuvre d'un ensemble de réglementations a pour objectif de prévenir le risque et réduire ses conséquences.

### ↳ La zone blanche

- La zone blanche correspond aux secteurs où, **en l'état actuel de la connaissance des phénomènes naturels**, le risque inondation n'est pas avéré ou redouté en regard de l'événement de référence.
- Sur cette zone aucune prescription réglementaire n'est applicable au titre du présent PPR (et donc en dehors de celles existantes par ailleurs) ; toutefois, et en particulier au niveau des parcelles voisines de celles soumises à un risque inondation, il est conseillé de suivre, lorsque cela est possible, les dispositions et recommandations consignées dans le règlement et applicables aux autres zones.

### **3. ZONAGE ET CONCERTATION**

Comme toutes les phases d'élaboration du PPR, le zonage a été réalisé dans un souci de concertation étroite avec les acteurs locaux et en particulier les élus de la commune.

Cette concertation avait pour but, le cas échéant, de prendre connaissance et d'examiner tel ou tel point particulier en regard d'une part des aléas et d'autre part des enjeux concernés, actuels ou à venir.

### **4. LA CARTE DU ZONAGE**

La carte définissant le zonage adopté sur la commune de Mirepoix-sur-Tarn est jointe ci-après.

### **5. COTES DE REFERENCE**

De nombreuses prescriptions réglementaires renvoient, dans le cadre du risque inondation, à des cotes de référence, c'est-à-dire aux niveaux d'écoulement associés à l'événement de référence sur le cours d'eau considéré.

Les cotes de référence sont donc portées sur le plan du zonage réglementaire ; elles fournissent le long d'un cours d'eau donné les isocotes, c'est-à-dire les "lignes" de même cote d'écoulement, rattachées au système de nivellement général de la France (NGF).

# REGLEMENT

---

## SOMMAIRE

Page

<b>1.PREAMBULE.....</b>	<b>3</b>
<b>2.PORTÉE DU REGLEMENT ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>3</b>
<b>2.1. Champ d'application.....</b>	<b>3</b>
<b>2.2. Effets du PPR.....</b>	<b>4</b>
<b>3.DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LES DIFFÉRENTES ZONES DU PPR.....</b>	<b>4</b>
<b>ZONE ROUGE.....</b>	<b>5</b>
<b>1. GÉNÉRALITÉS.....</b>	<b>5</b>
<b>2. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES.....</b>	<b>5</b>
<b>3. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À PRESCRIPTIONS.....</b>	<b>5</b>
<b>3.1. Aménagements, infrastructures.....</b>	<b>6</b>
<b>3.2. Constructions nouvelles.....</b>	<b>7</b>
<b>3.3. Constructions existantes.....</b>	<b>8</b>
<b>3.4. Utilisations des sols.....</b>	<b>11</b>
<b>ZONE VIOLETTE.....</b>	<b>12</b>
<b>1. GÉNÉRALITÉS.....</b>	<b>12</b>
<b>2. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES.....</b>	<b>12</b>
<b>3. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À PRESCRIPTIONS.....</b>	<b>12</b>
<b>3.1. Aménagements, infrastructures.....</b>	<b>13</b>
<b>3.2. Constructions nouvelles.....</b>	<b>13</b>
<b>3.3. Constructions existantes.....</b>	<b>14</b>
<b>3.4. Utilisations des sols.....</b>	<b>17</b>
<b>ZONE JAUNE.....</b>	<b>18</b>
<b>1. GÉNÉRALITÉS.....</b>	<b>18</b>

---

<b>2. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES.....</b>	<b>18</b>
<b>3. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À PRESCRIPTIONS.....</b>	<b>18</b>
<b>3.1. Aménagements, infrastructures.....</b>	<b>19</b>
<b>3.2. Constructions nouvelles.....</b>	<b>19</b>
<b>3.3. Constructions existantes.....</b>	<b>21</b>
<b>3.4. Utilisations des sols.....</b>	<b>23</b>
<b>ZONE BLEUE.....</b>	<b>25</b>
<b>1. GÉNÉRALITÉS.....</b>	<b>25</b>
<b>2. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES.....</b>	<b>25</b>
<b>3. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À PRESCRIPTIONS.....</b>	<b>25</b>
<b>3.1. Aménagements, infrastructures.....</b>	<b>26</b>
<b>3.2. Constructions nouvelles.....</b>	<b>26</b>
<b>3.3. Constructions existantes.....</b>	<b>28</b>
<b>3.4. Utilisations des sols.....</b>	<b>30</b>
<b>AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE.....</b>	<b>31</b>
<b>STATIONS D'EPURATION.....</b>	<b>32</b>
<b>4. MESURES DE PRÉVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE.....</b>	<b>33</b>
<b>4.1. Organisation des secours.....</b>	<b>33</b>
<b>4.2. Pour les établissements sensibles existants en zone inondable.....</b>	<b>33</b>
<b>4.3. Pour les biens et pour les activités existantes en zone inondable.....</b>	<b>34</b>
<b>4.4. Recommandations pour les biens et pour les activités existantes en zone inondable.....</b>	<b>34</b>
<b>4.5. Prescriptions pour les constructions et installations nouvelles en zone inondable.....</b>	<b>36</b>
<b>4.6. Pour les réseaux publics en zone inondable.....</b>	<b>37</b>
<b>4.7. Information préventive.....</b>	<b>37</b>
<b>5. ANNEXES.....</b>	<b>37</b>



---

## 1. PREAMBULE

Le Plan de Prévention des Risques est conforme :

Au Code de l'Environnement, notamment la Loi sur l'eau,

Au code rural,

Au code de la santé publique,

Au code de la route,

Au code de la voirie routière.

## 2. PORTÉE DU REGLEMENT ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 2.1. *Champ d'application*

Le présent règlement s'applique à la commune de MIREPOIX-SUR-TARN. Il détermine les mesures de prévention à mettre en œuvre pour le risque inondation, seul risque naturel prévisible pris en compte sur cette commune.

En application de l'article L 562-1 du Code de l'Environnement, le territoire inclus dans le périmètre du PPR a été divisé en plusieurs zones en fonction du degré d'exposition au phénomène d'inondation (aléa) et de la vulnérabilité liée aux dommages prévisibles en fonction de l'occupation des sols (enjeux). Ces zones sont les suivantes :

- **une zone ROUGE**, caractérisant des zones non urbanisées soumises à un aléa fort d'inondation du Tarn ou d'un de ses affluents étudiés dans ce dossier. Cette zone est vouée à l'expansion des crues en vue notamment de ne pas aggraver les phénomènes d'inondation en aval, d'autant qu'il est aussi nécessaire de ne pas augmenter les enjeux exposés compte tenu du niveau d'aléa.
- **une zone VIOLETTE**, caractérisant le centre urbain et/ou un secteur urbanisé dense avec continuité du bâti, soumis à un aléa fort d'inondation. Dans cette zone, il convient de ne pas augmenter les enjeux exposés compte tenu du niveau d'aléa.
- **une zone JAUNE**, correspondant à des zones non urbanisées ou à urbanisation diffuse soumises à des aléas faible et moyen. Cette zone est vouée à l'expansion des crues et doit être préservée à ce titre afin de ne pas aggraver les risques.
- **une zone BLEUE**, caractérisant le centre urbain et/ou un secteur urbanisé dense avec continuité du bâti, soumis vis-à-vis du risque d'inondation à des aléas faible ou moyen. Dans cette zone, des constructions nouvelles sont possibles sous réserve de respecter des prescriptions techniques visant à prévenir les risques et à en réduire les conséquences.

En application de l'article 3 du décret n°95-1089 du 5 octobre 1995 modifié par décret n°2005-03 du 5 janvier 2005, le présent règlement fixe les dispositions applicables aux biens et activités existants, ainsi qu'à l'implantation de toutes constructions et installations, à l'exécution de tous travaux et à l'exercice de toutes activités, sans préjudice de l'application des autres législations ou réglementations en vigueur.

---

## **2.2. Effets du PPR**

Le PPR vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé au P.O.S ou P.L.U. en vigueur, s'il existe ou carte communale, conformément à l'article L126-1 du Code de l'Urbanisme (art. 40-4 de la loi n°87-565 du 22 juillet 1987 issu de l'article 16 de la loi modificative n°95-101 du 2 février 1995, titre II, chap. II).

Les mesures de prévention fixées par le présent règlement sont définies et mises en oeuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visées. Elles sont destinées à assurer la sécurité des personnes, limiter les dommages de biens et activités existants, à éviter un accroissement des dommages dans le futur et à assurer le libre écoulement des eaux et la conservation des champs d'expansion des crues. Conformément à l'article L 562-5 du Code de l'Environnement, le non-respect des mesures rendues obligatoires est passible des peines prévues à l'article L 480-4 du Code de l'Urbanisme.

Selon les dispositions de l'article L 125-6 du Code des Assurances, l'obligation de garantie de l'assuré contre les effets des catastrophes naturelles prévue à l'article L 125-2 du même code ne s'impose pas aux entreprises d'assurance à l'égard des biens immobiliers construits en violation des règles prescrites. Toutefois, cette dérogation ne peut intervenir que lors de la conclusion initiale ou du renouvellement du contrat d'assurance.

## **3. DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LES DIFFÉRENTES ZONES DU PPR**

Les dispositions règlementaires applicables au titre du présent PPR inondation pour chacune des zones précédemment listées sont regroupées dans ce qui suit, et énoncées zone par zone.

Elles sont suivies des dispositions applicables aux stations d'épuration, valables pour toutes les zones, ainsi que par les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde liées au PPR inondation.

Finalement, les annexes 1, 2 et 3 au règlement présentent respectivement :

- la liste (non exhaustive) des produits et matières dangereux ou flottants ;
- des éléments de terminologie et de définitions (glossaire) ;
- des schémas explicatifs de certaines notions intervenant dans le règlement.

# ZONE ROUGE

## REGLEMENT

Type de zone : Risque inondation hors zone urbanisée – Aléa Fort

### 1. GÉNÉRALITÉS

La zone porte sur les zones hors du centre urbain et de continuité urbaine, et sur les zones vierges de construction qu'il convient de conserver comme telles pour au moins l'une des raisons suivantes :

- Ces zones sont mobilisées régulièrement et se trouvent exposées à des aléas d'inondation forts en raison de l'intensité des paramètres physiques (hauteur d'eau, vitesse du courant) et ce dès les petits épisodes de crue ;
- Elles sont mobilisées pour les fortes crues selon des aléas d'inondation forts ;
- Elles constituent autant de possibilité d'écoulement pour le retour des eaux au lit de la rivière.

### 2. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

#### Sont interdits :

- Le stockage de matières dangereuses ou de produits flottants tels que ceux figurant dans la liste annexée au règlement sauf si le site de stockage est placé hors d'eau et muni d'un dispositif empêchant leur entraînement par les eaux.
- Les décharges d'ordures ménagères, déchets industriels et produits toxiques.
- Toutes implantations nouvelles d'établissements ou d'activités ayant vocation à héberger ou à accueillir à titre temporaire ou permanent un nombre important de personnes ou de personnes vulnérables, notamment les hôpitaux, hôtels, écoles, crèches, maisons de retraite, centre d'accueil de personnes à mobilité réduite.
- Toutes implantations nouvelles de constructions nécessaires au bon fonctionnement des secours (pompiers, gendarmerie, PC de coordination de crise, ...).
- La création de sous-sols
- La réalisation de remblais (autres que ceux strictement nécessaires à la mise en œuvre des aménagements autorisés ci-après).
- L'implantation de terrain de camping, de caravaning ou de parc résidentiel de loisirs, ainsi que leur extension sauf si réduction du nombre d'emplacements ou déplacement d'emplacements ou d'équipements vers des zones de moindre aléa
- Toutes occupations, constructions (y compris les constructions nouvelles à usage d'habitation), travaux, dépôts, installations et activités de quelque nature qu'il soit à l'exclusion de celles visées ci-après, soumises à prescriptions.

### 3. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À PRESCRIPTIONS

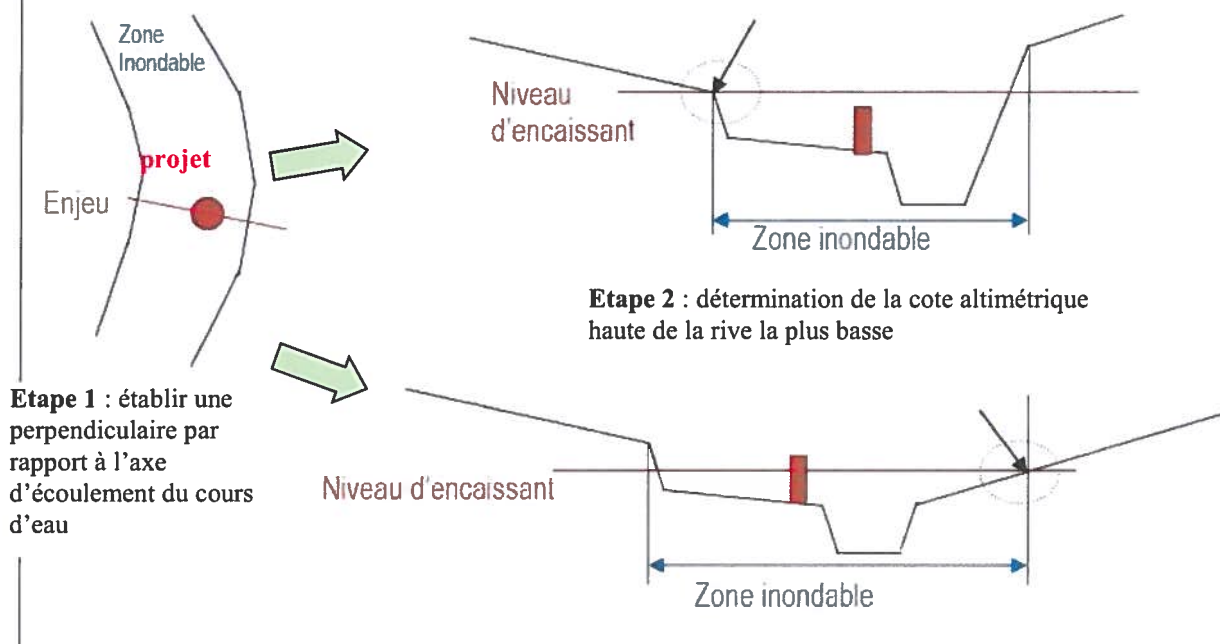
**Les occupations et utilisations du sol suivantes sont, par dérogation à la règle commune, autorisables, à conditions :**

- qu'elles n'aggravent pas les risques,
- qu'elles n'en provoquent pas de nouveaux,

- qu'elles ne présentent qu'une vulnérabilité restreinte,
- qu'elles respectent les principes de prévention et de sauvegarde des biens et des personnes,
- qu'elles respectent les prescriptions figurant à la rubrique « PRESCRIPTIONS » ci-dessous.

**NB : Dans les zones inondables d'affluents du Tarn, en l'absence de cote PHEC on appliquera une cote haute dite d'encaissant.**

Cette cote d'encaissant est définie comme la cote altimétrique haute de la limite de la zone inondable de la rive la plus basse. Elle est définie en positionnant le projet sur une perpendiculaire à l'axe d'écoulement du cours d'eau comme illustré dans les deux cas de figure suivant :



### 3.1. Aménagements, infrastructures

	Sont autorisés	sous réserve du respect des prescriptions suivantes
<b>3.1.1</b>	Les ouvrages de protection.	Ne pas aggraver les risques par ailleurs.
<b>3.1.2</b>	Les travaux et aménagements hydrauliques destinés à réduire les conséquences du risque d'inondation y compris les ouvrages et les travaux visant à améliorer l'écoulement des eaux et la régulation des flux.	Ne pas aggraver les risques par ailleurs. prendre les dispositions appropriées aux risques créés par ces travaux. Avertir le public par une signalisation efficace.
<b>3.1.3</b>	Les travaux d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics, y compris les voiries nouvelles.	Ne pas aggraver les risques par ailleurs. prendre les dispositions appropriées aux risques créés par ces travaux. Avertir le public par une signalisation efficace.

<b>3.1.4</b>	Les équipements techniques de services publics (ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation d'eau potable, d'assainissement, de télécommunication,...)	Ne pas aggraver les risques par ailleurs. Placer les équipements vulnérables ou sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.
<b>3.1.5</b>	Les ouvrages destinés à assurer le franchissement des cours d'eau par les voies de communication.	Dimensionner ces ouvrages pour permettre le transit des débits correspondant au moins à la plus grosse crue connue.
<b>3.1.6</b>	Les ouvrages liés à la voie d'eau (prises d'eau, passes, micro-centrales, constructions ou installations liées aux loisirs nautiques,...).	Restreindre la vulnérabilité. Ne pas aggraver les risques. Placer les équipements vulnérables ou sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.

### **3.2. Constructions nouvelles**

	<b>Sont autorisées</b>	<b>sous réserve du respect des prescriptions suivantes</b>
<b>3.2.1</b>	La construction ou l'aménagement d'accès de sécurité extérieurs (plates-formes, voiries, escaliers, passages hors d'eau, etc.) pour les bâtiments destinés à recevoir du public.	Permettre l'évacuation des personnes (valides, handicapées ou brancardées), de façon autonome ou avec l'aide des secours.
<b>3.2.2</b>	La construction d'abris légers annexes de bâtiments d'habitation existants (abri de jardin, etc.) ou de garage particulier	Limiter l'emprise au sol à 20m <sup>2</sup> . Ne pas faire l'objet d'une habitation. Placer les équipements sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité. Situer dans l'ombre hydraulique du bâtiment existant. N'autoriser qu'une seule construction de ce type par unité foncière à compter de l'approbation du PPR.
<b>3.2.3</b>	Les équipements de loisirs et les locaux techniques ou sanitaires nouveaux ou complétant des activités existantes (terrain de sport, vestiaire, tribune,...) ou de l'habitat existant (piscine de particuliers).	Ne pas occuper en permanence. Situer le plancher au-dessus des PHEC (sauf impossibilité fonctionnelle) Placer les équipements sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité. Implanter dans le sens d'écoulement des eaux.
<b>3.2.4</b>	Les constructions et installations directement liées à la pratique du jardinage à caractère familial ou ouvrier	Limiter l'emprise au sol à 10 m <sup>2</sup> par parcelle d'usage.

<b>3.2.5</b>	Les serres tunnels (parois en film plastique) ou toutes serres à structure démontable.	Permettre la transparence hydraulique (cotés relevables). Implanter dans le sens d'écoulement des eaux Placer les équipements techniques au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.
<b>3.2.6</b>	La construction de piscines.	Positionner les margelles au niveau du terrain naturel Indiquer la position de l'ouvrage par un marquage visible au dessus des PHEC. Placer les équipements techniques au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.
<b>3.2.7</b>	Les nouvelles clôtures.	Permettre la transparence hydraulique.

### **3.3. Constructions existantes**

	<b>Sont autorisées</b>	<b>sous réserve du respect des prescriptions suivantes</b>
<b>3.3.1</b>	Les travaux usuels d'entretien, de réparation et de gestion courants des bâtiments existants implantés avant l'approbation du PPR (traitement des façades, réfection des toitures,...).	Ne pas aggraver les risques. Ne pas augmenter la population exposée par création de logements supplémentaires. Ne pas augmenter l'emprise au sol du bâtiment.
<b>3.3.2</b>	La reconstruction sur une emprise au sol équivalente ou inférieure, de tout édifice détruit par un sinistre autre que l'inondation	Reconstruire au-dessus des PHEC. Ne pas augmenter la population exposée par création de logements supplémentaires. Implanter dans le sens d'écoulement des eaux.
<b>3.3.3</b>	La démolition - reconstruction de bâtiment pour cause de mise aux normes ou modernisation (à l'exception des établissements de soin, santé et enseignement).	Reconstruire au-dessus des PHEC sur une emprise au sol équivalente ou inférieure. Ne pas augmenter la population exposée par création de logements supplémentaires. Implanter dans le sens d'écoulement des eaux. Implanter au même endroit ou dans une zone de moindre risque tout en n'augmentant pas la vulnérabilité d'autres sites ou bâtiments (une étude d'ensemble et des justifications sur l'impossibilité de localiser le bâtiment hors zone à risque devront être fournies pour le démontrer).
<b>3.3.4</b>	L'extension limitée des habitations existantes	Limiter l'emprise au sol à 20m <sup>2</sup> . Situer le premier plancher au-dessus des PHEC (si impossibilité fonctionnelle, l'extension sera autorisée si niveau refuge d'au moins 20m <sup>2</sup> SHON). Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante. Autoriser l'extension une seule fois.

<b>3.3.5</b>	L'extension limitée des constructions annexes d'habitation (abris de jardins, garages, ...).	<p>Limiter l'emprise au sol à 20m<sup>2</sup>.</p> <p>Planter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.</p> <p>Autoriser l'extension une seule fois.</p>
<b>3.3.6</b>	Les travaux de démolition de construction	<p>Ne pas augmenter la vulnérabilité d'autres sites ou bâtiments (une étude d'ensemble devra être fournie pour le démontrer).</p>
<b>3.3.7</b>	L'extension mesurée et attenante des bâtiments ayant vocation à héberger ou à accueillir, à titre temporaire ou permanent, un nombre important de personnes (enseignement, soin, santé).	<p>Ne pas augmenter la capacité d'accueil ou d'hébergement de ces établissements.</p> <p>Situer le premier plancher et les équipements sensibles au-dessus des PHEC.</p> <p>Limiter l'augmentation de l'emprise au sol à 20% du bâtiment existant.</p> <p>Planter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.</p> <p>Autoriser l'extension une seule fois.</p> <p>Mettre en œuvre un plan de secours.</p>
<b>3.3.8</b>	L'extension mesurée et attenante des établissements recevant du public et des bâtiments à usage artisanal, commercial ou industriel.	<p>Situer le premier plancher et les équipements sensibles au-dessus des PHEC.</p> <p>Ne pas augmenter l'emprise au sol de plus de 20% du bâtiment existant, dans la limite du tiers de la superficie totale de la parcelle.</p> <p>Planter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.</p> <p>Ne pas augmenter la population exposée par création d'hébergement temporaire ou permanent.</p>
<b>3.3.9</b>	L'extension mesurée et attenante des bâtiments de sport et de loisirs.	<p>Situer le premier plancher au-dessus des PHEC (sauf impossibilité fonctionnelle et présence d'un niveau refuge).</p> <p>Situer les équipements sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.</p> <p>Ne pas augmenter l'emprise au sol de plus de 20% du bâtiment existant, dans la limite du tiers de la superficie totale de la parcelle.</p> <p>Planter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.</p> <p>Ne pas augmenter la population exposée par création d'hébergement temporaire ou permanent.</p>
<b>3.3.10</b>	L'extension mesurée et attenante de bâtiments à usage agricole.	<p>Ne pas augmenter l'emprise au sol de plus de 20% du bâtiment existant, dans la limite du tiers de la superficie totale de la parcelle.</p> <p>Planter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.</p> <p>Placer les produits polluants au-dessus des PHEC.</p> <p>Placer les équipements sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.</p> <p>Ne pas augmenter la population exposée par création d'hébergement temporaire ou permanent.</p>

<b>3.3.11</b>	L'extension des constructions existantes pour réaliser des locaux sanitaires ou techniques lorsque cette extension répond à une mise en conformité avec des normes en vigueur.	Situer le premier plancher au-dessus des PHEC (sauf impossibilité fonctionnelle et présence d'un niveau refuge). Situer les équipements sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité. Ne pas augmenter l'emprise au sol de plus de 20% du bâtiment existant, dans la limite du tiers de la superficie totale de la parcelle. Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.
<b>3.3.12</b>	L'extension des constructions techniques d'intérêt général (station de pompage, transformateur électrique, ...) , lorsque le projet nécessite la proximité immédiate des installations initiales qui ne peuvent être déplacées pour des motifs d'ordre technique.	Situer le premier plancher et les équipements sensibles au-dessus des PHEC. Ne pas augmenter l'emprise au sol de plus de 20% du bâtiment existant, dans la limite du tiers de la superficie totale de la parcelle. Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.
<b>3.3.13</b>	La surélévation des constructions existantes permettant de réduire leur vulnérabilité.	Ne pas augmenter la population exposée par création de logements supplémentaires.
<b>3.3.14</b>	Le changement de destination et les aménagements internes des constructions existantes ne conduisant pas vers un établissement sensible.	Ne pas augmenter la population exposée par création de logements supplémentaires. Situer le premier plancher au-dessus des PHEC (sauf impossibilité fonctionnelle et présence d'un niveau refuge). Ne pas augmenter l'emprise au sol et la vulnérabilité de la construction.



### 3.4. Utilisations des sols

	<b>Sont autorisées</b>	<b>sous réserve du respect des prescriptions suivantes</b>
<b>3.4.1</b>	L'aménagement de places de stationnement collectif de type public ou privé	Indiquer l'inondabilité de façon visible pour tout utilisateur. Prévoir un système d'interdiction de l'accès et d'évacuation rapide de tous les véhicules en cas d'annonce de crue. Ne pas nuire à l'écoulement ni au stockage des eaux. Garder les surfaces perméables.
<b>3.4.2</b>	L'aménagement de parcs, de jardins, de terrains de sports ou de loisirs (y compris les locaux indispensables tels que vestiaires, sanitaires, buvettes, etc.)	Ne pas nuire à l'écoulement ni au stockage des eaux. Ne pas faire l'objet d'un hébergement temporaire ou permanent.
<b>3.4.3</b>	Les plantations d'arbres à haute tige, espacé de plus de 4 m	Élaguer régulièrement jusqu'à la hauteur de référence. Utiliser des essences à feuilles caduques et à enracinement non superficiel.
<b>3.4.4</b>	Les activités et utilisations agricoles traditionnelles telles que pacages, prairies de fauche, cultures, etc.	Ne pas aggraver les risques.
<b>3.4.5</b>	L'exploitation forestière est autorisée	Ne pas aggraver les risques, y compris du fait des modes de débardage utilisés.
<b>3.4.6</b>	Les réseaux d'irrigation et de drainage.	Ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux. Installer du matériel démontable.
<b>3.4.7</b>	L'exploitation et l'ouverture des gravières, ainsi que les stockages de matériaux associés	Démontrer l'absence d'impact négatif mesurable par une étude hydraulique. définir les mesures compensatoires nécessaires. Respecter les réglementations relatives aux installations classées et aux travaux soumis à autorisation ou déclaration au titre de la loi sur l'eau.

# ZONE VIOLETTE

## REGLEMENT

Type de zone : Risque inondation en zone urbanisée – Aléa Fort

### 1. GÉNÉRALITÉS

La zone porte sur les centres urbains et les zones de continuité urbaine où il convient de limiter les nouvelles implantations humaines car elles sont exposées à des aléas forts en raison de l'intensité des paramètres physiques (hauteur d'eau, vitesse du courant).

### 2. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits :

- Le stockage de matières dangereuses ou de produits flottants tels que ceux figurant dans la liste annexée au règlement sauf si le site de stockage est placé hors d'eau et muni d'un dispositif empêchant leur entraînement par les eaux.
- Les décharges d'ordures ménagères, déchets industriels et produits toxiques.
- Toutes implantations nouvelles d'établissements ou d'activités ayant vocation à héberger ou à accueillir à titre temporaire ou permanent un nombre important de personnes ou de personnes vulnérables, notamment les hôpitaux, hôtels, écoles, crèches, maisons de retraite, centre d'accueil de personnes à mobilité réduite.
- Toutes implantations nouvelles de constructions nécessaires au bon fonctionnement des secours (pompiers, gendarmerie, PC de coordination de crise, ...).
- La création de sous-sols
- La réalisation de remblais (autres que ceux strictement nécessaires à la mise en œuvre des aménagements autorisés ci-après).
- L'implantation de terrain de camping, de caravaning ou de parc résidentiel de loisirs, ainsi que leur extension sauf si réduction du nombre d'emplacement ou déplacement d'emplacements ou d'équipements vers des zones de moindre aléa
- Toutes occupations, constructions (y compris les constructions nouvelles à usage d'habitation), travaux, dépôts, installations et activités de quelque nature qu'il soit à l'exclusion de celles visées ci-après, soumises à prescriptions.

### 3. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À PRESCRIPTIONS

Les occupations et utilisations du sol suivantes sont, par dérogation à la règle commune, autorisables, à conditions :

- qu'elles n'aggravent pas les risques,
- qu'elles n'en provoquent pas de nouveaux,
- qu'elles ne présentent qu'une vulnérabilité restreinte,
- qu'elles respectent les principes de prévention et de sauvegarde des biens et des personnes,
- qu'elles respectent les prescriptions figurant à la rubrique « PRESCRIPTIONS » ci-dessous.

### 3.1. Aménagements, infrastructures

	Sont autorisés	sous réserve du respect des prescriptions suivantes
3.1.1	Les ouvrages de protection.	Ne pas aggraver les risques par ailleurs.
3.1.2	Les travaux et aménagements hydrauliques destinés à réduire les conséquences du risque d'inondation y compris les ouvrages et les travaux visant à améliorer l'écoulement des eaux et la régulation des flux.	Ne pas aggraver les risques par ailleurs. prendre les dispositions appropriées aux risques créés par ces travaux. Avertir le public par une signalisation efficace.
3.1.3	Les travaux d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics, y compris les voiries nouvelles.	Ne pas aggraver les risques par ailleurs. prendre les dispositions appropriées aux risques créés par ces travaux. Avertir le public par une signalisation efficace.
3.1.4	Les équipements techniques de services publics (ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation d'eau potable, d'assainissement, de télécommunication,...)	Ne pas aggraver les risques par ailleurs. Placer les équipements vulnérables ou sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.
3.1.5	Les ouvrages destinés à assurer le franchissement des cours d'eau par les voies de communication.	Dimensionner ces ouvrages pour permettre le transit des débits correspondant au moins à la plus grosse crue connue.
3.1.6	Les ouvrages liés à la voie d'eau (prises d'eau, passes, micro-centrales, constructions ou installations liées aux loisirs nautiques,...).	Restreindre la vulnérabilité. Ne pas aggraver les risques. Placer les équipements vulnérables ou sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.

### 3.2. Constructions nouvelles

	Sont autorisées	sous réserve du respect des prescriptions suivantes
3.2.1	Les constructions nouvelles à usage d'habitation par exception à la règle, situations particulières constituant des dents creuses (annexe 2),	Situer le premier plancher au-dessus des PHEC. Implanter dans le sens d'écoulement des eaux.
3.2.2	La construction ou l'aménagement d'accès de sécurité extérieurs (plates-formes, voiries, escaliers, passages hors d'eau, etc.) pour les bâtiments destinés à recevoir du public.	Permettre l'évacuation des personnes (valides, handicapées ou brancardées), de façon autonome ou avec l'aide des secours.

<b>3.2.3</b>	La construction d'abris légers annexes de bâtiments d'habitation existants (abri de jardin, etc.) ou de garage particulier	<p>Limiter l'emprise au sol à 20m<sup>2</sup>.  Ne pas faire l'objet d'une habitation.  Placer les équipements sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.  Situer dans l'ombre hydraulique du bâtiment existant.  N'autoriser qu'une seule construction de ce type par unité foncière à compter de l'approbation du PPR.</p>
<b>3.2.4</b>	Les équipements de loisirs et les locaux techniques ou sanitaires, nouveaux ou complétant des activités existantes (terrain de sport, vestiaire, tribune,...) ou de l'habitat existant (piscine de particuliers).	<p>Ne pas occuper en permanence.  Situer le plancher au-dessus des PHEC (sauf impossibilité fonctionnelle)  Placer les équipements sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.  Planter dans le sens d'écoulement des eaux.</p>
<b>3.2.5</b>	Les constructions et installations directement liées à la pratique du jardinage à caractère familial ou ouvrier	<p>Limiter l'emprise au sol à 10 m<sup>2</sup> par parcelle d'usage.</p>
<b>3.2.6</b>	Les serres tunnels (parois en film plastique) ou toutes serres à structure démontable.	<p>Permettre la transparence hydraulique (cotés relevables).  Planter dans le sens d'écoulement des eaux  Placer les équipements techniques au-dessus des PHEC.</p>
<b>3.2.7</b>	La construction de piscines.	<p>Positionner les margelles au niveau du terrain naturel  Indiquer la position de l'ouvrage par un marquage visible au dessus des PHEC.</p>
<b>3.2.8</b>	Les nouvelles clôtures.	<p>Permettre la transparence hydraulique.</p>

### **3.3. Constructions existantes**

	<b>Sont autorisées</b>	<b>sous réserve du respect des prescriptions suivantes</b>
<b>3.3.1</b>	Les travaux usuels d'entretien, de réparation et de gestion courants des bâtiments existants implantés avant l'approbation du PPR (traitement des façades, réfection des toitures,...).	<p>Ne pas aggraver les risques.  Ne pas augmenter la population exposée par création de logements supplémentaires.  Ne pas augmenter l'emprise au sol du bâtiment.</p>
<b>3.3.2</b>	La reconstruction sur une emprise au sol équivalente ou inférieure, de tout édifice détruit par un sinistre autre que l'inondation	<p>Reconstruire au-dessus des PHEC.  Ne pas augmenter la population exposée par création de logements supplémentaires.  Planter dans le sens d'écoulement des eaux.</p>

<b>3.3.3</b>	La démolition - reconstruction de bâtiment pour cause de mise aux normes ou modernisation (à l'exception des établissements de soin, santé et enseignement).	Reconstruire au-dessus des PHEC sur une emprise au sol équivalente ou inférieure. Ne pas augmenter la population exposée par création de logements supplémentaires. Implanter dans le sens d'écoulement des eaux. Implanter au même endroit ou dans une zone de moindre risque tout en n'augmentant pas la vulnérabilité d'autres sites ou bâtiments (une étude d'ensemble et des justifications sur l'impossibilité de localiser le bâtiment hors zone à risque devront être fournies pour le démontrer).
<b>3.3.4</b>	L'extension limitée des habitations existantes	Limiter l'emprise au sol à 20m <sup>2</sup> . Situer le premier plancher au-dessus des PHEC (si impossibilité fonctionnelle, l'extension sera autorisée si niveau refuge d'au moins 20m <sup>2</sup> SHON). Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante. Autoriser l'extension une seule fois.
<b>3.3.5</b>	L'extension limitée des constructions annexes d'habitation (abris de jardins, garages, ...).	Limiter l'emprise au sol à 20m <sup>2</sup> . Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante. Autoriser l'extension une seule fois.
<b>3.3.6</b>	Les travaux de démolition de construction	Ne pas augmenter la vulnérabilité d'autres sites ou bâtiments (une étude d'ensemble devra être fournie pour le démontrer).
<b>3.3.7</b>	L'extension mesurée et attenante des bâtiments ayant vocation à héberger ou à accueillir, à titre temporaire ou permanent, un nombre important de personnes (soin, santé, enseignement).	Ne pas augmenter la capacité d'accueil ou d'hébergement de ces établissements. Situer le premier plancher et les équipements sensibles au-dessus des PHEC. Limiter l'augmentation de l'emprise au sol à 20% du bâtiment existant. Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante. Autoriser l'extension une seule fois. Mettre en œuvre un plan de secours.
<b>3.3.8</b>	L'extension mesurée et attenante des établissements recevant du public et des bâtiments à usage artisanal, commercial ou industriel.	Situer le premier plancher et les équipements sensibles au-dessus des PHEC. Ne pas augmenter l'emprise au sol de plus de 20% du bâtiment existant, dans la limite du tiers de la superficie totale de la parcelle. Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante. Ne pas augmenter la population exposée par création d'hébergement temporaire ou permanent.

<b>3.3.9</b>	L'extension mesurée et attenante des bâtiments de sport et de loisirs.	<p>Situer le premier plancher au-dessus des PHEC (sauf impossibilité fonctionnelle et présence d'un niveau refuge).</p> <p>Situer les équipements sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.</p> <p>Ne pas augmenter l'emprise au sol de plus de 20% du bâtiment existant, dans la limite du tiers de la superficie totale de la parcelle.</p> <p>Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.</p> <p>Ne pas augmenter la population exposée par création d'hébergement temporaire ou permanent.</p>
<b>3.3.10</b>	L'extension mesurée et attenante de bâtiments à usage agricole.	<p>Ne pas augmenter l'emprise au sol de plus de 20% du bâtiment existant, dans la limite du tiers de la superficie totale de la parcelle.</p> <p>Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.</p> <p>Placer les produits polluants au-dessus des PHEC.</p> <p>Placer les équipements sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.</p> <p>Ne pas augmenter la population exposée par création d'hébergement temporaire ou permanent.</p>
<b>3.3.11</b>	L'extension des constructions existantes pour réaliser des locaux sanitaires ou techniques lorsque cette extension répond à une mise en conformité avec des normes en vigueur.	<p>Situer le premier plancher au-dessus des PHEC (sauf impossibilité fonctionnelle et présence d'un niveau refuge).</p> <p>Situer les équipements sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.</p> <p>Ne pas augmenter l'emprise au sol de plus de 20% du bâtiment existant, dans la limite du tiers de la superficie totale de la parcelle.</p> <p>Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.</p>
<b>3.3.12</b>	L'extension des constructions techniques d'intérêt général (station de pompage, transformateur électrique, ...), lorsque le projet nécessite la proximité immédiate des installations initiales qui ne peuvent être déplacées pour des motifs d'ordre technique.	<p>Situer le premier plancher et les équipements sensibles au-dessus des PHEC.</p> <p>Ne pas augmenter l'emprise au sol de plus de 20% du bâtiment existant, dans la limite du tiers de la superficie totale de la parcelle.</p> <p>Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.</p>
<b>3.3.13</b>	La surélévation des constructions existantes permettant de réduire leur vulnérabilité.	Ne pas augmenter la population exposée par création de logements supplémentaires.

<b>3.3.14</b>	Le changement de destination et les aménagements internes des constructions existantes ne conduisant pas vers un établissement sensible.	Ne pas augmenter la population exposée par création de logements supplémentaires. Situier le premier plancher au-dessus des PHEC (sauf impossibilité fonctionnelle et présence d'un niveau refuge). Ne pas augmenter l'emprise au sol et la vulnérabilité de la construction.
---------------	--	---

#### **3.4. Utilisations des sols**

	<b>Sont autorisées</b>	<b>sous réserve du respect des prescriptions suivantes</b>
<b>3.4.1</b>	L'aménagement de places de stationnement collectif de type public ou privé	Indiquer l'inondabilité de façon visible pour tout utilisateur. Prévoir un système d'interdiction de l'accès et d'évacuation rapide de tous les véhicules en cas d'annonce de crue. Ne pas nuire à l'écoulement ni au stockage des eaux. Garder les surfaces perméables.
<b>3.4.2</b>	L'aménagement de parcs, de jardins, de terrains de sports ou de loisirs (y compris les locaux indispensables tels que vestiaires, sanitaires, buvettes, etc.)	Ne pas nuire à l'écoulement ni au stockage des eaux. Ne pas faire l'objet d'un hébergement temporaire ou permanent.
<b>3.4.3</b>	Les plantations d'arbres à haute tige, espacé de plus de 4 m	Élaguer régulièrement jusqu'à la hauteur de référence. Utiliser des essences à feuilles caduques et à enracinement non superficiel.
<b>3.4.4</b>	Les activités et utilisations agricoles traditionnelles telles que pacages, prairies de fauche, cultures, etc.	Ne pas aggraver les risques.
<b>3.4.5</b>	L'exploitation forestière est autorisée	Ne pas aggraver les risques, y compris du fait des modes de débardage utilisés.
<b>3.4.6</b>	Les réseaux d'irrigation et de drainage.	Ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux. Installer du matériel démontable.

# ZONE JAUNE

## REGLEMENT

**Type de zone : Risque inondation hors zone urbanisée – Aléa Faible à Moyen**

### 1. GÉNÉRALITÉS

La zone porte sur les zones non urbanisées, à urbanisation éparse ou très faiblement urbanisées, exposées à des aléas d'inondation moyens ou faibles et qu'il convient de préserver car leur suppression ou leur urbanisation reviendrait par effet cumulatif à aggraver les risques à l'amont ou à l'aval, notamment dans les zones déjà fortement exposées.

Il s'agit en outre des zones inondables d'affluents où les vitesses sont réputées plus fortes que pour le Tarn, l'aléa d'inondation faible se limite aux secteurs où les hauteurs d'eau sont inférieures à 50 cm, l'aléa étant considéré comme fort au-delà de cette valeur.

### 2. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits :

- Le stockage de matières dangereuses ou de produits flottants tels que ceux figurant dans la liste annexée au règlement sauf si le site de stockage est placé hors d'eau et muni d'un dispositif empêchant leur entraînement par les eaux.
- Les décharges d'ordures ménagères, déchets industriels et produits toxiques.
- Toutes implantations nouvelles d'établissements ou d'activités ayant vocation à héberger ou à accueillir à titre temporaire ou permanent un nombre important de personnes ou de personnes vulnérables, notamment les hôpitaux, hôtels, écoles, crèches, maisons de retraite, centre d'accueil de personnes à mobilité réduite.
- Toutes implantations nouvelles de constructions nécessaires au bon fonctionnement des secours (pompiers, gendarmerie, PC de coordination de crise, ...).
- La création de sous-sols
- La réalisation de remblais (autres que ceux strictement nécessaires à la mise en œuvre des aménagements autorisés ci-après).
- L'implantation de terrain de camping, de caravaning ou de parc résidentiel de loisirs, ainsi que leur extension sauf si réduction du nombre d'emplacements ou déplacement d'emplacements ou d'équipements vers des zones de moindre aléa
- Toutes occupations, constructions (y compris les constructions nouvelles à usage d'habitation), travaux, dépôts, installations et activités de quelque nature qu'il soit à l'exclusion de celles visées ci-après, soumises à prescriptions.

### 3. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À PRESCRIPTIONS

Les occupations et utilisations du sol suivantes sont, par dérogation à la règle commune, autorisables, à conditions :

- qu'elles n'aggravent pas les risques,



- qu'elles n'en provoquent pas de nouveaux,
- qu'elles ne présentent qu'une vulnérabilité restreinte,
- qu'elles respectent les principes de prévention et de sauvegarde des biens et des personnes,
- qu'elles respectent les prescriptions figurant à la rubrique « PRESCRIPTIONS » ci-dessous.

**NB : Dans les zones inondables d'affluents du Tarn, en l'absence de cote PHEC on appliquera une cote + 50 cm par rapport au terrain naturel.**

### **3.1. Aménagements, infrastructures**

	<b>Sont autorisés</b>	<b>sous réserve du respect des prescriptions suivantes</b>
<b>3.1.1</b>	Les ouvrages de protection.	Ne pas aggraver les risques par ailleurs.
<b>3.1.2</b>	Les travaux et aménagements hydrauliques destinés à réduire les conséquences du risque d'inondation y compris les ouvrages et les travaux visant à améliorer l'écoulement des eaux et la régulation des flux.	Ne pas aggraver les risques par ailleurs. prendre les dispositions appropriées aux risques créés par ces travaux. Avertir le public par une signalisation efficace.
<b>3.1.3</b>	Les travaux d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics, y compris les voiries nouvelles.	Ne pas aggraver les risques par ailleurs. prendre les dispositions appropriées aux risques créés par ces travaux. Avertir le public par une signalisation efficace.
<b>3.1.4</b>	Les équipements techniques de services publics (ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation d'eau potable, d'assainissement, de télécommunication,...)	Ne pas aggraver les risques par ailleurs. Placer les équipements vulnérables ou sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.
<b>3.1.5</b>	Les ouvrages destinés à assurer le franchissement des cours d'eau par les voies de communication.	Dimensionner ces ouvrages pour permettre le transit des débits correspondant au moins à la plus grosse crue connue.
<b>3.1.6</b>	Les ouvrages liés à la voie d'eau (prises d'eau, passes, micro-centrales, constructions ou installations liées aux loisirs nautiques,...).	Restreindre la vulnérabilité. Ne pas aggraver les risques. Placer les équipements vulnérables ou sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.

### **3.2. Constructions nouvelles**

	<b>Sont autorisées</b>	<b>sous réserve du respect des prescriptions suivantes</b>
--	------------------------	--

<b>3.2.1</b>	La construction ou l'aménagement d'accès de sécurité extérieurs (plates-formes, voiries, escaliers, passages hors d'eau, etc.) pour les bâtiments destinés à recevoir du public.	Permettre l'évacuation des personnes (valides, handicapées ou brancardées), de façon autonome ou avec l'aide des secours.
<b>3.2.2</b>	La construction d'abris légers annexes de bâtiments d'habitation existants (abri de jardin, etc.) ou de garage particulier	<p>Limiter l'emprise au sol à 20m<sup>2</sup>.  Ne pas faire l'objet d'une habitation.  Placer les équipements sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.  Situer dans l'ombre hydraulique du bâtiment existant.  N'autoriser qu'une seule construction de ce type par unité foncière à compter de l'approbation du PPR.</p>
<b>3.2.3</b>	Les équipements de loisirs et les locaux techniques ou sanitaires, nouveaux ou complétant des activités existantes (terrain de sport, vestiaire, tribune,...) ou de l'habitat existant (piscine de particuliers).	<p>Ne pas occuper en permanence.  Situer le plancher au-dessus des PHEC (sauf impossibilité fonctionnelle)  Placer les équipements sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.  Implanter dans le sens d'écoulement des eaux.</p>
<b>3.2.4</b>	Les constructions et installations directement liées à la pratique du jardinage à caractère familial ou ouvrier	<p>Limiter l'emprise au sol à 10 m<sup>2</sup> par parcelle d'usage.</p>
<b>3.2.5</b>	Les constructions de bâtiments nouveaux à usage d'habitation liés à l'exploitation agricole.	<p>Situer le premier plancher au-dessus des PHEC.  Implanter dans le sens d'écoulement des eaux.</p>
<b>3.2.6</b>	Les constructions de bâtiments nouveaux d'activité, de stockage ou d'élevage, liés à l'exploitation agricole.	<p>Implanter dans le sens d'écoulement des eaux.  Placer les produits polluants au-dessus des PHEC.  Placer les équipements sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.  Stocker les matériaux flottants au-dessus des PHEC.</p>
<b>3.2.7</b>	Les serres résistantes au phénomène hydraulique..	<p>Permettre la transparence hydraulique (cotés relevables).  Implanter dans le sens d'écoulement des eaux.  Placer les équipements techniques au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.</p>
<b>3.2.8</b>	Les cuves et les silos.	<p>Implanter dans le sens d'écoulement des eaux.  Ancrer solidement au sol.  Disposer un cuvelage étanche jusqu'aux PHEC, pour les matières polluantes.</p>

<b>3.2.9</b>	La construction de piscines.	Positionner les margelles au niveau du terrain naturel Indiquer la position de l'ouvrage par un marquage visible au dessus des PHEC.
<b>3.2.10</b>	Les nouvelles clôtures.	Permettre la transparence hydraulique.

### **3.3. Constructions existantes**

	<b>Sont autorisées</b>	<b>sous réserve du respect des prescriptions suivantes</b>
<b>3.3.1</b>	Les travaux usuels d'entretien, de réparation et de gestion courants des bâtiments existants implantés avant l'approbation du PPR (traitement des façades, réfection des toitures,...).	Ne pas aggraver les risques. Ne pas augmenter la population exposée par création de logements supplémentaires. Ne pas augmenter l'emprise au sol du bâtiment.
<b>3.3.2</b>	La reconstruction sur une emprise au sol équivalente ou inférieure, de tout édifice détruit par un sinistre	Reconstruire au-dessus des PHEC. Ne pas augmenter la population exposée par création de logements supplémentaires. Implanter dans le sens d'écoulement des eaux.
<b>3.3.3</b>	La démolition - reconstruction de bâtiment pour cause de mise aux normes ou modernisation (à l'exception des établissements de soin, santé et enseignement).	Reconstruire au-dessus des PHEC sur une emprise au sol équivalente ou inférieure. Ne pas augmenter la population exposée par création de logements supplémentaires. Implanter dans le sens d'écoulement des eaux. Implanter au même endroit ou dans une zone de moindre risque tout en n'augmentant pas la vulnérabilité d'autres sites ou bâtiments (une étude d'ensemble et des justifications sur l'impossibilité de localiser le bâtiment hors zone à risque devront être fournies pour le démontrer).
<b>3.3.4</b>	L'extension limitée des habitations existantes	Limiter l'emprise au sol à 20m <sup>2</sup> . Situer le premier plancher au-dessus des PHEC (si impossibilité fonctionnelle, l'extension sera autorisée si niveau refuge d'au moins 20m <sup>2</sup> SHON). Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante. Autoriser l'extension une seule fois.
<b>3.3.5</b>	L'extension limitée des constructions annexes d'habitation (abris de jardins, garages, ...).	Limiter l'emprise au sol à 20m <sup>2</sup> . Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante. Autoriser l'extension une seule fois.
<b>3.3.6</b>	Les travaux de démolition de construction	Ne pas augmenter la vulnérabilité d'autres sites ou bâtiments (une étude d'ensemble devra être fournie pour le démontrer).

<b>3.3.7</b>	L'extension mesurée et attenante des bâtiments ayant vocation à héberger ou à accueillir, à titre temporaire ou permanent, un nombre important de personnes (enseignement, soin, santé).	<p>Limiter l'augmentation de la capacité d'accueil ou d'hébergement à 10%.</p> <p>Situer le premier plancher et les équipements sensibles au-dessus des PHEC.</p> <p>Limiter l'augmentation de l'emprise au sol à 20% du bâtiment existant.</p> <p>Planter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.</p> <p>Autoriser l'extension une seule fois.</p> <p>Mettre en œuvre un plan de secours.</p>
<b>3.3.8</b>	L'extension mesurée et attenante des établissements recevant du public et des bâtiments à usage artisanal, commercial ou industriel.	<p>Situer le premier plancher et les équipements sensibles au-dessus des PHEC.</p> <p>Ne pas augmenter l'emprise au sol de plus de 20% du bâtiment existant, dans la limite du tiers de la superficie totale de la parcelle.</p> <p>Planter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.</p> <p>Ne pas augmenter la population exposée par création d'hébergement temporaire ou permanent.</p>
<b>3.3.9</b>	L'extension mesurée et attenante des bâtiments de sport et de loisirs.	<p>Situer le premier plancher au-dessus des PHEC (sauf impossibilité fonctionnelle et présence d'un niveau refuge).</p> <p>Situer les équipements sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.</p> <p>Ne pas augmenter l'emprise au sol de plus de 20% du bâtiment existant, dans la limite du tiers de la superficie totale de la parcelle.</p> <p>Planter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.</p> <p>Ne pas augmenter la population exposée par création d'hébergement temporaire ou permanent.</p>
<b>3.3.10</b>	L'extension mesurée et attenante de bâtiments à usage agricole.	<p>Ne pas augmenter l'emprise au sol de plus de 20% du bâtiment existant, dans la limite du tiers de la superficie totale de la parcelle.</p> <p>Planter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.</p> <p>Placer les produits polluants au-dessus des PHEC.</p> <p>Placer les équipements sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.</p> <p>Ne pas augmenter la population exposée par création d'hébergement temporaire ou permanent.</p>

<b>3.3.11</b>	L'extension des constructions existantes pour réaliser des locaux sanitaires ou techniques lorsque cette extension répond à une mise en conformité avec des normes en vigueur.	Situer le premier plancher au-dessus des PHEC (sauf impossibilité fonctionnelle et présence d'un niveau refuge). Situer les équipements sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité. Ne pas augmenter l'emprise au sol de plus de 20% du bâtiment existant, dans la limite du tiers de la superficie totale de la parcelle. Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.
<b>3.3.12</b>	L'extension des constructions techniques d'intérêt général (station de pompage, transformateur électrique, ...), lorsque le projet nécessite la proximité immédiate des installations initiales qui ne peuvent être déplacées pour des motifs d'ordre technique.	Situer le premier plancher et les équipements sensibles au-dessus des PHEC. Ne pas augmenter l'emprise au sol de plus de 20% du bâtiment existant, dans la limite du tiers de la superficie totale de la parcelle. Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.
<b>3.3.12</b>	La surélévation des constructions existantes permettant de réduire leur vulnérabilité.	Ne pas augmenter la population exposée par création de logements supplémentaires.
<b>3.3.14</b>	Le changement de destination et les aménagements internes des constructions existantes ne conduisant pas vers un établissement sensible.	Ne pas augmenter la population exposée par création de logements supplémentaires. Situer le premier plancher au-dessus des PHEC (sauf impossibilité fonctionnelle et présence d'un niveau refuge). Ne pas augmenter l'emprise au sol et la vulnérabilité de la construction.

#### **3.4. Utilisations des sols**

	<b>Sont autorisées</b>	<b>sous réserve du respect des prescriptions suivantes</b>
<b>3.4.1</b>	L'aménagement de places de stationnement collectif de type public ou privé	Indiquer l'inondabilité de façon visible pour tout utilisateur. Prévoir un système d'interdiction de l'accès et d'évacuation rapide de tous les véhicules en cas d'annonce de crue. Ne pas nuire à l'écoulement ni au stockage des eaux. Garder les surfaces perméables.
<b>3.4.2</b>	L'aménagement de parcs, de jardins, de terrains de sports ou de loisirs (y compris les locaux indispensables tels que vestiaires, sanitaires, buvettes, etc.)	Ne pas nuire à l'écoulement ni au stockage des eaux. Ne pas faire l'objet d'un hébergement temporaire ou permanent.

<b>3.4.3</b>	Les plantations d'arbres à haute tige, espacé de plus de 4 m	Elaguer régulièrement jusqu'à la hauteur de référence. Utiliser des essences à feuilles caduques et à enracinement non superficiel.
<b>3.4.4</b>	Les activités et utilisations agricoles traditionnelles telles que pacages, prairies de fauche, cultures, etc.	Ne pas aggraver les risques.
<b>3.4.5</b>	L'exploitation forestière est autorisée	Ne pas aggraver les risques, y compris du fait des modes de débardage utilisés.
<b>3.4.6</b>	Les réseaux d'irrigation et de drainage.	Ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux. Installer du matériel démontable.
<b>3.4.7</b>	L'exploitation et l'ouverture des gravières, ainsi que les stockages de matériaux associés	Démontrer l'absence d'impact négatif mesurable par une étude hydraulique. définir les mesures compensatoires nécessaires. Respecter les réglementations relatives aux installations classées et aux travaux soumis à autorisation ou déclaration au titre de la loi sur l'eau.

# ZONE BLEUE

## REGLEMENT

**Type de zone : Risque inondation en zone urbanisée – Aléa Faible à Moyen**

### 1. GÉNÉRALITÉS

La zone porte sur les zones déjà urbanisées, exposées à des aléas d'inondation moyens ou faibles.

L'implantation de nouvelles activités humaines et la mise en sécurité de celles existantes imposent la mise en œuvre de mesures de prévention.

### 2. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits :

- Le stockage de matières dangereuses ou de produits flottants tels que ceux figurant dans la liste annexée au règlement sauf si le site de stockage est placé hors d'eau et muni d'un dispositif empêchant leur entraînement par les eaux.
- Les décharges d'ordures ménagères, déchets industriels et produits toxiques.
- Toutes implantations nouvelles de constructions nécessaires au bon fonctionnement des secours (pompiers, gendarmerie, PC de coordination de crise, ...).
- La création de sous-sols
- La réalisation de remblais (autres que ceux strictement nécessaires à la mise en œuvre des aménagements autorisés ci-après).
- L'implantation de terrain de camping, de caravaning ou de parc résidentiel de loisirs, ainsi que leur extension sauf si réduction du nombre d'emplacement ou déplacement d'emplacements ou d'équipements vers des zones de moindre aléa
- Toutes occupations, constructions (y compris les constructions nouvelles à usage d'habitation), travaux, dépôts, installations et activités de quelque nature qu'il soit à l'exclusion de celles visées ci-après, soumises à prescriptions.

### 3. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À PRESCRIPTIONS

Les occupations et utilisations du sol suivantes sont, par dérogation à la règle commune, autorisables, à conditions :

- qu'elles n'aggravent pas les risques,
- qu'elles n'en provoquent pas de nouveaux,
- qu'elles ne présentent qu'une vulnérabilité restreinte,
- qu'elles respectent les principes de prévention et de sauvegarde des biens et des personnes,
- qu'elles respectent les prescriptions figurant à la rubrique « PRESCRIPTIONS » ci-dessous.

**NB : Dans les zones inondables d'affluents du Tarn, en l'absence de cote PHEC on appliquera une cote + 50 cm par rapport au terrain naturel.**

### 3.1. Aménagements, infrastructures

	<b>Sont autorisés</b>	<b>sous réserve du respect des prescriptions suivantes</b>
<b>3.1.1</b>	Les ouvrages de protection.	Ne pas aggraver les risques par ailleurs.
<b>3.1.2</b>	Les travaux et aménagements hydrauliques destinés à réduire les conséquences du risque d'inondation y compris les ouvrages et les travaux visant à améliorer l'écoulement des eaux et la régulation des flux.	Ne pas aggraver les risques par ailleurs. prendre les dispositions appropriées aux risques créés par ces travaux. Avertir le public par une signalisation efficace.
<b>3.1.3</b>	Les travaux d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics, y compris les voiries nouvelles.	Ne pas aggraver les risques par ailleurs. prendre les dispositions appropriées aux risques créés par ces travaux. Avertir le public par une signalisation efficace.
<b>3.1.4</b>	Les équipements techniques de services publics (ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation d'eau potable, d'assainissement, de télécommunication,...)	Ne pas aggraver les risques par ailleurs. Placer les équipements vulnérables ou sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.
<b>3.1.5</b>	Les ouvrages destinés à assurer le franchissement des cours d'eau par les voies de communication.	Dimensionner ces ouvrages pour permettre le transit des débits correspondant au moins à la plus grosse crue connue.
<b>3.1.6</b>	Les ouvrages liés à la voie d'eau (prises d'eau, passes, micro-centrales, constructions ou installations liées aux loisirs nautiques,...).	Restreindre la vulnérabilité. Ne pas aggraver les risques. Placer les équipements vulnérables ou sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité..

### 3.2. Constructions nouvelles

	<b>Sont autorisées</b>	<b>sous réserve du respect des prescriptions suivantes</b>
<b>3.2.1</b>	La construction ou l'aménagement d'accès de sécurité extérieurs (plates-formes, voiries, escaliers, passages hors d'eau, etc.) pour les bâtiments destinés à recevoir du public.	Permettre l'évacuation des personnes (valides, handicapées ou brancardées), de façon autonome ou avec l'aide des secours.
<b>3.2.2</b>	La construction de bâtiments nouveaux à usage d'habitation, d'activité ou recevant du public.	Situer le premier plancher au-dessus des PHEC. Implanter dans le sens d'écoulement des eaux.
<b>3.2.3</b>	La construction de bâtiments nouveaux ayant vocation à héberger ou accueillir un nombre important de personnes (enseignement, soin, santé).	Situer le premier plancher au-dessus des PHEC. Implanter dans le sens d'écoulement des eaux. Mettre en œuvre un plan de secours adapté.



<b>3.2.4</b>	La construction d'abris légers annexes de bâtiments d'habitation existants (abri de jardin, etc.) ou de garage particulier	Ne pas faire l'objet d'une habitation. Placer les équipements sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité. Situer dans l'ombre hydraulique du bâtiment existant. N'autoriser qu'une seule construction de ce type par unité foncière à compter de l'approbation du PPR.
<b>3.2.5</b>	Les équipements de loisirs et les locaux techniques ou sanitaires, nouveaux ou complétant des activités existantes (terrain de sport, vestiaire, tribune,...) ou de l'habitat existant (piscine de particuliers).	Ne pas occuper en permanence. Situer le plancher au-dessus des PHEC (sauf impossibilité fonctionnelle) Placer les équipements sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité. Implanter dans le sens d'écoulement des eaux.
<b>3.2.6</b>	Les constructions et installations directement liées à la pratique du jardinage à caractère familial ou ouvrier	Limiter l'emprise au sol à 10 m <sup>2</sup> par parcelle d'usage.
<b>3.2.7</b>	Les constructions de bâtiments nouveaux d'activité, de stockage ou d'élevage, liés à l'exploitation agricole.	Implanter dans le sens d'écoulement des eaux. Placer les produits polluants au-dessus des PHEC. Placer les équipements sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité. Stocker les matériaux flottants au-dessus des PHEC.
<b>3.2.8</b>	Les serres résistantes au phénomène hydraulique..	Permettre la transparence hydraulique (cotés relevables). Implanter dans le sens d'écoulement des eaux. Placer les équipements techniques au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.
<b>3.2.9</b>	Les cuves et les silos.	Implanter dans le sens d'écoulement des eaux. Ancrer solidement au sol. Disposer un cuvelage étanche jusqu'aux PHEC, pour les matières polluantes.
<b>3.2.10</b>	La construction de piscines.	Positionner les margelles au niveau du terrain naturel Indiquer la position de l'ouvrage par un marquage visible au dessus des PHEC.
<b>3.2.11</b>	Les nouvelles clôtures.	Permettre la transparence hydraulique.

### 3.3. Constructions existantes

	<b>Sont autorisées</b>	<b>sous réserve du respect des prescriptions suivantes</b>
<b>3.3.1</b>	Les travaux usuels d'entretien, de réparation et de gestion courants des bâtiments existants implantés avant l'approbation du PPR (traitement des façades, réfection des toitures,...).	Ne pas aggraver les risques. Ne pas augmenter la population exposée par création de logements supplémentaires. Ne pas augmenter l'emprise au sol du bâtiment.
<b>3.3.2</b>	La reconstruction sur une emprise au sol équivalente ou inférieure, de tout édifice détruit par un sinistre	Reconstruire au-dessus des PHEC. Ne pas augmenter la population exposée par création de logements supplémentaires. Implanter dans le sens d'écoulement des eaux.
<b>3.3.3</b>	L'extension des habitations existantes	Situer le premier plancher au-dessus des PHEC (si impossibilité fonctionnelle, l'extension sera autorisée si niveau refuge d'au moins 20m <sup>2</sup> SHON). Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.
<b>3.3.4</b>	L'extension des constructions annexes d'habitation (abris de jardins, garages, ...).	Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.
<b>3.3.5</b>	Les travaux de démolition de construction	Ne pas augmenter la vulnérabilité d'autres sites ou bâtiments (une étude d'ensemble devra être fournie pour le démontrer).
<b>3.3.6</b>	L'extension des bâtiments ayant vocation à héberger ou à accueillir, à titre temporaire ou permanent, un nombre important de personnes ou de personnes vulnérables (soin, santé, enseignement).	Situer le premier plancher et les équipements sensibles au-dessus des PHEC. Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante. Mettre en œuvre un plan de secours adapté.
<b>3.3.7</b>	L'extension des établissements recevant du public et des bâtiments à usage artisanal, commercial ou industriel.	Situer le premier plancher et les équipements sensibles au-dessus des PHEC. Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.
<b>3.3.8</b>	L'extension des bâtiments de sport et de loisirs.	Situer le premier plancher au-dessus des PHEC (sauf impossibilité fonctionnelle et présence d'un niveau refuge). Situer les équipements sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité. Ne pas augmenter l'emprise au sol de plus de 20% du bâtiment existant, dans la limite du tiers de la superficie totale de la parcelle. Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.

<b>3.3.9</b>	L'extension de bâtiments à usage agricole.	Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante. Placer les produits polluants au-dessus des PHEC. Placer les équipements sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité.
<b>3.3.10</b>	L'extension des constructions existantes pour réaliser des locaux sanitaires ou techniques lorsque cette extension répond à une mise en conformité avec des normes en vigueur.	Situer le premier plancher au-dessus des PHEC (sauf impossibilité fonctionnelle et présence d'un niveau refuge). Situer les équipements sensibles au-dessus des PHEC ou les protéger par tout dispositif assurant l'étanchéité. Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.
<b>3.3.11</b>	L'extension des constructions techniques d'intérêt général (station de pompage, transformateur électrique, ...), lorsque le projet nécessite la proximité immédiate des installations initiales qui ne peuvent être déplacées pour des motifs d'ordre technique.	Situer le premier plancher et les équipements sensibles au-dessus des PHEC. Implanter dans l'ombre hydraulique de la construction existante.
<b>3.3.12</b>	La surélévation des constructions existantes permettant de réduire leur vulnérabilité.	Sans objet.
<b>3.3.13</b>	Le changement de destination et les aménagements internes des constructions existantes	Situer le premier plancher au-dessus des PHEC (sauf impossibilité fonctionnelle et présence d'un niveau refuge). Ne pas augmenter l'emprise au sol et la vulnérabilité de la construction.

### 3.4. Utilisations des sols

	<b>Sont autorisées</b>	<b>sous réserve du respect des prescriptions suivantes</b>
<b>3.4.1</b>	L'aménagement de places de stationnement collectif de type public ou privé	Indiquer l'inondabilité de façon visible pour tout utilisateur. Prévoir un système d'interdiction de l'accès et d'évacuation rapide de tous les véhicules en cas d'annonce de crue. Ne pas nuire à l'écoulement ni au stockage des eaux. Garder les surfaces perméables.
<b>3.4.2</b>	L'aménagement de parcs, de jardins, de terrains de sports ou de loisirs (y compris les locaux indispensables tels que vestiaires, sanitaires, buvettes, etc.)	Ne pas nuire à l'écoulement ni au stockage des eaux. Ne pas faire l'objet d'un hébergement temporaire ou permanent.
<b>3.4.3</b>	Les plantations d'arbres à haute tige, espacé de plus de 4 m	Élaguer régulièrement jusqu'à la hauteur de référence. Utiliser des essences à feuilles caduques et à enracinement non superficiel.
<b>3.4.4</b>	Les activités et utilisations agricoles traditionnelles telles que pacages, prairies de fauche, cultures, etc.	Ne pas aggraver les risques.
<b>3.4.5</b>	L'exploitation forestière est autorisée	Ne pas aggraver les risques, y compris du fait des modes de débardage utilisés.
<b>3.4.6</b>	Les réseaux d'irrigation et de drainage.	Ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux. Installer du matériel démontable.
<b>3.4.7</b>	L'exploitation et l'ouverture des gravières, ainsi que les stockages de matériaux associés	Démontrer l'absence d'impact négatif mesurable par une étude hydraulique. définir les mesures compensatoires nécessaires. Respecter les réglementations relatives aux installations classées et aux travaux soumis à autorisation ou déclaration au titre de la loi sur l'eau.

# AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

## REGLEMENT POUR TOUTES LES ZONES

**La loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage, prévoit la mise en œuvre dans chaque département d'un dispositif d'accueil des gens du voyage.**

**Cette loi a pour objectif de permettre aux gens du voyage itinérants de séjourner dans des lieux d'accueil dans des conditions décentes.**

**Le décret n°2001-569 du 29 juin 2001 applicable et la circulaire UHC/IUH1/12 n°2001-49 du 5 juillet 2001 fixent les normes techniques applicables aux aires d'accueil des gens du voyage. Ces normes techniques concernent l'aménagement et la gestion de ces aires d'accueil aussi bien, en termes de localisation, d'aménagement que d'entretien.**

A l'image de la création des campings, la création d'aires d'accueil des gens du voyage est interdite en zones inondables.

Toutefois, compte tenu de l'ensemble des contraintes fixées par la réglementation spécifique, une dérogation peut être accordée lorsqu'il n'existe pas de possibilité d'implanter l'aire d'accueil des gens du voyage en dehors des zones inondables.

Sous réserve de justification, une autorisation peut alors être accordée pour la création de cette aire d'accueil des gens du voyage selon les conditions suivantes :

- en zone d'aléa faible uniquement (moins de 50 cm)
- en zone urbanisée
- un plan de secours communal adapté prévoit la gestion de cette aire en période de crue

D'autre part, comme pour les campings l'extension d'aires d'accueil déjà existantes en zones inondables d'aléa moyen ou fort ou encore d'aléa faible et non urbanisée doit viser une réduction de la vulnérabilité :

- pas d'augmentation du nombre d'emplacement (capacité d'accueil)
- déplacement des emplacements et des équipements vers des zones de moindre aléa

# STATIONS D'EPURATION

## REGLEMENT POUR TOUTES LES ZONES

**Le principe de non constructibilité en zone inondable**, d'ouvrages techniques du service de l'assainissement (station de traitement des eaux usées) a été fixé, dans le cadre de la **loi sur l'eau de 1992**, par arrêté du 22 juin 2007 - article 13 :

"Les stations d'épuration ne doivent pas être implantées dans des zones inondables, sauf en cas d'impossibilité technique. Cette impossibilité doit être établie par la commune ainsi que la compatibilité du projet avec le maintien de la qualité des eaux et sa conformité à la réglementation relative aux zones inondables, notamment en veillant à maintenir la station d'épuration hors d'eau et à en permettre son fonctionnement normal."

Dans ce cas, le maître d'ouvrage doit effectuer **une demande de dérogation** à ce principe auprès des services de l'Etat (M.I.S.E.), **en amont d'une demande d'autorisation de construire** (CU ou PC).

Selon le projet envisagé :

- Créations de stations d'épuration (hors zone d'aléas forts ou très forts)
- Extension de capacité (avec ou sans amélioration du traitement) des stations d'épuration sur même site que les ouvrages existants en zone inondable (tout aléa)
- Modernisation ou amélioration du traitement des stations d'épuration existantes en zone inondable (tout aléa) sans augmentation de capacité,

Le dossier de demande de dérogation doit comprendre les éléments ou documents justificatifs adaptés (MISE).

En cas de réalisation sur site inondable, des dispositions obligatoires concourant à la réduction de la vulnérabilité sont à mettre en œuvre :

- Dispositions garantissant le maintien en état de fonctionnement normal des ouvrages (mise hors d'eau des équipements électriques, définition des mesures de sauvegarde relatives à la sécurité des personnes, clapets anti-retour, ...).

Pour les stations existantes, ces dispositions s'appliquent aux ouvrages nouvellement créés. Pour les extensions, elles s'étendent aux ouvrages nécessaires au bon fonctionnement de la nouvelle filière.

- Dispositions évitant la pollution du milieu naturel en cas de crue (mise hors d'eau des nouveaux ouvrages, ...)
- Dispositions garantissant la pérennité des ouvrages en cas de crue (protection des ouvrages, lestage, ...)
- Dispositions limitant les obstacles à l'écoulement des eaux
- Dispositions évitant une aggravation du risque de mise en charge du réseau de collecte.

Toutes ces mesures sont définies dans le cadre de l'instruction du dossier de demande de dérogation auprès de la MISE.

---

## 4. MESURES DE PRÉVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

Les mesures de prévention et de sauvegarde ont pour objectif :

- la réduction de la vulnérabilité des biens et activités existants et futurs ;
- la limitation des risques et des effets ;
- l'information de la population ;
- de faciliter l'organisation des secours.

Il s'agit de mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités publiques ou qui incomberont aux particuliers concernés.

### 4.1. Organisation des secours

Il est imposé dans **un délai d'un an** à compter de l'approbation du PPR, qu'un plan d'alerte et de secours soit établi pour l'ensemble des zones réglementées (y compris les zones de crue historique) par la municipalité en liaison avec les Services de Secours et les Services de l'Etat.

Il précisera notamment :

- Les modalités d'information et d'alerte de la population ;
- Le protocole de secours et d'évacuation des établissements sensibles (cliniques, maisons de retraite, établissements scolaires, ...) ;
- Les mesures de mise en sécurité et d'évacuation des parkings souterrains ;
- Un plan de circulation et déviations provisoires ainsi que d'évacuation des rues.

### 4.2. Pour les établissements sensibles existants en zone inondable

a) Sont obligatoires dans **un délai de réalisation d'un an** à la date d'approbation du PPR

pour les établissements sensibles (enseignement, soin, santé, secours, voir annexe 2) la réalisation d'une étude de vulnérabilité spécifique dans le but de définir les adaptations techniques et les mesures envisageables pour réduire la vulnérabilité des personnes et les dommages au bâti et aux biens.

Ces mesures de réduction de la vulnérabilité doivent permettre, si les mesures d'alerte et d'évacuation (précisées ci-dessus en 4.1) étaient défailtantes, de mettre à l'abri (niveau refuge au-dessus des PHEC) les occupants des établissements sensibles et de les évacuer dans les meilleures conditions de sécurité (cheminement hors d'eau, accès des secours,...). Ces mesures concernent également la résistance du bâtiment (stabilité des fondations, résistance des façades directement exposées à la crue, ...) à l'effet d'une crue importante et la mise à l'abri des équipements nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement.

b) Sont obligatoires dans **un délai de réalisation de cinq ans** à la date d'approbation du PPR

pour les établissements sensibles situés en zones d'aléa fort, la mise en œuvre des mesures définies par l'étude de vulnérabilité spécifique prescrite ci-dessus.

---

### **4.3. Pour les biens et pour les activités existantes en zone inondable**

a) Sont obligatoires dans un délai de réalisation de cinq ans :

La mise hors d'eau de tout stockage de produits dangereux. La liste de ces produits est fixée par la nomenclature des installations classées et la réglementation sanitaire départementale.

La mise en place de dispositifs visant à empêcher la dispersion d'objets ou de produits dangereux, polluants ou flottants, tels que cuve à gaz ou mazout.

La mise hors d'eau ou l'étanchéité des dispositifs permettant un fonctionnement autonome (groupes électrogènes par exemple).

b) Sont prescrites les mesures de réglementations suivantes :

En cas de réfection ou de remplacement, les menuiseries, portes, fenêtres, revêtements (sols et murs), protections phoniques et thermiques, situées en-dessous de la cote de référence, doivent être réalisés avec des matériaux insensibles à l'eau ou protégés par un traitement spécifique.

Lors de toute réfection importante, reconstruction totale ou partielle de tout ou partie d'édifice, les prescriptions applicables aux constructions neuves s'appliquent. Toutefois, elles ne s'appliquent pas aux travaux usuels d'entretien et de gestion normaux des biens et activités implantés antérieurement à la publication du présent document.

Les piscines existantes devront être dotées dans un délai de deux ans d'un système de balisage visible au-dessus de la cote de référence.

### **4.4. Recommandations pour les biens et pour les activités existantes en zone inondable**

**L'objectif de ces recommandations est de permettre aux habitants et aux activités déjà existantes mais situés en zone inondable de poursuivre l'occupation normale des locaux en prenant des dispositions permettant de limiter les dégradations éventuelles.**

**Les travaux ou dispositifs de protection suivants sont recommandés :**

- Installation de dispositifs destinés à assurer l'étanchéité des parties des bâtiments situées sous les PHEC (obturation des ouvertures, relèvement des seuils, ...)
- Il est recommandé de doter chaque construction d'un dispositif de coupure des réseaux techniques (électricité, gaz, eau) placé au-dessus des PHEC, dont il sera fait usage en cas de crue et qui isolera la partie de la construction située au-dessous de la crue de référence.
- Les compteurs électriques, les chaudières individuelles et collectives doivent être positionnées au-dessus des PHEC ou être protégés par tout dispositif assurant l'étanchéité.
- Dans les propriétés bâties, il sera maintenu une ouverture de dimensions suffisantes, pour permettre l'évacuation des biens déplaçables situés au-dessous des PHEC.
- Pendant la période propice aux crues, il est recommandé d'assurer le remplissage maximum des citernes enterrées afin de les lester.



- 
- Il est recommandé que soit assuré un entretien suffisant des fossés et réseaux d'évacuation des eaux pluviales.
  - Dans le cas des plantations de haies ou d'arbres, il est recommandé de s'assurer un conseil technique (chambre d'agriculture, MISE, etc.) quant au choix des essences et des implantations à adopter.

En outre, il est recommandé aux habitants des zones inondables, quel que soit le niveau de l'aléa, d'examiner toutes les possibilités de mise hors d'eau rapide des équipements sensibles.

## **b) Mesures d'intérêt collectif : responsabilités et recommandations liées à l'entretien des cours d'eau**

### ***Responsabilités en matière d'entretien des cours d'eau :***

Pour le Tarn (cours d'eau domanial), l'Etat est propriétaire du Domaine Public Fluvial jusqu'au plénissimum flumen (point de premier débordement). Il est responsable de l'entretien des chenaux de navigation (absents de la zone d'étude) et du libre écoulement des eaux. L'Etat a une politique de suppression des embâcles et des atterrissements dans les zones qui le nécessitent.

Pour les affluents les riverains en tant que propriétaires des berges et du lit (jusqu'à l'axe de la rivière) doivent assurer le libre écoulement des eaux.

La Police de l'Eau (service de l'Etat) a la charge de vérifier que le libre écoulement des eaux est bien assuré. Au demeurant, le Maire au titre de la police municipale (Code général des collectivités publiques) peut également intervenir pour veiller à ce que l'entretien du lit du cours d'eau soit bien réalisé.

A noter qu'en matière de travaux de protection, la loi du 16 septembre 1870 stipule que les travaux sont à la charge du propriétaire. Toutefois, les collectivités peuvent se substituer aux riverains et leur demander une participation financière au titre de l'article 31 de la loi sur l'eau.

L'Etat participe au financement des éventuels travaux de protection pris en charge par les collectivités à hauteur de 20% de l'investissement, mais d'autres subventions sont possibles auprès de l'Europe, du Département et de la Région.

### ***Recommandations liées à l'entretien des cours d'eau :***

- entretien des ouvrages de protection et des ouvrages hydrauliques par les riverains ou par les collectivités publiques s'y substituant,
- curage régulier des fossés et canaux par les propriétaires ou collectivités publiques s'y substituant.
- entretien régulier de la végétation rivulaire par les riverains ou par les collectivités publiques s'y substituant, notamment :
  - le débroussaillage (coupe des ronces, lianes, arbustes, arbrisseaux....) dans les secteurs fréquentés par le public et en bas de berge pour rétablir, si nécessaire, la section d'écoulement. Le débroussaillage systématique doit être évité (appauvrissement du milieu, élimination des jeunes arbres qui pourraient remplacer à terme les vieux sujets, rôle important d'abri pour la faune...)
  - la coupe sélective des arbres en berge (arbres penchés, sou-cavés, etc...) risquant de générer des embâcles ou obstacles à l'écoulement des eaux.

- 
- l'élagage des branches basses ou d'allègement (conservation des arbres penchés, etc.).
  - surveillance et entretien périodique ou particulier, après chaque phénomène pluviométrique important ayant entraîné une crue.

#### **4.5. Prescriptions pour les constructions et installations nouvelles en zone inondable**

**Les prescriptions réglementaires définies dans le règlement sont opposables après approbation du PPR à tout type d'utilisation et d'occupation du sol et à toute nouvelle construction.**

**Elles ont un caractère obligatoire.**

- Le plancher bas de la construction se situera au minimum au-dessus des PHEC, sauf pour les abris légers, les garages (extérieurs ou intégrés aux constructions) et les annexes des bâtiments d'habitation n'accueillant pas de population permanente.
- Les constructions et installations doivent être fondées dans le bon sol de façon à résister à des affouillements, à des tassements ou à des érosions localisées.
- Les réseaux électriques et les matériels électriques, électroniques, micromécaniques et appareils de chauffage, seront équipés d'un dispositif de mise hors service automatique, seront placés au minimum au-dessus des PHEC ou seront protégés par tout dispositif assurant l'étanchéité.
- Dans le cas de constructions, reconstructions, extensions, l'édification sur vide sanitaire sera préférée aux remblais (les sous-sols sont interdits), et les surfaces perpendiculaires à l'écoulement des eaux seront strictement minimisées. Toute partie de la construction située au-dessous de la crue de référence sera réalisée dans les conditions suivantes :
  - l'isolation thermique et phonique utilisera des matériaux insensibles à l'eau ;
  - les matériaux putrescibles ou sensibles à la corrosion seront traités avec des produits hydrofuges ou anti-corrosifs ;
  - les revêtements de sols et murs et leurs liants seront constitués de matériaux non sensibles à l'action de l'eau.
- Les sous-sols sont interdits.
- Le mobilier d'extérieur, à l'exclusion du mobilier aisément déplaçable, sera globalement ancré ou rendu captif.
- Les aires de stationnement privées ou publics doivent, dans un délai de 6 mois après approbation du PPR, indiquer l'inondabilité de façon visible pour tout utilisateur, et prévoir un système d'interdiction de l'accès et d'évacuation rapide de tous les véhicules en cas d'annonce de crue.
- Les voies d'accès, les parkings, les aires de stationnement de toute nature doivent être arasées au niveau du terrain naturel.
- Les réseaux d'eau pluviale et d'assainissement seront étanches et équipés de clapets anti-retour.
- Les citernes enterrées seront lestées ou fixées solidement.
- Les citernes extérieures seront fixées solidement au sol support, lestées et équipées de muret de protection au minimum à hauteur des PHEC.
- Le stockage des produits polluants ou sensibles à l'eau devra être réalisé dans un récipient étanche et lesté ou fixé pour qu'il ne soit pas emporté par la crue. A défaut, le stockage sera effectué au minimum au-dessus des PHEC.

---

## **4.6. Pour les réseaux publics en zone inondable**

Les parties inférieures des réseaux d'assainissement et pluvial pouvant être mises en charge, les tampons seront verrouillés.

Si le réseau public d'assainissement est existant, le raccordement au réseau public est obligatoire (article L33 du Code la Santé Publique), les regards de branchements doivent être étanches dès la construction. La mise en place de système d'assainissement autonome est interdite.

En l'absence de réseau public d'assainissement, pour les occupations du sol admises, l'installation d'assainissement autonome devra être conforme aux termes de l'arrêté du 6 mai 1996 relatif aux prescriptions applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.

Les postes électriques moyenne et basse tension seront mis hors d'eau et facilement accessibles en cas d'inondation.

## **4.7. Information préventive**

L'information préventive doit consister à renseigner les populations sur les risques majeurs auxquels elles sont exposées tant sur leur lieu de vie, de travail et de vacances.

En cas de risque, conformément à la loi du 22 juillet 1987, le citoyen doit être informé sur les risques qu'il encourt et sur les mesures de sauvegarde qui peuvent être mises en œuvre.

Il appartient à la municipalité de faire connaître à la population les zones soumises à des inondations et des mouvements de terrain ainsi que l'intensité du risque par les moyens à sa disposition.

Cette information portera au minimum sur :

- L'existence du risque inondation, avec indications de ses caractéristiques (hauteur d'eau notamment) ;
- La modalité de l'alerte ;
- Les numéros d'appel téléphonique auprès desquels la population peut s'informer avant, pendant et après la crue (mairie, préfecture, centre de secours, gendarmerie, ...)
- La conduite à tenir.

Elle fera l'objet d'un affichage dans les locaux recevant du public, mentionnant la nature du risque, la modalité d'alerte et la conduite à tenir.

## **5. ANNEXES**

## ANNEXE 1

### Liste non exhaustive des produits et matières dangereux ou flottants Des équipements sensibles à l'eau

#### **Matières et produits dangereux :**

- ✓ Acides divers (nitriques, sulfuriques, ...) ;
- ✓ Détergents divers ;
- ✓ Pétrole et ses dérivés sous forme gazeuse ou liquide ;
- ✓ Calcium, sodium, potassium, magnésium, soufre, phosphore et leurs produits dérivés ;
- ✓ Acétone, ammoniacque et leurs produits dérivés ;
- ✓ Produits cellulosiques ;
- ✓ Produits pharmaceutiques ;
- ✓ ...

#### **Produits flottants :**

- ✓ Pneus ;
- ✓ Bois et meubles (grumes, bois scié, ...) ;
- ✓ Automobiles et produits de récupération ;
- ✓ Cuves ou citernes ;
- ✓ Autres produits flottants volumineux ;
- ✓ ...

#### **Équipements techniques de service public :**

- ✓ Distribution d'énergie (transformateur, ...) ;
- ✓ Alimentation d'eau potable (pompage, ...) ;
- ✓ Assainissement collectif ;
- ✓ Télécommunication (commutateur, relais, ...) ;
- ✓ ...

#### **Équipements sensibles à l'eau :**

- ✓ Compteurs électriques ;
- ✓ Chaudières individuelles ou collectives ;
- ✓ Machineries d'ascenseur ou de monte-charge ;
- ✓ Électroménagers ;
- ✓ Pompes et filtres de piscine ;
- ✓ ...

## ANNEXE 2

### Terminologie et définitions

**Aléa fort** : hauteur d'eau > 1 m. ou vitesse > 0.50 m. (voir schéma en annexe 3).

**Clôture transparente hydrauliquement** : clôture ajourée (constituée de grillage) de 1,50 m de hauteur totale et pouvant comporter un muret d'assise de 0,40 m (hauteur maximale). L'écartement entre poteau ne pourra être inférieure à 2,50 m. (voir schéma en annexe 3).

**Crue** : Augmentation plus ou moins brutale du débit et par conséquent de la hauteur d'un cours d'eau pouvant avoir pour effet de le faire déborder de son lit. La crue est généralement due à des averses de pluie plus ou moins importantes.

**Crue de référence** : correspond à la plus forte crue connue (voir PHEC) ou dans le cas où elle serait plus faible que la crue centennale, cette dernière. A titre d'exemple, pour la Garonne dans le département de la Haute-Garonne, la crue de référence est en générale celle de 1875.

**Dent creuse** : (voir annexe 3).

**Emprise au sol** : projection au sol de la surface construite sans tenir compte du nombre de niveau de la construction.

**Établissements sensibles** : sont considérés comme « établissements sensibles » toutes constructions d'enseignement de soin et de santé accueillant de façon permanente ou provisoire un public plus vulnérable (enfants, personnes âgées ou handicapées) et toutes constructions nécessaires au bon fonctionnement des secours (pompiers, gendarmerie, PC de coordination de crise, ...).

**Équipements sensibles** : réseaux électriques, appareils électromécaniques, chaudières, biens de valeur, etc, sensibles à l'eau.

**Exploitation agricole** : L'exploitation agricole est une entité comprenant :

- la propriété foncière, bâtie ou non bâtie, constituée d'un ou plusieurs terrains contigus ou non ;
- les bâtiments d'habitation, d'élevage, de stockage de matériel ou de fourrage, de serres ou de constructions légères, de silos, de cuves, ...

**Impossibilité fonctionnelle** : Elle doit être dûment justifiée par la fourniture d'une notice explicative. Le pétitionnaire doit expliquer en quoi il n'est pas possible pour des raisons fonctionnelles (structurelles, respect de normes particulières, etc.) de prévoir le premier plancher au-dessus des PHEC.

**Niveau refuge** : La zone refuge est une surface protégée accessible de l'intérieur par les occupants du local et accessible de l'extérieur pour les secours. Elle doit être adaptée par le pétitionnaire en fonction des personnes et aussi des biens à protéger. Pour une habitation, sa surface minimum est de 20 m<sup>2</sup>. Pour un bâtiment d'activités ou un ERP, elle est au minimum de 20 m<sup>2</sup> mais peut être étendue à raison de 6 m<sup>2</sup> + 1m<sup>2</sup> / personne lorsque le bâtiment a une capacité d'accueil supérieure à 15 personnes. Sa hauteur doit être suffisante, soit 1,80 m, pour permettre la mobilité des personnes présentes. La zone refuge est attachée à chaque entité d'un bâtiment (un logement, un commerce, etc.), autrement dit, il n'y a pas de zone refuge « collective ».

**Ombre hydraulique** : (cf. schéma et définition en annexe 3).

**Parcelle d'usage** : Lot issu du découpage de la surface affectée à la pratique du jardinage ouvrier et confié à un usager.

**PHEC** : Plus Hautes Eaux Connues relevées historiquement.

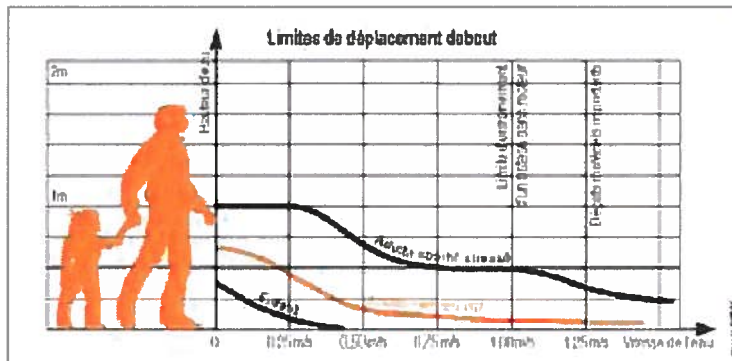
**Premier plancher au-dessus des PHEC** : Le plancher bas de la construction se situera au minimum au-dessus des PHEC, sauf pour les abris légers, les garages (extérieurs ou intégrés aux constructions) et les annexes des bâtiments d'habitation n'accueillant pas de population permanente.

**SHOB** : Surface Hors Oeuvre Brute égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau de la construction. Elle est constituée des niveaux suivants :

- les rez-de-chaussée et tous les étages (y compris ceux des constructions non fermées de murs telles que des hangars par exemple)
- tous les niveaux intermédiaires, tels que mezzanines et galeries
- les combles et les sous-sol, aménageables ou non; les toitures-terrasses, accessibles ou non.

## ANNEXES 3 - SCHEMAS

### CAPACITE DE DEPLACEMENT EN ZONE INONDEE

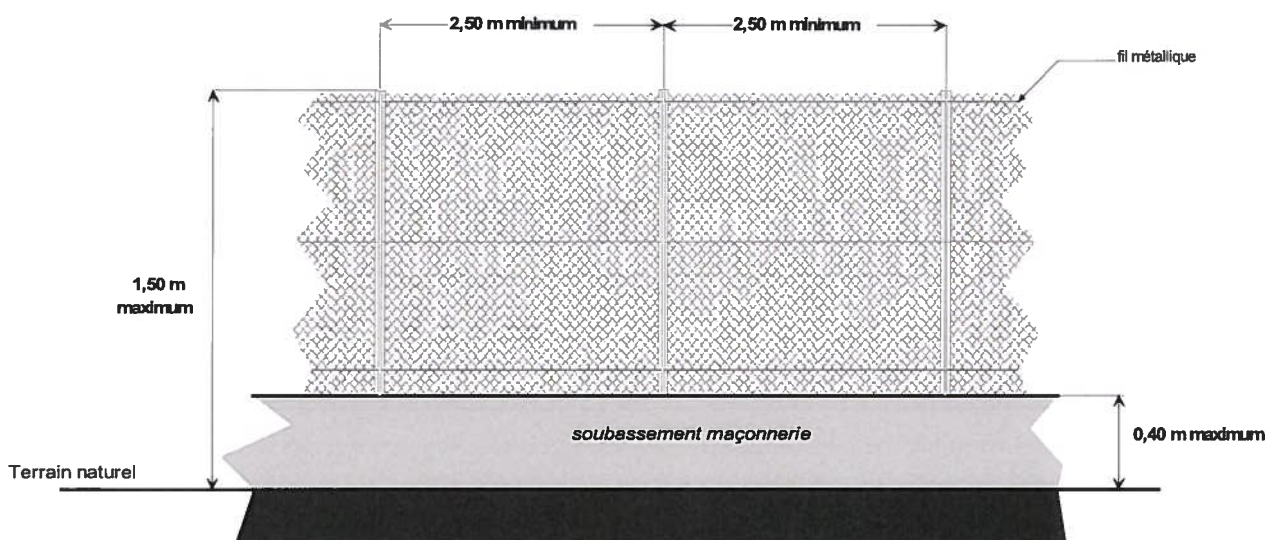


L'aléa est considéré comme fort au regard de la crue de référence lorsque la hauteur d'eau dépasse 1m. (sans vitesse)

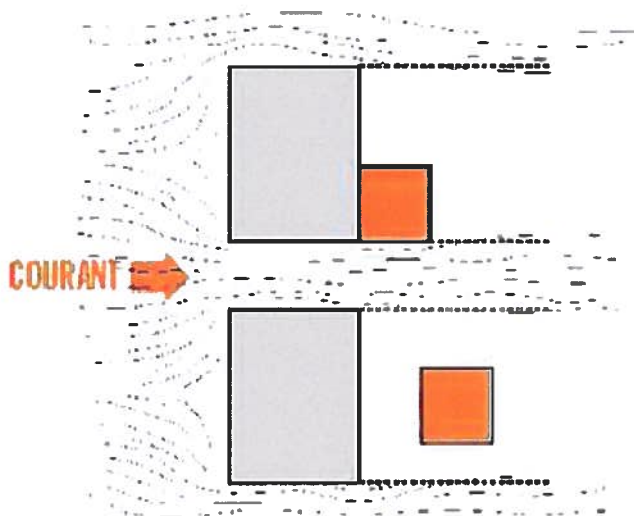
Toutefois, certaines zones où la hauteur d'eau est inférieure à 1m. doivent être considérées en aléa fort si elles comportent un chenal préférentiel d'écoulement des eaux, où les vitesses, sans pouvoir être prévues avec précision, peuvent être fortes, cas des crues torrentielles par exemple.

Vitesse	Hauteur	Inférieure à 0.50m	Comprise entre 0.50m et 1m	Supérieure à 1m
Inférieure à 0.50m/s		Aléa faible	Aléa moyen	Aléa fort
Supérieure à 0.50m/s		Aléa fort	Aléa fort	Aléa fort

### CLOTURE HYDRAULIQUEMENT TRANSPARENTE



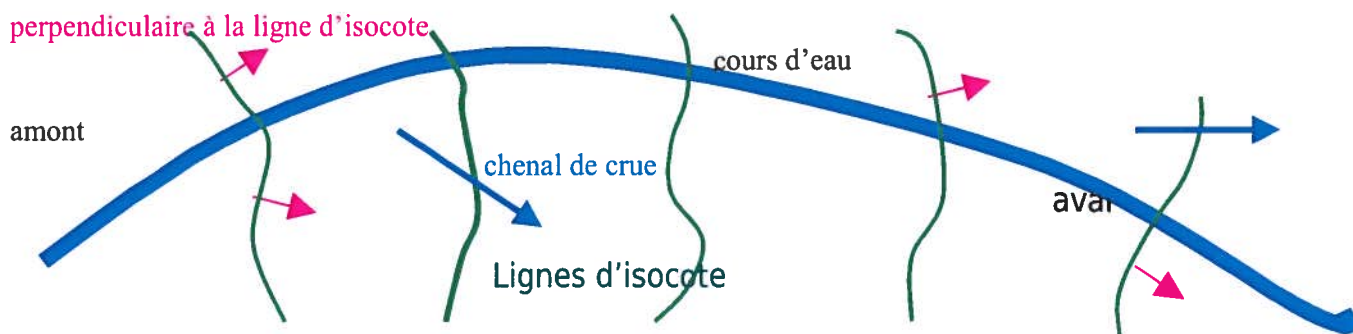
### OMBRE HYDRAULIQUE



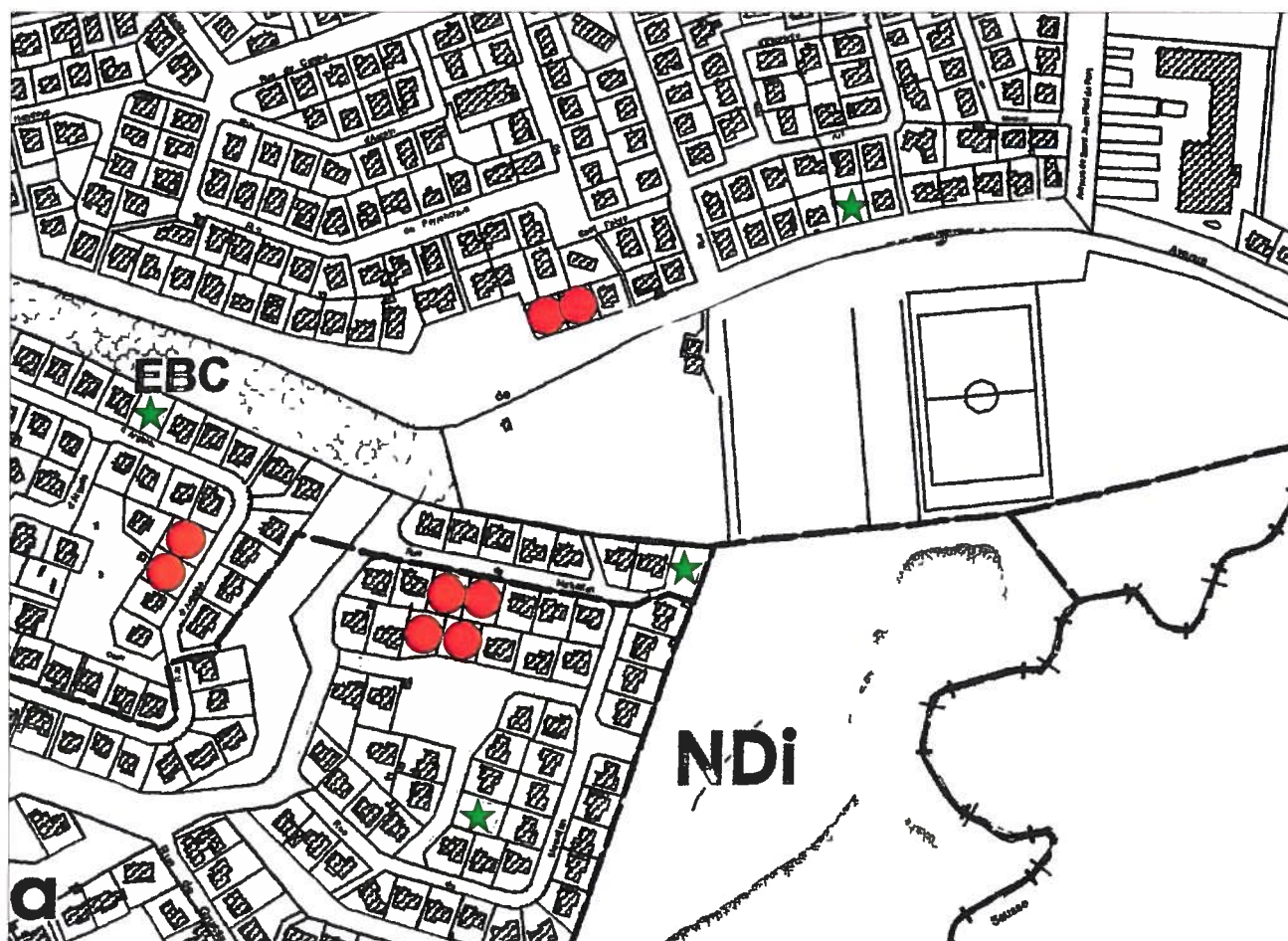
**(11) Ombre hydraulique :** situé, pour l'écoulement des eaux, dans la continuité du bâti sans y être forcément attenant (en amont ou en aval du bâtiment).



Le sens d'écoulement des eaux est considéré comme parallèle au cours d'eau ou, lorsque l'on en dispose, perpendiculaire à la ligne d'isocote de référence reportée sur la carte des aléas, sauf indication chenal de crue.



DENT CREUSE



La dent creuse est une parcelle ou une unité foncière (ensemble de parcelles appartenant à un même propriétaire), non bâtie, entourée de parcelles bâties ou de voirie(s) existante(s) à la date d'approbation du PPR.

Une seule construction individuelle à usage d'habitation (soit un seul logement) peut être autorisée sur cette unité foncière, ce qui exclut la possibilité de construire sur des parcelles divisées postérieurement à cette date.

- ★ Lorsqu'une seule parcelle ou unité foncière n'est pas construite :
  - Si elle est entourée de parcelles bâties et de voiries, il s'agit d'une dent creuse.
  - Si elle est entourée de parcelles bâties et en limite d'une voirie ou d'une zone inconstructible (zone agricole, zone naturelle, espace boisé classé,...) , il s'agit d'une dent creuse.

- Lorsque plusieurs parcelles ou unités foncières attenantes ne sont pas construites :
  - Il ne s'agit pas d'une dent creuse.